# SAINT-MAUR EN TOUTES LIBERTÉS

LE FESTIVAL QUI ALLIE LA CULTURE ET LES DROITS DE L'HOMME



## HISTOIRE & LIBERTÉ

## VINGT ANS APRÈS LA DISSOLUTION DE L'UNION SOVIÉTIQUE LA RENAISSANCE DES NATIONS

Vingt ans après la chute du communisme: où en est la Russie?

Le Défi russe

Le paysage médiatique russe

L'Arménie d'hier et d'aujourd'hui

Droits de l'Homme et œuvre de mémoire

La recomposition de l'espace culturel russe

#### SAINT-MAUR EN TOUTES LIBERTÉS

NOVEMBRE 2011

### HISTOIRE & LIBERTÉ NUMÉRO HORS SÉRIE

JUIN 2012

### VINGT ANS APRÈS LA DISSOLUTION DE L'UNION SOVIÉTIQUE: OÙ EN EST LA RUSSIE?

ÉDITORIAL – Un rendez-vous incontournable

par Henri Plagnol	3
AVANT-PROPOS, par Sabine Renault-Sablonière et Anne Coldefy-Faucard	5
LE GRAND DÉBAT – Vingt ans après la chute du communisme: où en est la Russ avec Hélène Carrère d'Encausse, Isabelle Facon, Taline Ter Minassian, Grigori Chvedov, Sergueï Kovaliov, Pascal Marchand, Henri Plagnol, Julien Vercueil, débat animé par Emmanuel Cugny	s <b>ie?</b> 7
<b>LE DÉFI RUSSE</b> avec Michel de Rosen, Edouard Sagalaev  dialogue animé par Emmanuel Cugny	37
LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION – Le paysage médiatique russe avec Bénédicte Berner, entretien animé par Alain Barluet	51
ARMÉNIE – L'Arménie d'hier et d'aujourd'hui avec Claire Mouradian et Pierre Rigoulot, débat animé par Christian Makarian	59
<b>DÉMOCRATIE – Droits de l'Homme et œuvre de mémoire</b> avec Sergueï Kovaliov, André Glucksmann et Grigori Chvedov, débat animé par Galia Ackerman	79
CULTURE – La recomposition de l'espace culturel russe dialogue entre Luba Jurgenson et Anne Coldefy-Faucard	91
Biographies —————	109

#### HISTOIRE & LIBERTÉ

■ REVUE ÉDITÉE PAR L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE, 4 AVENUE BENOÎT-FRACHON, 92023 NANTERRE CEDEX, TÉL.: 0146140929, COURRIEL: ACTIVITES@SOUVARINE.FR ■ DIRECTEURS DE LA PUBLICATION: SABINE RENAULT-SABLONIÈRE ET PIERRE RIGOULOT ■ RESPONSABLE D'ÉDITION: ANNE COLDEFY-FAUCARD ■ SECRÉTARIAT DE RÉDACTION: FRANCINE TILLEMENT NOC ■ IMPRESSION: DESBOUIS-GRESIL — 0169834469

■ © HÔTEL DE VILLE — SERVICE DE LA COMMUNICATION — PLACE CHARLES-DE-GAULLE 94107 SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS CEDEX — TÉL.: 0145116539

La VILLE de SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Bonne Pioche Dans la Boîte présentent :

# Saint-Maur en Toutes Libertés

Le festival qui allie la culture & les droits de l'homme

20 ANS APRÈS LA DISSOLUTION DE L'UNION SOVIÉTIQUE: LA RENAISSANCE DES NATIONS

Invitée d'honneur : l'Arménie



**DU 24 AU 27 NOVEMBRE 2011** 

# Théâtre de Saint-Maur

Entrée libre // Renseignements : 01 45 11 65 39

invitée exceptionnelle: Marie-Claude PIETRAGALLA





Direction artistique & photographies: Michel Pascal

www.saintmaurentouteslibertes.com

par Henri Plagnol

### Un rendez-vous incontournable



ES CONDITIONS dans lesquelles s'est déroulée l'élection présidentielle en Russie, avec la réélection contestée de Vladimir Poutine, ont confirmé les craintes de tous ceux qui s'inquiètent de l'avenir de la démocratie et des droits de l'Homme dans cet immense pays.

La publication des actes du colloque intitulé: «Vingt ans après la chute du communisme:

où en est la Russie?», qui s'est tenu le 27 novembre 2011 à Saint-Maur, montre la richesse des débats et l'exceptionnelle qualité des intervenants.

C'était un honneur pour la Ville de Saint-Maur d'accueillir des témoins et des experts de tout premier plan à l'occasion de la troisième édition du

Festival Saint-Maur en toutes libertés, devenu un rendez-vous incontournable pour tous les défenseurs de la liberté dans le monde, curieux d'en savoir plus sur les enjeux géostratégiques déterminants du XXI<sup>e</sup> siècle.

Henri Plagnol, Député-maire de Saint-Maur-des-Fossés

4 JUIN 2012

### **Avant-propos**

n 1991, le système soviétique s'effondrait brutalement, entraînant la nécessité d'une « reconstruction » des pays de l'ex-URSS, dont la Russie, et une redisposition des forces sur l'échiquier mondial.

Au cours des deux décennies qui ont suivi, bien des choses se sont passées à l'échelle du monde, sur les plans économique et politique notamment. Qu'en est-il de la Russie, vingt ans après?

Hormis la mafia, la corruption, les difficultés économiques, le non-duel Poutine/Medvedev, certaines prises de positions, parfois à l'emporte-pièce, des gouvernants sur des questions internationales, l'information dont nous disposons est, il faut l'avouer, assez parcellaire.

Clichés qui ont la vie dure, indifférence face à un État qui ne fait plus vraiment peur, les explications de cette relative ignorance sont nombreuses. L'une d'elles peut être l'impression que donne le pays d'être replié sur lui-même et mal à l'aise dans son immense espace qui se dépeuple, de ne participer qu'épisodiquement ou d'une façon qui *semble* parfois incohérente aux grands débats agitant le monde globalisé.

Les échanges et points de vue des experts proposés ci-après rappellent les faits de l'histoire récente et présentent des perspectives d'avenir pour la Russie dans les domaines de l'économie, de la géopolitique, de la sécurité...

Des tables rondes sont également consacrées au traitement de l'information et à la démocratie, tant l'émergence de la société civile est un élément fort de la réflexion sur l'évolution des territoires ex-soviétiques.

En outre, comment comprendre un peuple sans s'attarder sur sa vie intellectuelle? Celle de la Russie passe indéniablement par la littérature. Un pan important des débats est dédié à la recomposition de l'espace culturel en cours.

Enfin, en cet automne 2011 où avait lieu le Festival de Saint-Maur, l'actualité parlementaire française s'inquiétait de la reconnaissance du génocide arménien. Henri Plagnol avait souhaité qu'une attention particulière soit accordée à cette question.

On ne saurait conclure sans remercier chaleureusement Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat, qui a bien voulu s'associer à la réalisation de cette publication et donner un éclairage inédit sur les relations franco-russes dans le domaine du spatial et de la révolution numérique.

Sabine Renault-Sablonière et Anne Coldefy-Faucard

2102 AIUL

#### LE GRAND DÉBAT

## Vingt ans après la chute du communisme: où en est la Russie?

Débat animé par Vincent Hervouët, avec la participation de Mesdames Hélène Carrère d'Encausse, Isabelle Facon, Taline Ter Minassian et de Messieurs Grigori Chvedov, Sergueï Kovaliov, Pascal Marchand, Henri Plagnol, Julien Vercueil.

Vincent Hervouët: Chacun sait, sans doute, à quoi il était occupé le 11 septembre 2001 en début d'après-midi, lorsque les tours de Manhattan tombaient et que le Wall Street Center disparaissait. Mais chacun devrait se demander ce qu'il faisait, tandis que le communisme s'effondrait en Russie et que l'Union soviétique sombrait. C'était quand, au fait? C'était en 1991, il y a vingt ans, mais quel mois, précisément, quel jour? Ce jourlà, d'ailleurs, que s'est-il exactement passé? Tous les 11 septembre sont désormais des anniversaires, les médias allument les cierges et commémorent; chaque année voit naître sa petite polémique, ses révélations, son bilan de la guerre contre le terrorisme, ses nouvelles de Ben Laden ou de sa tribu. Personne ou presque, en revanche, ne commémore la chute du communisme en Russie. Les raisons en sont multiples. Une chose est sûre, cependant: l'événement a pesé nettement plus lourd sur nos existences et sur notre vie en Europe que l'attaque-suicide du 11 septembre, spectacle sidérant, stupéfiant, absurde, monté par une bande de fanatiques.

Où en est la Russie, vingt ans après? Quel est son avenir? En quel état est son État? Les Russes ont-ils changé? Quelles sont les perspectives? Quelles sont les leçons à tirer de la sale guerre du Caucase ou de la guerre en Géorgie? Quel projet pour quelle Russie?... Les questions sont légion et nous allons tenter, au cours de ce débat, de donner des éléments de réponse.

**Hélène Carrère d'Encausse:** Je m'efforcerai, en quelques remarques, de rappeler un certain nombre de choses. La première, c'est que l'on parle de la chute du communisme – et c'est un immense événement – mais il y a un autre événement considérable que l'on oublie: la naissance de quinze États souverains. Quinze États sont nés de l'explosion du communisme, ce qui modifie complètement le paysage géopolitique: cela oblige

ces pays, dont la plupart n'avaient pas d'histoire étatique, à entrer dans le monde des États. Il suffit de regarder ce qui s'est passé sur le continent africain, après les indépendances, pour saisir le caractère extraordinaire du contexte dans lequel ces nouveaux États apparaissent à la place de l'Union soviétique.

Pour quatorze d'entre eux, en excluant la Russie, on peut dire qu'ils ont bien réussi dans l'ensemble, que cela leur a été profitable, même si ce n'est pas toujours simple: ils ont parfois des démêlés avec leurs voisins, leurs problèmes économiques ne sont pas aisés à résoudre. Mais ils ont formé des élites, ils apparaissent dans le monde, ils existent sans que l'espace où ils sont nés, où ils se sont développés depuis vingt ans, se soit transformé en chaos. Une fois encore, pensez à la situation du continent africain depuis les années soixante, et vous verrez le caractère prodigieux de ce monde né il y a vingt ans!

La situation de la Russie est relativement moins simple. Si les autres États ont tout gagné à leur nouvelle existence, on peut, en revanche, considérer que la Russie, généralement confondue avec l'URSS, a perdu 20 % de son territoire – le territoire que l'empire des tsars avait conquis; elle a perdu cent millions d'habitants, elle a perdu des lieux privilégiés de son histoire, le berceau du christianisme, Kiev, les ports de la mer Noire, les bords de la mer Noire, les bords de la Baltique. Elle a donc laissé, dans cette aventure, une part de son patrimoine historique, une part de son espace, une part de tout ce qui avait fait son passé. Elle a perdu, je l'ai dit, cent millions d'habitants dans cette décomposition – ce n'étaient pas des Russes, c'étaient des habitants de pays devenus indépendants, mais vingt-quatre millions de Russes se sont, en outre, trouvés dans son «étranger proche » et, à l'heure de négocier la Communauté des États indépendants (CEI) – Boris Eltsine s'y est employé activement – on ne s'est pas préoccupé de ces russophones dont le sort a été très compliqué. En un mot, comme les événements survenus il y a vingt ans sont le résultat d'une improvisation, d'une impréparation absolues, ils ont incontestablement conduit à un désastre partiel pour la Russie. Certains pays s'en sont sortis triomphalement, les baltes, par exemple, d'autres moins, mais dans l'ensemble, ce sont des pays qui existent; la Russie, elle, outre les pertes territoriales et humaines, s'est trouvée dans un état de décomposition que l'on a pu mesurer à la fin des années quatrevingt-dix, c'est-à-dire au tournant du millénaire.

Ce que Boris Eltsine a voulu faire, on le sait maintenant que des biographies sérieuses ont paru sur la base de documents; en fait, ce n'est pas lui qui a organisé ce changement, il a pris le train en marche, mais à partir du moment où il s'est retrouvé au pouvoir, il a eu une idée fixe: couper les liens avec le passé sur le plan politique et économique, de manière à ce que le processus soit irréversible, que la chute du communisme ne puisse plus être remise en question. Il a favorisé pour cela la décomposition de l'État soviétique. C'était plutôt un État-parti, mais il y avait des structures qui ont été mises en pièces. Eltsine a remplacé le système d'économie dirigée par un système d'économie

210S NIUL 8



De gauche à droite: Hélène Carrère d'Encausse, Henri Plagnol, Vincent Hervouët, Julien Vercueil, Isabelle Facon, Pascal Marchand, Taline Ter Minassian, Sergueï Kovaliov, les interprètes, Grigori Chvedov.

libérale, là encore improvisé, avec des conseils extérieurs. Le résultat a été, pratiquement, la ruine du pays, la mainmise sur les richesses par des mafieux. Au tournant des années 2000, la Russie était dans un état de désespoir et de chaos — chaos économique que la crise de 1998 a accentué. Et surtout, sur le plan international, c'était un pays qui n'existait plus, personne ne le respectait. La preuve en est qu'à l'heure où les Occidentaux ont voulu bombarder la Serbie, personne n'a demandé l'avis de la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité; or, c'était la seule chose qui restait à ce pays de son statut de grande puissance. Mais on a contourné le Conseil de sécurité, parce que personne ne comptait avec la Russie. Telle était la situation au tournant des années 2000.

2010, 2011, la situation est complètement transformée. La Russie est redevenue une grande puissance. Aujourd'hui, on attend gentiment que les Russes disent qu'ils veulent bien que l'on fasse quelque chose en Syrie; c'est l'exact opposé de ce qui s'est passé au Kossovo, et cela montre que la Russie a retrouvé sa place. Elle l'a retrouvée d'autant plus qu'elle a mené une guerre contre la Géorgie pour démontrer qu'elle était une puissance et qu'il y avait des limites à ne pas dépasser dans le mépris où on la tenait.

Le pays a, toutefois, incontestablement échoué sur un point: ce que Boris Eltsine avait voulu sauver du passé, c'est-à-dire la Communauté des États indépendants. À l'heure où il livrait l'Union soviétique à la décomposition, il s'est efforcé d'instaurer des liens avec ces pays auxquels l'indépendance était accordée sans que soit versée une

goutte de sang: il faut s'en souvenir, la décomposition d'un tel empire dans une atmosphère de paix civile, ce n'est pas rien! Il a voulu, disais-je, créer des liens, mais force est de reconnaître que la Communauté mise en place n'a pas très bien fonctionné. Si j'insiste sur ce point, c'est parce qu'aujourd'hui, une idée a surgi en Russie qui, peut-être, annonce un avenir différent et sur laquelle je reviendrai.

En attendant, si l'on fait le bilan, vingt ans plus tard, il est clair que la Russie est redevenue une grande puissance et qu'elle ne s'en sort pas trop mal sur le plan économique. Ce n'est pas idéal, mais nous sommes en pleine période de crise. N'avait-on pas prédit, en outre, qu'après l'éclatement de l'Union soviétique, la Russie éclaterait à son tour, car elle reste, malgré les pertes de population, un pays multiethnique, multiconfessionnel, multi-civilisation? On annonçait donc son effondrement à brève échéance, et la guerre de Tchétchénie semblait en être un indicateur. En réalité, le pays n'a pas éclaté. La Tchétchénie, d'ailleurs, a été confiée par Vladimir Poutine à un Tchétchène, Kadyrov, qui est un assassin, mais, du coup, les Tchétchènes se tuent entre eux et les Russes s'en lavent les mains. On peut dire qu'apparemment, la Russie tient. Du point de vue des nationalités, je voudrais juste souligner un point: le pays est confronté à un problème majeur. Outre le système politique (sur lequel nous reviendrons au cours de ce débat), marqué par une corruption absolument éhontée du haut en bas de la pyramide, dans tous les secteurs - corruption certainement due au démantèlement tel qu'il a été pratiqué, dans le désordre le plus complet -, ce qui frappe aujourd'hui, c'est l'absence d'un élément de cohésion. Ainsi, le Caucase du Nord est une terre de dissidence, une terre à problèmes, mais le même type de problèmes surgit le long de la Volga, au sein des populations musulmanes, au Tatarstan. On y voit apparaître, pour la première fois depuis des années, une volonté de restauration d'un Islam différent, pur, d'un Islam en quête de ses origines et qui se superpose à l'Islam officiel avec lequel la Russie impériale, l'Union soviétique, et même la Russie depuis vingt ans, ont vécu.

Le pays rencontre un autre problème, aussi considérable, concernant sa capacité d'influence au sein de la Communauté des États indépendants: son impact sur les différentes régions composant la CEI n'était pas vraiment militaire, il tenait largement à la présence des Russes, à l'influence intellectuelle, à la russophonie; tout le monde parlait russe à la fin de l'Union soviétique. Or, sur les vingt-quatre millions de Russes, il n'y en a plus que dix millions dans les nouveaux États. En d'autres termes, l'habitude de vivre ensemble se perd déjà et la conséquence est que la langue russe, la culture russe, qui étaient un pouvoir d'influence, disparaissent. La présence russe s'efface très rapidement dans ces pays et les possibilités de s'entendre avec eux s'en trouvent compliquées. Existet-il un moyen de corriger cette situation?

Il est un projet présenté par Vladimir Poutine sur lequel je voudrais terminer, parce que je le crois cohérent et assez impressionnant: en effet, il ne vise pas seulement à

2102 NIUL 2101

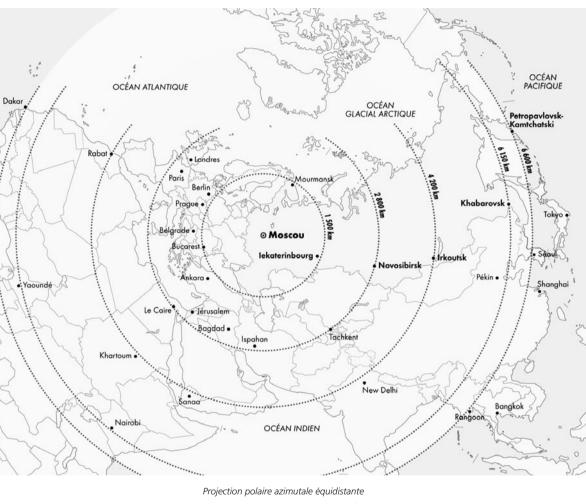
restaurer l'influence de la Russie à ses abords, mais encore à accroître son influence dans le monde. Ce projet a nom «Union d'Eurasie» ou «Union eurasiatique». Au sein de cette CEI qui ne marche pas très bien, la Russie est tout de même parvenue à négocier une union douanière; elle a des rapports relativement étroits avec le Kazakhstan, la Biélorussie, et l'union douanière se prolonge actuellement dans la formation d'un espace unifié recouvrant sept pays auxquels d'autres pourront se joindre.

Le projet de Poutine est une union eurasiatique. À l'en croire, cela ne contredit pas la CEI ni ne s'oppose à l'Union européenne dans laquelle certains pays, qui avaient fait partie de l'URSS, sont entrés; c'est un projet propre à la Russie, fondé sur des éléments d'intégration qui existent déjà: l'union douanière, l'espace économique unifié sur la base des pays qui se sont rassemblés autour de la Russie et auquel, toujours selon Vladimir Poutine, peuvent adhérer ceux qui le souhaitent. C'est, au fond, un système un peu calqué sur l'Union européenne qu'il observe attentivement, une structure supranationale qui n'enlève rien à la souveraineté des États, ouverte à ceux qui veulent y entrer, c'est-à-dire élargie aux anciens membres de l'Union soviétique: ceux qui sont dans l'espace économique unifié en feront automatiquement partie; les autres pourront s'y agréger.

Cette union eurasiatique est fondée sur l'image de ce qu'est la Russie: la Russie, c'est l'Eurasie, un pont entre l'Europe et le monde dynamique, aujourd'hui, de l'Extrême-Orient et de l'Asie. Cette construction repose, non sur une volonté d'intégration politique, mais, avant tout, sur une volonté d'intégration des intérêts économiques, des besoins des États, leur permettant, dans un monde géopolitiquement transformé, de trouver leur place. C'est un projet qui a de l'intérêt, qui indique, en tout cas, qu'en préparant sa nouvelle présidence, Vladimir Poutine s'est essentiellement attaché à définir, d'une part, la place de la Russie, demain, dans le monde, d'autre part, les rapports de celle-ci avec toute cette périphérie dont elle a partagé le destin et qui reste assez perdue malgré des succès certains, qui n'a pas de place propre et à laquelle il offre véritablement de constituer un nouvel ensemble dans une vie internationale très compliquée. Je ne dis pas qu'il y réussira mais, au moins, il offre une perspective.

Je crois donc qu'il faut y être attentif. Vingt ans après, la Russie s'est restaurée, mais, Poutine le dit très clairement: «Il ne s'agit pas de refaire l'Union soviétique, il ne s'agit pas de dominer, c'est une union d'États souverains, une union d'intérêts dans un monde géopolitiquement transformé.» Je vous livre cette réflexion qui dessine, peut-être, les grandes lignes de la politique étrangère de la Russie à venir.

Vincent Hervouët: Nous pourrions passer le reste du temps à débattre de ce que vous venez de dire, Hélène Carrère d'Encausse, et je suis persuadé que les uns et les autres auraient de nombreuses questions à vous poser, mais nous allons procéder un peu différemment. Puisque vous parliez de l'espace russe, nous donnerons la parole à Pascal Marchand.



Pascal MARCHAND, Atlas Moscou, «Le monde vu de Moscou», p. 82 © Éditions Autrement, Paris, 2010

Je ne sais plus qui a dit: «La Russie couvre un sixième des terres émergées du Globe, s'étend sur onze fuseaux horaires et se considère comme sainte et éternelle.» Je ne crois pas que ce soit le général De Gaulle. En tout cas, la question de l'espace est fondamentale en Russie. Pascal Marchand, vous allez nous démontrer combien les relations avec l'« étranger proche », les voisins immédiats de la Russie, sont compliquées et vous allez le faire « cartes sur table ».

Pascal Marchand: Depuis deux décennies, outre le cas complexe de l'Ukraine, le public a entendu parler de trois théâtres de relations entre l'Union européenne et la Russie: la Géorgie, Kaliningrad, l'Arctique. Dans nos cartes mentales, ces trois zones sont bien distinctes. Mais nos cartes mentales sont celles qui nous ont été inculquées par les planisphères de tous nos atlas, centrés sur l'Europe. Or, transcrivant un globe sur une surface rectangulaire, cette représentation déforme redoutablement la réalité.

La projection polaire utilisée ici donne une représentation plus exacte de l'hémisphère. Elle permet de saisir pourquoi un pétrolier parti du Koweït met quarante-deux jours pour gagner New York, alors que, parti de Mourmansk, il n'en mettrait que treize, chose incompréhensible au vu de nos planisphères d'atlas.

En ne centrant pas la projection polaire sur Paris, mais sur Moscou, comme présenté ici, on comprend également deux autres réalités.

Vue de Moscou, Berlin n'est pas plus éloignée que Mourmansk. Paris, Londres, Bruxelles le sont moins que Novossibirsk. Ces capitales sont pour Moscou un étranger très proche, plus proche que la moitié orientale de la Russie. Cette donnée explique le balancement historique des préoccupations du gouvernement russe, sis à Moscou, tourné tantôt vers l'Orient, tantôt vers l'Occident.

On sait, par ailleurs, que le cœur de l'économie russe se trouve autour de Moscou. Si, vus de Bruxelles, l'Arctique (Mourmansk), Kaliningrad et la Géorgie sont trois foyers distincts, très éloignés les uns des autres, épars en périphérie de l'Union européenne et loin de son centre névralgique, vus de Moscou, ils forment un continuum d'une même logique de sécurité et d'intensité de perception de la menace, disposés en demi-cercle autour des centres vitaux du pays. On peut alors s'étonner de voir des observateurs s'étonner que le Kremlin réagisse très fortement à toute action occidentale entraînant une rupture de l'équilibre géostratégique sur cet arc de cercle jouxtant immédiatement les centres vitaux de la Russie.

En 2008, à la frontière géorgienne, la Russie a saisi l'occasion de montrer sa force en profitant d'une maladresse du président Saakachvili. À l'échelle continentale eurasiatique, cette action a mis Moscou en difficulté vis-à-vis de certains de ses associés au sein de la CEI (Kazakhstan, Kirghizie...) ou de l'Organisation de Coopération de Shanghai (notamment la Chine). Tous ont, en effet, une ou plusieurs provinces potentiellement séparatistes et sont hostiles à des interventions de ce genre. Les Occidentaux se sont

trouvés, eux, mal venus de reprocher à Moscou une opération militaire permettant l'indépendance de provinces sécessionnistes, alors que l'Otan était intervenue militairement pour permettre l'indépendance d'une province sécessionniste, le Kossovo, mais en bombardant méthodiquement les villes serbes pendant deux mois, ce que l'aviation russe ne s'est pas autorisé en Géorgie. L'intervention de 2008 en Géorgie se comprend comme une réponse à celle de 1999 en Serbie et, plus généralement, aux politiques d'expansion à l'est de l'Otan et de l'Union européenne, fusionnées depuis l'élargissement de 2004. L'objectif ouvertement affiché sur le site de la Politique européenne de Voisinage (PEV) de l'UE est ainsi d'intégrer tous les pays de l'ex-URSS, «à l'exception de la Russie» [sic]. Il est, là encore, étonnant d'entendre des observateurs s'étonner de voir la Russie prendre ces élargissements pour un projet d'encerclement.

Kaliningrad a fait l'objet de tensions avant et après l'élargissement de 2004. L'Union européenne a alors imposé à la Russie une vision westphalienne de la frontière (fermée et contrôlée), exigeant un document pour l'entrée ou la sortie de ce qui constitue une enclave russe dans l'UE depuis l'adhésion de la Lituanie, bien qu'il s'agisse d'aller et venir, pour les citoyens de ce pays, dans les limites d'un même territoire russe. Cette vision de la frontière n'est toutefois pas étrangère au Kremlin, qui la partage. L'ire du Kremlin a été provoquée par le fait que la même Union européenne vante constamment les bienfaits d'une vision post-westphalienne de la frontière, zone ouverte, de libre circulation, au contrôle limité aux frontières estonienne et finlandaise entre Union européenne et Russie, juste à côté de Kaliningrad. Il est surprenant d'entendre des observateurs tancer vertement Moscou en raison de son incapacité à adopter une vision moderne du monde sur ses frontières estonienne et finlandaise, et s'étonner que Moscou parle de «duplicité de l'Union européenne» à son égard.

Kaliningrad risque de revenir bientôt sur le devant de la scène, avec le projet d'installation d'un système anti-missile américain en Pologne afin de contrer une potentielle menace balistique de l'Iran contre les États-Unis. Ce système suppose que Washington considère qu'il sera impossible d'empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires. En effet, si d'aventure Téhéran renonçait, ce coûteux investissement serait inutile, sauf à admettre qu'il vise un autre adversaire, mais lequel? Il n'a échappé à aucun spécialiste que ce système permet accessoirement de détecter tout décollage de missiles à partir de la plupart des bases russes, ce qui revient à décrédibiliser la menace de frappe nucléaire russe sur les États-Unis, la menace de frappe nucléaire américaine sur la Russie demeurant intacte. Il n'est pas difficile d'imaginer que Moscou réagira à cette rupture d'équilibre. Sa réponse annoncée sera l'installation à Kaliningrad de missiles à tête nucléaire visant directement ce système anti-missile, donc le sol de l'Union européenne. On s'étonnera certainement, alors, d'entendre des observateurs s'étonner que Moscou revienne à un remake de la crise des euromissiles.

2102 NIUL

L'Arctique est devenu, depuis plusieurs années, un centre d'intérêt. Les observateurs annoncent l'ouverture de nouvelles routes maritimes. Pourtant, la géographie enseigne que dans l'hémisphère nord, la nuit polaire dure six mois. Réchauffement climatique ou pas, elle induit une banquise de même durée. Or, la circulation mondiale des marchandises, presque totalement conteneurisées, impose un service pluri-hebdomadaire. Elle est incompatible avec un arrêt de six mois, ou avec une circulation en convois, derrière un brise-glace, donc à la vitesse de cinq ou dix nœuds à l'heure, contre vingt à vingt-cinq en mer libre.

L'Arctique occidental, dans la zone économique russe, recèle par ailleurs d'énormes réserves de gaz naturel. En la matière, il est étonnant de voir les observateurs ne pas s'étonner de la lune de miel entre Europe de l'Ouest et Russie, alors que cette dernière est dénoncée en Occident pour son attitude désobligeante vis-à-vis de l'Union européenne (en Géorgie, à Kaliningrad ou en Ukraine). En fait, la Russie est grand fournisseur de gaz grâce à sa province de Sibérie occidentale, située à mi-chemin entre Europe de l'Ouest et Asie orientale. À l'époque soviétique, le choix a été fait d'orienter ce gaz vers l'Europe occidentale, plus développée. Depuis, le réseau de gazoducs construit dans ce but lie Moscou: la Russie est, en effet, prisonnière de ce client qui, sûr de sa supériorité, lui prodigue régulièrement force remontrances. Mais les champs gaziers de Sibérie occidentale ont entamé leur déclin et toutes les nouvelles provinces gazières géantes (presqu'île de Iamal, mer de Kara, mer de Barents) ont été découvertes encore plus à l'ouest, ce qui pérennise la situation. Du fait de la géographie, la Russie est plus captive de son client européen que celui-ci n'est dépendant de son fournisseur russe, d'autres sources de gaz existant de par le monde.

Il faut donc conseiller aux observateurs de prendre davantage en compte la géographie. Cela leur permettrait d'éviter de s'étonner de réactions russes parfaitement prévisibles ou de confondre les mers arctiques avec l'océan Indien. Il faut regarder la situation sur des projections polaires, et non sur des planisphères, varier son point d'observation, et non en rester à une vision ouest-européo-centrée. Il faut aussi se préoccuper des rapports d'échelles spatiales et replacer les foyers de tension sur l'échiquier de la réalité. Tout théâtre a une dimension locale (interne à lui-même), mais aussi une autre, régionale (continentale), et une autre encore, internationale.

Vincent Hervouët: Quand j'étais adolescent, il y avait un livre qui s'intitulait Bienvenue à l'Armée rouge. C'était une sorte de « petit manuel pour les collaborateurs ». Aujourd'hui cela fait rire: il n'y a plus d'Armée rouge, il y a l'armée russe et elle fait beaucoup moins peur, elle s'est métamorphosée. À quoi ressemble-t-elle? Quelles sont ses priorités? Que doit-on redouter? Isabelle Facon va nous l'expliquer.

Isabelle Facon: Je ne vous ennuierai pas avec des détails techniques sur la réforme de l'armée russe. Il faut savoir qu'à partir de l'éclatement de l'URSS, il n'y a quasiment pas eu de réforme militaire pendant près de quinze ans, faute de moyens financiers, faute de volonté politique, faute de projet stratégique clair; l'armée russe est restée pratiquement en l'état, avec des budgets considérablement réduits et, en conséquence, un impact désastreux sur l'efficacité des forces. On n'avait plus qu'une ombre de l'armée soviétique – armée dont on s'était aperçu, du reste, qu'elle était peut-être beaucoup moins puissante que ce qu'on avait imaginé au temps de la «guerre froide».

Et puis, il y a eu la guerre en Géorgie et l'on a pu constater l'existence d'un certain nombre de problèmes au sein de l'armée russe, même si les objectifs politiques et stratégiques ont été atteints: problèmes d'équipement, de discipline, d'entraînement... Ils ont servi de prétexte au lancement d'une réforme très importante, à tout le moins inédite dans la tradition militaire russe. Sans entrer dans les détails, ce qui prendrait trop de temps, soulignons que les forces armées de Russie s'acheminent vers un format plus réduit, qu'elles sont censées être plus mobiles, plus facilement déployables pour des opérations à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'armée pourrait aussi renoncer progressivement au service militaire obligatoire, elle serait en partie professionnalisée. Enfin, elle serait plus décentralisée, ce qui, là encore, est une nouveauté, puisque la tradition de l'armée russe est plutôt celle d'une très lourde chaîne de commandement, fortement hiérarchisée.

Il faut préciser, d'emblée, que le succès est loin d'être garanti. Les objectifs en matière de rééquipement des forces paraissent des plus irréalistes compte tenu de l'état de l'industrie d'armement. La dimension humaine, également, semble ne pas être suffisamment prise en compte, notamment la formation et l'éducation. Quant au service militaire, à l'abandon éventuel de la conscription, c'est là, manifestement, un problème ardu en Russie: tant qu'aucun choix n'aura pas été véritablement fait, il sera difficile de savoir vers quoi l'on s'oriente en ce qui concerne la structure des forces. Il était néanmoins nécessaire d'évoquer rapidement cette sorte de rupture culturelle survenue au sein des forces armées.

Le plus intéressant, toutefois, est ailleurs: à quoi pourra servir cette nouvelle armée? À quels risques, à quelles menaces fera-t-elle face? Ces questions se posent d'autant plus que la Russie donne l'impression de se sentir toujours soumise à une menace tous azimuts: les Russes parlent de la menace de l'Otan, de la menace de la Chine, de la menace aux frontières méridionales. On a donc le sentiment d'une Russie plus que jamais en proie au syndrome de la forteresse assiégée.

Il y a, malgré tout, des priorités auxquelles répond, théoriquement, le nouveau modèle d'armée que j'ai tenté de décrire. La principale d'entre elles est la situation intérieure. On a évoqué la fragilité du Caucase du Nord et la multiplication des actes terro-

2102 AIUL

ristes. L'armée est ici appelée, avec d'autres forces en Russie, à faire face à toute dégradation de la situation. Autre écho à ce qui a été dit précédemment, il y a la périphérie immédiate, c'est-à-dire l'ancienne Union soviétique, particulièrement préoccupante en Asie centrale, voisine de l'Afghanistan et du Pakistan. Ce que craignent les militaires russes, c'est que l'instabilité constatée en Afghanistan et au Pakistan gagne les républiques musulmanes d'Asie centrale. La Russie, qui est l'alliée militaire de la plupart de ces républiques centre-asiatiques (dans le cadre de l'Organisation du Traité de Sécurité collective), estime qu'elle a besoin d'une capacité de réponse musclée en cas d'infiltrations de militants politiques et/ou religieux venus d'Afghanistan, ou pour mettre un coup d'arrêt aux trafics de drogue, toujours en provenance d'Afghanistan. La Russie est d'autant plus inquiète qu'elle craint un effet de contagion vers – encore une fois – ses fragiles territoires méridionaux, à commencer par le Caucase du Nord. Or, je l'ai dit, pour le Caucase du Nord, l'outil militaire est considéré comme ayant, potentiellement, toute sa place dans la lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, les autorités russes misent sur une approche plus globale en s'efforçant d'améliorer, avec plus ou moins de succès, la situation économique et sociale dans la région.

L'armée est aussi appelée à faire face à des conflits locaux dans la proche périphérie de la Russie. À cet égard, les Russes ont en tête ce qui s'est passé avec la Géorgie en 2008. Cela rejoint l'enjeu géopolitique, c'est-à-dire la volonté de Moscou de marquer la prédominance de la Russie dans l'ancien espace soviétique, d'y faire respecter ses intérêts, par exemple en évitant l'entrée de la Géorgie ou de l'Ukraine dans l'Otan. La législation russe prévoit les circonstances dans lesquelles l'armée peut être utilisée à l'étranger. Une des conditions mentionnées par la loi porte sur la protection des Russes à l'étranger; or, on sait que la plupart des Russes à l'étranger sont concentrés dans l'espace ex-soviétique. La Russie a-t-elle envie de projeter sa force militaire au-delà? Pas forcément pour attaquer tel ou tel pays, bien sûr, mais pour exister sur le plan militaire, dans un monde de plus en plus marqué par la gestion des crises, par les opérations de maintien de la paix en différents points du globe.

Pour l'instant, la Russie est plutôt centrée sur son espace intérieur et son immédiat voisinage, même si elle déploie des efforts pour redevenir plus présente sur la scène militaire mondiale: on a vu réapparaître la marine russe en Méditerranée, les Russes ont repris leurs patrouilles de bombardiers stratégiques en 2007, il y a aussi des opérations en coopération – assez ponctuelles, mais réelles –, telles que l'aide apportée à l'Union européenne pour une opération au Tchad, sans oublier, depuis 2007, les contributions à la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe d'Aden où la Russie est assez présente. Mais en termes de présence militaire à l'étranger, notamment par l'entretien de bases dans tel ou tel pays à l'extérieur des frontières, il est clair que la priorité reste l'ex-Union soviétique où se trouvent quasiment 100 % des bases dont les Russes disposent hors de

chez eux: en Arménie, en Ukraine, en Asie centrale... La Russie a installé des bases militaires dans les deux territoires séparatistes de la Géorgie, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, pour bien marquer et figer le statu quo, puisqu'elle a reconnu l'indépendance de ces territoires. Cela ne veut pas dire qu'elle n'ait pas d'ambition au-delà de son proche voisinage et de son propre territoire, mais, en l'état actuel de ses capacités, la projection audelà de ce périmètre n'est pas d'actualité. Hors de l'ex-Union soviétique, la Russie ne dispose que d'une base logistique, à Tartous, en Syrie - rien d'autre, quelles que soient les rumeurs concernant une éventuelle volonté de Moscou d'installer des bases dans d'autres pays. Par ailleurs, la Russie participe assez peu aux opérations de maintien de la paix de l'Onu. Alors qu'elle valorise beaucoup l'Organisation dans les affaires de sécurité internationale, elle reste finalement assez en retrait de ces opérations, si l'on compare, du moins, à d'autres membres permanents du Conseil de sécurité, dont la Chine. Autre obstacle à une participation plus grande de la Russie à la gestion de crise et aux opérations de maintien de paix sur la scène internationale: les autorités russes n'aiment guère que leurs forces travaillent sous commandement étranger, ce qui complique, évidemment, les dispositifs susceptibles d'être envisagés pour une collaboration.

On sait, enfin, que la Russie continue à avoir des inquiétudes par rapport à la menace présumée de l'Otan. On le voit, notamment, dans certains exercices militaires, excellente illustration du problème de sécurité que pose toujours aux autorités russes l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. La Chine, quant à elle, est une préoccupation de sécurité, sinon pour demain, du moins pour après-demain. Mais sur ces aspects-là, la Russie semble considérer, actuellement en tout cas, que son bouclier nucléaire suffit; ce qui explique pourquoi elle a toujours maintenu son effort pour moderniser son arsenal nucléaire, pourquoi elle se montre prudente, aujourd'hui, sur la perspective de réduire plus avant cet arsenal, pourquoi, également, elle est si hostile au projet de l'Otan d'établir un bouclier anti-missile. Cette hostilité s'exprime parallèlement à une certaine volonté de coopération, puisque la Russie a également fait des propositions de coopération sur ce projet.

Vincent Hervouët: Je passe, à présent, la parole à Julien Vercueil. Il nous parlera de la puissance russe, celle qui se trouve dans le sous-sol, l'économie, les ressources de la Russie, et permet à ce pays de s'intégrer à la mondialisation.

Julien Vercueil: Pour évoquer la puissance russe, je donnerai deux ordres de grandeur. La Russie a connu, du point de vue économique, durant ces vingt dernières années, un double mouvement: d'abord un mouvement de contraction formidable de sa puissance économique, ensuite un mouvement d'extension. À partir d'une situation de puissance économique, certes affaiblie, mais non négligeable, la Russie s'est contractée durant

2102 NIUL 2101

les années quatre-vingt-dix jusqu'en 1998, au moment de la grande crise, du krach russe, où le pays s'est retrouvé dans une situation similaire à celle de la Grèce aujourd'hui, c'està-dire dans l'incapacité de payer ses créanciers. La Russie, en août 1998, avait à peu près le PIB de l'Île-de-France pour cent quarante-cinq millions d'habitants. Or, depuis, l'expansion qui s'est prolongée sans discontinuer pendant dix ans, jusqu'en 2008, a placé la Russie au dixième-douzième rang des nations les plus riches du monde en termes de PIB, soit l'équivalent du PIB de l'Italie, autre pays qui ne va pas trop bien actuellement. La puissance économique de la Russie, en revanche, est devenue, aujourd'hui, comparable à celle du Brésil, de l'Inde ou d'un grand pays européen, ce qui montre deux chocs économiques importants, même s'ils ont duré, chacun, une décennie: l'un dans le sens d'une contraction – une crise absolument sans précédent ni commune mesure avec ce que la grande dépression des années trente du xxe siècle avait infligé aux pays occidentaux; l'autre vers une expansion qui fait considérer la Russie, à tort ou à raison, comme un pays émergent par beaucoup d'économistes.

Ce que l'on peut dire, rapidement, sur la relation de la Russie, du point de vue économique, avec le reste du monde, tient en trois grandes thèses. D'abord, ce grand mouvement de contraction et d'expansion est tout à fait lié aux rapports économiques du pays avec le monde et, tout au moins pour la seconde partie de la période – l'expansion –, la Russie a tiré parti de ses relations au niveau international: l'augmentation, notamment, de ses exportations et de ses échanges a porté sa croissance économique au cours des dix dernières années. Ensuite, deuxième thèse, ces dix dernières années masquent des fragilités structurelles très importantes, qu'il convient d'observer attentivement à un moment où les incertitudes économiques globales s'amoncellent. Enfin, dernier point, le pouvoir en place, celui qui a présidé aux destinées de la Russie depuis dix ans, n'a rien fait pour lutter contre ces fragilités.

En quoi peut-on dire que les dix dernières années sont fortement liées aux relations de la Russie avec le reste du monde? Chacun sait que cela tient, pour une grande part, à l'augmentation du prix mondial du pétrole, passé, entre mars 1999 et juillet 2008, de dix dollars le baril à cent soixante, donc une multiplication par seize en une dizaine d'années, donnant une certaine marge de manœuvre aux pays qui en exportent beaucoup. Cela permet, par exemple, si on a la capacité de remettre la main sur le secteur énergétique – ce qui est le cas du pouvoir russe en place – de faire rentrer bien plus d'impôts dans les caisses de l'État et de se désendetter à partir d'une situation de faillite, comme celle de la Russie à la fin des années quatre-vingt-dix. Cela permet également de dégager un excédent commercial et un excédent des transactions courantes qui rejaillissent sur la position extérieure du pays, sur sa capacité à accumuler des réserves de change. Aujourd'hui, la Russie est, avec la Chine, le Brésil, l'Allemagne et le Japon, l'un des pays qui ont le plus de réserves de change, donc un pays dont la relation avec le reste du

monde est structurellement excédentaire. Enfin, l'on peut dire que les recettes fiscales ont permis de désendetter l'État russe, ce qui est considérable. On parle beaucoup, actuellement, de la crise de la dette en Europe. Chacun connaît à peu près, je pense, le taux d'endettement de la France, de l'Italie ou de la Grèce; pour la Russie, la dette de l'État représente 10 % du PIB.

En quoi cette période un peu faste de la croissance économique de la Russie, qui a multiplié son PIB par deux dans les dix dernières années, masque-t-elle, malgré tout, des déséquilibres profonds? De fait, si l'on compare les intentions affichées par les gouvernements et la réalité des relations avec le reste du monde, on met en évidence d'énormes contradictions. Deux thèmes reviennent régulièrement dans les discours économiques des dirigeants russes. Tout d'abord, il faut réorienter géographiquement les échanges, c'est-à-dire donner plus de poids à l'étranger proche – dont il a déjà été beaucoup question ici – et à l'Asie; or, pour l'instant, les statistiques ne montrent absolument aucun signe d'une telle réorientation. En d'autres termes, s'il est un pays d'Asie qui monte dans les échanges extérieurs de la Russie, c'est la Chine et uniquement pour ses exportations, c'est-à-dire pour les importations de produits manufacturés chinois en Russie; pour le reste, l'Europe est le principal partenaire commercial, avec plus de 50 % des importations et exportations russes.

Le second thème important du point de vue des responsables économiques est la diversification et la montée en gamme des exportations de la Russie. En effet, la dépendance à l'égard des prix du pétrole pose problème. La question est remâchée depuis 1993, donc bien avant l'ère Poutine, par les hommes politiques. Et cette dépendance s'aggrave. Aujourd'hui, les hydrocarbures représentent, avec les matières premières, plus de 80 % des exportations.

Tout cela montre que la Russie n'a pas changé structurellement de mode de relation avec le reste du monde. Certes, il y a des tentatives; certes, on s'est efforcé, en 2010, de créer une union douanière, mais il reste à savoir si celle-ci va donner des résultats significatifs. On met sur pied des projets «Eurasie», mais je ferai observer que, pour l'instant, aucun des pays concernés ne représente plus de 3 % des échanges de la Russie, c'est-à-dire moins que la France. En conséquence, la principale leçon à tirer, pour l'instant, est qu'il règne une grande inertie, que tout se passe comme si, d'une certaine manière, le pays subissait, dans le domaine économique, sa relation avec le reste du monde.

Vincent Hervouët: Taline Ter Minassian, il y a vingt ans, un pacte stratégique était conclu entre la Russie et l'Arménie...

**Taline Ter Minassian:** Pacte stratégique, si l'on veut!... Je voudrais d'abord dire deux mots de l'intitulé du programme des festivités de Saint-Maur. Il y est question

200 AIUL 2102

d'une renaissance des nations, vingt ans après la dissolution de l'Union soviétique. Il me semble que la présence d'Hélène Carrère d'Encausse et la mienne, puisque j'ai été son élève, devraient amener à nuancer quelque peu cette assertion. Qu'on le veuille ou non, l'URSS, paradoxalement et en dépit de son idéologie marxiste-léniniste, a fabriqué du national et fabriqué des nations. Il ne s'agit donc pas exactement d'une renaissance des nations, le terme n'est pas tout à fait juste...

Dans cette fabrique des nations, j'aborderai, pour ma part, le cas de l'Arménie, plus précisément sous l'angle de ses relations avec la Russie, parce que cela s'inscrit parfaitement dans le cadre du débat organisé ici. Je ne montrerai pas de carte, étant, sans doute, moins professionnelle que Pascal Marchand. Néanmoins, on se représente assez souvent le Caucase du Sud ou la Transcaucasie sous la forme d'une croix, donc d'un axe vertical Nord-Sud, symbolisant l'influence russe qui établit une sorte de pont vers l'Iran et passe par une alliance avec l'Arménie, et d'un axe transversal Est-Ouest, atlantique, euroatlantique plus exactement, qui symbolise l'influence américaine, l'influence européenne, l'alliance avec la Turquie, l'Azerbaïdjan, et passe par la Géorgie. C'est le fameux tracé des différents oléoducs dont on parle énormément. Il y a donc une rivalité, schématiquement représentée par cette croix. Dans la réalité, bien sûr, un certain nombre de nuances doivent être apportées, notamment parce que la politique russe, s'agissant du Caucase du Sud, ne se fonde sûrement pas sur des notions purement rhétoriques d'amitié éternelle – remontant, là encore, à l'Union soviétique – mais, pour une part, sur des principes de Realpolitik qui lui imposent, par exemple, de ménager l'Azerbaïdjan pour des raisons économiques évidentes. S'agissant des préoccupations de l'Arménie, cela implique, pour la Russie, de s'abstenir de prendre clairement position sur l'épineux conflit du Haut-Karabagh, cette région étant, par conséquent, une entité non reconnue par la Russie ni, paradoxalement, par l'Arménie.

J'en viens, à présent, à la question de l'influence russe en Arménie. Elle est importante, surtout si l'on considère qu'elle ne passe pas par la présence d'une forte diaspora russophone, comme c'est le cas, par exemple, dans les pays baltes ou en Ukraine; en Arménie, il n'y a presque pas de Russes et le peu qui s'y trouvaient au temps de l'Union soviétique en sont partis.

Cette influence russe, je la résumerai en trois points. Tout d'abord, la présence militaire. Des bases militaires russes sont installées en Arménie, dont la fameuse 102°, postée à Gyumri. Son mandat courait jusqu'en 2020, mais il a été revu récemment, plus exactement en septembre 2010, date à laquelle, au cours d'une visite de Medvedev à Erevan, un accord a été conclu, le prolongeant jusqu'en 2044, soit vingt-quatre années de plus que ce que prévoyait le pacte de défense arméno-russe signé en mars 1995. Les bases russes montrent suffisamment, par elles-mêmes, à quel point l'Arménie est pieds et poings liés sous le rapport de la protection militaire russe. Le fait est, bien entendu, à mettre en

regard de la politique géorgienne. Je regrette que Salomé Zourabichvili<sup>[1]</sup> n'ait pu être parmi nous aujourd'hui, puisqu'elle a négocié elle-même le retrait des bases russes de Géorgie. Quoi qu'il en soit, nous avons là l'illustration de deux destins politiques diamétralement opposés.

Sur le plan militaire, d'autres éléments interviennent: il y a également une base aérienne à Erevan, sans oublier la question des livraisons de matériel. Isabelle Facon est beaucoup plus compétente que moi en la matière, mais il est question de missiles S300 attendus par les Arméniens et, finalement, peut-être livrés à l'Azerbaïdjan. Concrètement, on a assisté au déploiement de missiles en Abkhazie et en Ossétie du Sud, entités sécessionnistes de la Géorgie, d'où le constat du ministre géorgien des Affaires étrangères: «La Russie a mis en place un triangle dans le Caucase du Sud et les régions adjacentes, triangle dont elle aura besoin en cas de confrontation avec l'Otan et la Turquie. » La conclusion, peut-être un peu hâtive, mais logique, serait que l'Arménie représente un des maillons forts de ce dispositif.

Deuxième aspect de la dépendance arménienne à l'égard de la Russie: l'influence de ce pays dans le secteur énergétique, puisque, au sein de la Transcaucasie, l'Arménie est, d'une part, complètement enclavée, d'autre part, totalement dépourvue de ressources naturelles en dehors de l'hydroélectricité. On aborde, ici, une question d'une brûlante actualité: celle de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire arménienne. Pour en saisir tous les enjeux, il faut rappeler que l'Arménie dispose déjà d'une centrale nucléaire – la seule de toute la région caucasienne –, construite durant la période soviétique, grâce au *lobby* très influent des physiciens arméniens qui avaient réussi à convaincre Moscou de la nécessité de ces équipements. Il est notable que, dès cette époque, les élites d'Arménie raisonnaient en termes d'autosuffisance énergétique. Il était communément admis que le développement de l'énergie nucléaire favorisait l'indépendance énergétique, et l'argument suprême, tel que le montrent les archives, était que l'Arménie pourrait ainsi fournir de l'énergie aux républiques soviétiques voisines. Le raisonnement

2012 AIUL

<sup>1.</sup> Diplomate française depuis 1974 et ambassadrice de France en Géorgie en 2003, devenue ministre des Affaires étrangères de la Géorgie en 2004, «démissionnée» fin 2005, Salomé Zourabichvili a largement contribué à une certaine image de la Géorgie sur le plan international, sans oublier les succès diplomatiques obtenus, dont l'évacuation des deux bases militaires russes en Géorgie n'est pas le moindre. Elle fonde, quelques mois plus tard, un parti politique, «La Voie de la Géorgie» et se présente aux élections municipales de Tbilissi en 2006. Elle est désignée comme éventuelle Premier ministre en cas de victoire de l'opposition aux élections présidentielles du 5 janvier 2008 et est l'une des initiatrices des manifestations de l'opposition demandant la démission du président Saakachvili pour ses responsabilités dans la guerre russo-géorgienne.

Dénonçant l'impossibilité pour l'opposition de jouer son rôle dans un pays qui revient à l'autoritarisme, Salomé Zourabichvili quitte la Géorgie en novembre 2010 et prend la tête du panel d'experts Iran formé auprès du Conseil de sécurité de l'Onu.

Elle est professeur associé à L'Institut d'Études politiques de Paris depuis 2006. Elle est l'auteur de *Une Femme pour deux pays* (Grasset, 2006) *Les Cicatrices des nations* (Bourin éditeur, 2007), *Fermer Yalta* (IES de l'Union européenne 2007), *La Tragédie géorgienne* (Grasset, 2008), *L'Exigence démocratique* (Bourin éditeur, 2010).

n'était pas faux et, quoi que l'on pense du nucléaire, il est clair que la centrale de Medzamor a permis à l'Arménie de surmonter le choc de 1991, le choc de la désoviétisation, le choc du Karabagh et du blocus, même si elle a dû être fermée, un temps, entre autres à la suite du séisme de décembre 1988, puis rouverte par tranches successives. Aujourd'hui, cette centrale est vieille, bien qu'elle ne soit pas du type Tchernobyl. Rénovée, expertisée par diverses missions, dont Framatome, elle est, néanmoins, régulièrement pointée du doigt par les experts de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). Tous s'accordent à dire qu'un jour, elle devra être définitivement fermée, que l'on ne pourra pas, éternellement, en prolonger l'existence.

Le problème est le suivant: il faut une nouvelle centrale, mais qui va la construire? C'est là que les choses deviennent intéressantes. Le 20 août 2010, a été signé, à Erevan, un accord de coopération technique et financière pour l'installation d'un nouveau réacteur, censé remplacer celui de Medzamor. Il prévoit que Moscou pourrait financer jusqu'à 20 % des travaux, sur un coût estimé entre cinq et 7,2 milliards de dollars. Annoncé assez ouvertement par Sergueï Kirienko, directeur de Rosatom, l'agence fédérale russe de l'énergie atomique, l'accord envisage le début des travaux pour 2012. Or, rien ne semble se concrétiser, on ignore même quels pourraient être les autres partenaires dans la construction de cette centrale. D'où, sans doute, l'effet d'annonce du président Sarkozy qui, en visite à Erevan le 6 octobre 2011, déclarait que la France était favorable à l'énergie nucléaire et, surtout, que dans le contexte actuel elle se ferait un plaisir de réaliser la nouvelle centrale; il est clair qu'avec la baisse du carnet de commandes d'Areva, le projet a de quoi séduire. Pour l'instant, les choses en sont là. Le président français est sans doute allé un peu loin, dans la mesure où la centrale de Medzamor appartient aux Russes. C'est un exemple, parmi d'autres, de la dépendance énergétique de l'Arménie non seulement pour le nucléaire, mais également pour le gaz ou pour les autres centrales productrices d'énergie, telle la centrale thermique de Hrazdan, elle aussi aux mains des Russes.

Un troisième volet est extrêmement difficile à cerner, celui de l'influence politique ou, plus exactement, de l'influence plus informelle des oligarques arméno-russes ayant fait fortune en Russie, tel Ara Abrahamian dans le secteur du diamant, ou d'autres qui, accessoirement, peuvent être très proches du pouvoir politique russe actuel et qui, de retour en Arménie, investissent des pans entiers d'une économie déjà peu florissante: la construction urbaine, jusqu'à la récente crise, était un bon observatoire des agissements de cette classe qui entretient des liens familiaux ou politiques et, en tout cas, a des intérêts communs avec la classe politique russe.

On peut, enfin, s'interroger sur le fait que l'influence russe en Arménie passe également par le modèle politique, toutes proportions gardées, bien sûr, parce que la Russie est un État géant, alors que l'Arménie est, par comparaison, absolument minuscule. Elle

était, à l'époque soviétique, la plus petite des républiques fédérées d'URSS. Néanmoins, le nain et le géant partagent, en l'occurrence, les mêmes conceptions politiques, les mêmes pratiques politiques de ce que l'on appelle la démocratie administrée, la démocratie non compétitive...

Vincent Hervouët: Je propose, à présent, un petit tour de table. Sergueï Kovaliov et Grigori Chvedov ont-ils été choqués par ce qui a été dit? Y a-t-il une idée exposée ici à laquelle ils voudraient réagir?

Grigori Chvedov: l'ai entendu dire que la lutte contre le terrorisme avait permis de remporter un certain nombre de succès dans le Caucase du Nord. Il me semble que ce n'est pas ainsi qu'il faut voir les choses. Je pense, au contraire, que la lutte contre le terrorisme dans le Caucase n'a fait qu'accentuer et augmenter le terrorisme. Je suis d'accord avec le fait que l'armée, après ce qui s'est passé en Ossétie, a commencé à être modernisée; mais c'est une très étrange modernisation, qui ne conforte pas la stabilité dans le Caucase du Nord. Si l'on prend la population locale, au moins dix mille habitants sont impliqués, d'une manière ou d'une autre, dans des activités terroristes ou les soutiennent.

Je voudrais dire aussi deux mots de l'Arménie. Effectivement, la Russie joue un rôle important dans la vie de ce pays. Cependant, il ne faut pas sous-estimer le fait que, dans certains domaines, l'Arménie est aussi un modèle pour la Russie. Par exemple, l'inversion des candidats à la présidence, comme dans le cas de Medvedev et de Poutine en Russie, s'est effectuée auparavant en Arménie. Il n'en demeure pas moins que les libertés sont probablement plus respectées en Arménie et que l'opposition y est bien plus active qu'en Russie.

Vincent Hervouët: Quelqu'un veut-il répondre? ... Non, pas pour le moment. Alors, je me propose d'aborder des questions plus politiques. J'ai été très surpris d'entendre, par exemple, tout récemment, le président Medvedev déclarer son regret que la peine de mort ait été supprimée en Russie, parce qu'il aurait aimé faire fusiller quelques fonctionnaires convaincus de corruption. Et je me disais: «Quel est donc cet État Moloch, incapable, finalement, de se réformer?» On a évoqué ici le retour de l'État. Avez-vous vraiment l'impression que, sans parler de démocratie, sans parler d'État de droit, l'État, en Russie, est affermi, restauré, souverain?

Hélène Carrère d'Encausse: Le problème est que l'Union soviétique n'avait pas d'État. C'était, je l'ai dit, un parti déguisé en État. La grande difficulté est qu'il a fallu en inventer un. Des constitutionalistes, essentiellement français, ont aidé la Russie à rédiger une consti-

210S NIUL

tution, mais cela ne suffit pas à créer les rouages de l'État, à en créer les mécanismes, à créer une fonction publique, autant de choses qui n'existaient pas. Alors, on a bricolé, et je pense que pour les Russes, dont on s'étonne toujours qu'après douze ans, ils accordent à Vladimir Poutine des suffrages aussi importants, le sentiment qui prévaut est le suivant: peu importe comment est l'État. Pour la majorité – je ne parle pas de l'élite intellectuelle – ce qui importe, c'est la stabilité constatée après le chaos des années quatre-vingt-dix. Quant à cet État qui n'est pas encore achevé, qui est corrompu... car le problème est bien là – les Droits de l'Homme viendront ensuite –, l'État est dévoré par une corruption qui affecte l'ensemble du système. Quand quelqu'un se présente aux élections, la question que pose tout Russe normalement constitué est: combien a-t-il payé sa place de député?

Pour en revenir à l'État russe, c'est un État qui doit s'inventer et qui n'a pas fini de s'inventer. Ce qu'a réussi Vladimir Poutine, c'est à imposer une certaine stabilité. Il manque un élément de cohésion à cette société russe hétérogène – économiquement hétérogène par les revenus, nationalement hétérogène par la civilisation. Il y a, toutefois, deux points sur lesquels les gens se retrouvent: le premier est leur souhait que la stabilité se maintienne, ils ont peur des convulsions; le second, leur désir que la situation matérielle s'améliore constamment. À ce prix-là, ils considèrent que l'on peut construire l'État au rythme où le voudra l'État.

Il n'en demeure pas moins qu'il y a deux ans, Dmitri Medvedev a fait des déclarations tonitruantes et remarquables sur la lutte contre la corruption, la nécessité de ne pas transformer la Russie en pays du tiers-monde vivant de ses seules ressources énergétiques, mais d'instaurer un État qui se moderniserait par des réformes. De là est venue sa réputation de libéral. Cependant, on s'aperçoit maintenant que si, dans la distribution des rôles, il était le «libéral», en réalité, il entendait la voix de la société qui aspire à la stabilité, à l'ordre, et cela explique ses propos.

Vincent Hervouët: Dimitri Medvedev s'est taillé une certaine popularité en tenant ce type de discours, mais on juge une politique à ses résultats, pas à ses intentions. Peut-on dire que la lutte contre la corruption et l'instauration d'un État de droit ont progressé sous son mandat?

Hélène Carrère d'Encausse: Non! C'est d'ailleurs ce que lui reproche la société russe. Elle dit: «Il a eu un discours magnifique, on a cru en lui et on s'aperçoit que la corruption est la même», ce qui est la stricte vérité. Mais l'élément positif que la société reconnaît à l'État, c'est qu'il est stable, pour l'instant.

**Julien Vercueil:** Je voudrais réagir sur ces questions de l'État et de la corruption. Je pense qu'on peut élargir le thème: «Y a-t-il ou non un État en Russie?» à une notion

plus globale et plus théorique, mais fondamentale, à mon avis, qui est la notion d'institution. Qu'est-ce qu'une institution? C'est un dispositif collectif de production de règles. Les institutions existent toujours, la question est de savoir si elles sont personnalisées ou dépersonnalisées quand il s'agit d'institutions formelles. Si le pouvoir d'une institution s'exerce à travers une personne, alors on n'est pas dans ce que nous appellerions en France un État de droit où les institutions sont respectées. Si le pouvoir de la règle est indépendant de celui qui détient la règle, à ce moment-là, on peut considérer qu'il y a un progrès dans les institutions.

En ce qui concerne la Russie, on constate une certaine stabilité institutionnelle entre les années quatre-vingt-dix et 2010, mais la personnalisation des institutions continue.

Second point: la corruption. Dans ce domaine, la Russie reste, depuis le début des années 2000, l'un des pays les plus mal considérés à l'échelle internationale. Cela ne veut pas forcément dire, pour les Occidentaux, qu'il ne faut pas y investir. Les Occidentaux, au fond, s'accommoderaient assez de la corruption; ils considèrent même que la taxe de corruption n'est pas très élevée par rapport à d'autres pays. En revanche, ils sont unanimes sur le fait que la Russie est l'un des pays où il n'y a pas eu d'amélioration à ce niveau au cours des dix dernières années, en dépit de toutes les déclarations qui ont pu être faites.

**Vincent Hervouët:** Isabelle Facon, l'armée russe est-elle corrompue, du planton au maréchal galonné?

Isabelle Facon: Je dirais que, parmi les facteurs qui remettent en cause le possible succès de la réforme dont j'ai parlé, la corruption joue un rôle. Il y a eu, notamment, l'octroi de bonus. En fait, on a essayé d'instaurer un système au mérite, de donner des bonus aux officiers qui se comportaient le mieux, mais on sait déjà que cela ajoute encore à la corruption au sein des forces armées. On sait aussi qu'un des problèmes en matière de rééquipement vient de ce qu'une partie des fonds est malheureusement utilisée à des fins autres que la production d'équipements militaires... Donc, oui, l'armée est l'un des bastions de la corruption qui font obstacle à la modernisation.

Pour en revenir à la question du Caucase, je pense qu'il y a eu un malentendu ou une incompréhension. Ce que j'ai voulu dire, c'est que les Russes tentaient désormais, avec plus ou moins de succès, de recourir à d'autres moyens que les moyens militaires, que la stratégie actuelle de lutte contre le terrorisme dans le Caucase comportait aussi un volet économique, social, politique. Je n'ai absolument pas prétendu que c'était un succès. J'ai plutôt voulu introduire un élément de scepticisme et je suis pleinement d'accord sur le fait que les deux guerres de Tchétchénie sont le facteur n° 1 du pourrissement de la situation dans le Caucase et de l'accroissement du terrorisme dans la région.

210S MIUL 2105

Vincent Hervouët: Peut-on vraiment dire que le terrorisme se développe, aujourd'hui, dans le Caucase du Nord?

**Isabelle Facon:** Je le crois, oui. Le fait terroriste s'accentue dans cette région. Simplement, on n'en parle pas forcément tous les jours.

**Vincent Hervouët:** Vous avez l'impression qu'il y a plus d'attentats dans l'ensemble des pays désormais touchés?

Isabelle Facon: Dans les républiques du Caucase du Nord, c'est-à-dire le Caucase russe, incontestablement. Pas tellement en Tchétchénie, paradoxalement, parce que le président pro-russe qui est maintenant au pouvoir dans cette république, y maintient l'ordre avec une brutalité certaine. Là aussi, néanmoins, on dénombre des attentats, ainsi que dans les autres républiques russes du Caucase du Nord: Kabardino-Balkarie, Ingouchie, Daghestan... Les actes terroristes se multiplient, qui ne visent pas seulement les représentations du pouvoir fédéral, mais aussi celles des autorités locales: l'exaspération suscitée par les dirigeants locaux, souvent despotiques et arbitraires, constitue un des facteurs de l'aggravation du terrorisme dans la région.

Vincent Hervouët: La légitimité de Vladimir Poutine en est-elle sapée? On sait dans quelles conditions il est arrivé au sommet. Les dirigeants français, depuis quelque temps, laissent entendre qu'il aurait succombé à une sorte d'ivresse du pouvoir et que le Poutine version 2012 est un homme avec lequel on a beaucoup de mal à discuter. Durant la campagne électorale de 2011, il s'est fait huer, à sa grande surprise, alors qu'il montait sur le ring pour féliciter un athlète de sport de combat. On a eu l'impression que les Russes étaient las de voir leur Premier ministre du moment jouer les fiers à bras, les héros...

Hélène Carrère d'Encausse: Je dirais les choses autrement. À propos des sifflets, je ferais remarquer que sa cote de popularité a beaucoup baissé, mais elle était très élevée, aux alentours de 70 %; elle se situe, à présent, aux environs de 40 %, comme celle de Medvedev. C'est très intéressant: la popularité de Poutine a duré plus de dix ans et, brusquement, elle baisse! C'est un premier point et c'est aussi, entre autres choses, l'aveu que le tandem Medvedev-Poutine, faux tandem arrangé d'emblée, a considérablement atténué la popularité de l'un et de l'autre. Je crois que c'est un facteur important. Les Russes ont eu l'impression qu'on n'avait pas joué le jeu, qu'on s'était moqué d'eux et ils en retirent un sentiment d'humiliation.

Poutine cède-t-il aux charmes du pouvoir? Il est certain que le Poutine des deux dernières années, qui traverse le pays en voiture de sport, suivi, d'ailleurs, d'un tas de

voitures pour la sécurité, qui montre tout le temps ses muscles, qui accomplit des exploits sportifs, n'est plus le même, plus le fonctionnaire policé qu'il était au départ. Il a, pour utiliser une expression à la mode, un côté un peu *bling-bling*, il n'y a aucun doute là-dessus; il a changé, y compris physiquement, c'est un point sur lequel je ne m'étendrai pas.

Vincent Hervouët: Lifté, vous voulez dire? Il est tout le temps lifté, tout le temps bronzé...

Hélène Carrère d'Encausse: Il est clair qu'il a fait ce qu'il fallait pour avoir l'air plus jeune, alors qu'il est encore jeune. On sent chez lui une assurance nouvelle. Je suis très frappée par cela, parce que d'année en année, à l'observer, on s'aperçoit qu'il a eu une période presque mélancolique, lorsqu'il a passé le pouvoir au nouveau président. Incontestablement, ce qu'il éprouve aujourd'hui, ce n'est pas l'ivresse du pouvoir, c'est le sentiment de revenir au pouvoir. Cela explique, d'ailleurs, que, quand on s'intéresse à son programme, on voie qu'il insiste moins sur les aspects intérieurs; il dit, en tout cas, que le système politique est assez satisfaisant à ses yeux, et qu'il va continuer dans la même ligne.

Ce qui paraît, en revanche, très important pour Poutine, c'est l'idée que, maintenant que la Russie a retrouvé sa position dans le monde, il faut lui assigner une place nouvelle. Son projet que j'évoquais tout à l'heure est, de mon point de vue, un vrai programme politique d'épanouissement de la Russie au sein d'un ensemble nouveau. Cela montre une assurance toute neuve et explique, au demeurant, ses rapports avec les chefs d'États étrangers.

**Vincent Hervouët:** Sergueï Kovaliov, comment voyez-vous le nouveau mandat de Vladimir Poutine? Qu'en attendez-vous ou que redoutez-vous?

**Sergueï Kovaliov:** C'est une question trop générale. Est-ce que Poutine change? Non. C'est une mauvaise question, un lieutenant-colonel du KGB reste un lieutenant-colonel du KGB, il est toujours le même.

Vincent Hervouët: Je vous pose la question différemment. Pensez-vous que Khodorkovski, auquel vous venez de consacrer un ouvrage, sera libéré avant que Vladimir Poutine ne quitte le pouvoir?

**Sergueï Kovaliov:** Tant que Poutine sera en alternance avec son aimable binôme, Khodorkovski ne sera pas libre. Poutine, en outre, ne cache nullement son intention de présenter à Khodorkovski une accusation d'assassinat.

210S NIUL

Mais je voudrais, à présent, dire quelques mots de l'évolution depuis la chute de l'Union soviétique. Il me semble que l'effondrement de l'idéologie s'est produit largement avant celui de l'URSS. Poutine n'a, effectivement, pas l'intention de restaurer l'Union soviétique, il l'a déjà fait, pas sur le plan territorial, bien évidemment. Relevons, si vous voulez bien, quelques traits caractéristiques. Chacun sait que, sous Staline, il n'y avait pas d'élections libres; de nouveau, il n'y en a plus. Ce qui se passe aujourd'hui, ce ne sont pas des élections, puisqu'on en connaît par avance le résultat. Dans l'URSS de Staline, il n'y avait pas de Justice, rien que des fonctionnaires d'État qui se réunissaient pour défendre les intérêts de l'État affirmés de manière très claire. Dans la Russie actuelle, il n'y a pas de Justice indépendante et le procès Khodorkovski n'en est qu'un exemple: ceux de nos collègues qui s'occupent plus précisément de ces procès à connotation politique, ne dénombrent pas moins de deux cents cas du même genre. Or, lorsqu'un pays ne dispose pas d'une Justice indépendante, la société civile n'a aucun moyen de fixer des limites au pouvoir. On ne peut donc, à mon sens, parler de démocratie. De démocratie souveraine, de démocratie administrée, oui, mais pas de démocratie tout court.

L'Union soviétique recréée par Poutine est plus perfectionnée qu'au temps de Staline. À l'époque, il y avait une censure d'État, le Glavlit; aujourd'hui, celui-ci n'existe plus, mais la censure est bel et bien là, nous n'avons pas de presse ni de médias indépendants. Les misérables résidus de médias que l'on vous montre n'existent que pour vous, en Occident, pas pour nous en Russie, afin que vous puissiez parler, ici, de stabilisation progressive, de progrès. Je n'ai pas, personnellement, participé à l'élaboration de la constitution. Je sais, toutefois, qu'à l'époque, nous étions persuadés d'écrire notre constitution, notre loi fondamentale. Nous avions tort. Le procureur-général, venu nous voir là où j'étais emprisonné, nous avait dit littéralement ce qui suit : « Je vous interdis de vous référer à la constitution dans vos plaintes et vos contestations, ce n'est pas pour vous qu'elle a été écrite, mais pour les Afro-américains, pour qu'ils sachent à quel point les habitants de l'Union soviétique sont heureux.» La seule fonction de notre actuelle constitution, tout comme au temps de Staline, est de vous empêcher de comprendre ce qui se passe dans un pays géographiquement proche du vôtre. Ce qui se passe au niveau mondial concerne tout un chacun; en revanche, ce qui se passe en Russie concerne l'Europe, l'Occident, mais pas nous autres, Russes, alors que c'est important, évidemment, pour nous comme pour vous.

Vincent Hervouët: Vous souhaitiez intervenir, Pascal Marchand?

**Pascal Marchand:** Je travaille sur la Russie à partir des dérivations économiques, des décisions économiques, des accords et des cartes. Et je n'ai pas cru, un seul instant, à une

différence entre Poutine et Medvedev. Ce sont deux pragmatiques qui dirigent le pays de la même façon et qui font les mêmes politiques. Individuellement, ils peuvent avoir des réactions différentes, mais sur le fond, cela ne change rien.

On vient de dire que Monsieur Khodorkovski pourrait être accusé de crime. Effectivement, Monsieur Poutine trouvera des éléments pour ce dossier dans les rapports de la Banque mondiale; des choses se sont passées qui ne sont pas très claires, concernant, notamment, l'assassinat du maire de Nefteïougansk. Il y a de quoi instruire un dossier.

Je m'étonne un peu que l'on fasse de Monsieur Khodorkovski un démocrate. Je n'ai rien contre lui. Simplement, c'est un oligarque, donc un de ceux qui, au terme d'une jeunesse communiste, ont fait fortune très rapidement. Un auteur, en Russie, a écrit à ce sujet un ouvrage dans lequel il parle d'une grande révolution criminelle; à l'en croire, les oligarques ont pillé le pays, à une époque où personne ne savait le faire. Eux, y sont parvenus. Ils se sont, sans doute, emparés de richesses de façon indue. À cela, ils répondent qu'à un moment où il n'y avait rien, aucune règle économique, puisqu'on était en train de tout remettre en place, ils ont pris des responsabilités et que s'il y a, aujourd'hui, une économie russe qui tient la route, c'est en partie grâce à eux. Pour résumer, ils ont peut-être eu des activités non conformes à une loi qui n'existait pas, il y a peut-être eu une révolution criminelle. Deux d'entre eux sont particulièrement en butte aux soupçons: Berezovski, qui est à Londres, et Khodorkovski.

Je pense qu'il faudrait avoir des jugements plus équilibrés, tout n'est pas blanc ou noir. Le rapport de la Banque mondiale était extrêmement violent contre Khodorkovski, il ne s'en prenait qu'à lui, alors qu'il y avait, à l'époque, une quinzaine d'oligarques très en vue.

Vincent Hervouët: Nous n'allons pas entrer dans les détails, d'autant que, si j'ai bien compris, la dernière chose qu'on lui reproche, c'est d'avoir détourné tellement de pétrole que si on chargeait celui-ci dans des tankers, dans des wagons de chemins de fer, il y aurait de quoi faire trois fois le tour de la Terre, ce qui paraît, tout de même, difficile à imaginer. Khodorkovski expie donc dans sa Sibérie, c'est un cas assez extraordinaire, je ne sais si Hélène Carrère d'Encausse a une leçon littéraire ou philosophique à tirer de ce qui arrive à ce monsieur. Son martyre vous inspire-t-il un commentaire, Madame?

Hélène Carrère d'Encausse: Je trouve le personnage étonnant. Vous me demandez une leçon littéraire... Les avocats de Khodorkovski sont venus me voir pour m'expliquer son cas et je leur ai posé la première des questions, la plus logique: pourquoi s'est-il laissé arrêter? Il est rentré en Russie en sachant que cela lui arriverait, il s'est littéralement livré. L'explication qui m'a été donnée et qui m'a beaucoup plu parce qu'elle est

210S NIUL 2105

conforme à l'histoire russe, est que cet homme a, malgré tout, une ambition politique. Il est remarquablement intelligent, il avait compris que le mode de communication, lorsqu'on a une ambition politique, c'est Internet; il a fourni les écoles en ordinateurs. Il faisait peur, il n'y a pas de doute sur ce point, Vladimir Poutine l'a identifié comme l'oligarque le plus susceptible d'avoir un destin politique. D'après ses avocats, Khodorkovski dit de lui-même, paraît-il: «Je suis un décembriste<sup>[2]</sup>.» Le décembriste est véritablement le symbole de l'opposition au système. Khodorkovski dit également: «Un jour, je serai président de la Russie. Ils peuvent me garder en prison, ils peuvent essayer de me tuer, cela n'a aucune espèce d'importance. Je survivrai parce que je suis fait pour diriger la Russie.» J'avoue que cette conviction emporte la mienne. Je suis certaine qu'elle correspond à ce pays marqué par un côté légendaire, symbolique, à ce pays qui n'est pas entré dans la rationalité.

C'est vrai, la Russie n'est pas un État de droit normal. Mais il ne faut pas croire que nous soyons aussi naïfs en Occident. Ce que nous savons, ce que nous comprenons, c'est l'incontestable difficulté de construire un système politique rationnel dans ce pays, avec tout le poids de l'irrationalité de l'histoire russe, le poids de soixante-quinze ans de régime soviétique et une immaturité politique considérable. Je voudrais ajouter que le grand problème de la Russie est la nécessité de faire émerger des élites politiques. Les élections, en effet, ne ressemblent à rien, les résultats en sont connus d'avance. En même temps, il existe une admirable élite libérale qu'on a vu monter dans les années quatrevingt-dix; il y a des libéraux merveilleux, mais ils sont tous en train de se quereller, chacun a son petit parti et il n'y a aucune cohésion politique. C'est tout le problème.

Néanmoins, on assiste au développement d'un système associatif. On ne l'appelle pas ainsi en Russie, mais ce sont des coopératives de propriétaires, puisque les gens se sont, comme ils disent, «privatisés». Il y a tout un système d'associations qui s'organise: les gens ont le sens de leurs intérêts, ils sont individualistes, tout en gardant un certain sens de leurs intérêts collectifs. Et quand on a créé, il y a quatre ou cinq ans, la chambre civique, on avait dans l'idée de faire quelque chose qui ressemble à notre Conseil économique et social. Évidemment, ce n'est pas le Conseil économique et social, c'est une sorte de chambre d'enregistrement, mais c'est aussi un lieu où les associations pourraient déjà trouver une voix. Il existe quelques éléments de transformation qu'il ne faut pas sous-estimer, même si, aujourd'hui, ils sont encore minimes.

**Vincent Hervouët:** *Y a-t-il des questions dans la salle?* 

<sup>2.</sup> De jeunes officiers, issus des plus grandes familles de Russie, organisèrent, en décembre 1825 (d'où leur nom), un soulèvement pour instaurer dans le pays un régime plus ouvert et libéral. La révolte échoua. Les leaders décembristes furent, soit exécutés, soit relégués pour de longues années en Sibérie.

Un intervenant: Vous avez souligné, à plusieurs reprises, la dépendance de la Russie actuelle vis-à-vis de sa principale richesse, le secteur des hydrocarbures. Mais il est, me semble-t-il, une autre richesse, que l'Union soviétique possédait déjà et qui subsiste aujourd'hui en Russie: c'est le capital humain, l'intelligence scientifique, l'excellence des physiciens, des experts de toutes sortes. Dès lors, je suis étonné de ne pas voir émerger dans l'économie russe de grandes entreprises ou des segments stratégiques capables de s'imposer dans la compétition mondiale. On connaît tous Gazprom, Lukoil, mais c'est à peu près tout. D'où ma question: Vladimir Poutine, Dimitri Medvedev ont-ils identifié certains secteurs de pointe comme représentant l'avenir économique de la Russie?

Julien Vercueil: C'est une excellente question, qui soulève énormément de problèmes. Le premier est que le potentiel existe, mais qu'il n'est pas exploité. Il y a un décalage que vous soulignez. La science fondamentale avait atteint, en Union soviétique, des niveaux de qualité qui correspondaient aux niveaux occidentaux. Ce que l'on observe aujourd'hui, du point de vue quantitatif, c'est un effondrement de l'investissement dans la recherche et le développement en Russie, suite à l'effondrement général de l'économie dans les années quatre-vingt-dix. Et la croissance constatée pendant une dizaine d'années ne s'est pas traduite par un investissement plus que proportionnel dans la recherche et le développement. Si l'on regarde le nombre de milliers de dollars d'investissement nécessaire pour produire un brevet, on s'aperçoit, d'une part, que la Russie ne fournit pas, en termes quantitatifs, suffisamment d'efforts par rapport à son BIP, comparée, par exemple, au Brésil ou à la Corée du Sud et, d'autre part, que ses efforts ne sont pas suffisamment efficaces et ne se transforment pas assez en brevets internationaux. Il y a donc un problème de liaison entre recherche fondamentale et recherche appliquée, puis commercialisation de cette recherche.

Le deuxième point est le lien entre le rôle des hydrocarbures et le premier problème soulevé. La sur-dépendance par rapport aux hydrocarbures et l'excédent commercial qui en résulte poussent le taux de change du rouble vers le haut. Ce taux fait que les importations de produits manufacturés, de technologies et de l'ensemble des produits de haute technologie sont beaucoup moins chers. C'est comme si la Russie était piégée dans ce qu'on appelle le syndrome hollandais: une désindustrialisation induite par la dépendance à l'égard des matières premières, parce qu'il n'y a pas de profitabilité suffisante des activités de recherche et de développement, ainsi que de l'industrie de haute technologie. Dans les faits, c'est un peu plus compliqué que ce que je viens d'exposer, mais le fondement est là.

Enfin, troisième point, pour qu'il y ait investissement dans la recherche et le développement, il faut qu'il y ait une perspective à long terme sur la propriété intellectuelle et sur un certain nombre d'autres institutions, ce qui n'est pas le cas actuellement, compte tenu du cadre institutionnel global.

210S NIUL

Hélène Carrère d'Encausse: J'ai été très frappée par une intervention récente du gouvernement russe, de Medvedev ou de Poutine, je ne sais plus, sur le fait que, précisément, les cerveaux russes n'étaient pas exploités. Le gouvernement a imaginé de créer un Silicon Valley qui s'appelle Skolkovo. J'ai étudié la chose d'assez près, j'ai rencontré les responsables et constaté qu'il s'agissait d'un projet essentiellement bureaucratique et non intellectuel. Le projet Silicon Valley n'inclut pas le développement de hauts lieux ou, simplement, de lieux de recherche de pointe. Je pense, toutefois, qu'en organisant bureaucratiquement l'ensemble du système, on devrait parvenir à un progrès. Il s'agit, en tout cas, d'un point très important, parce qu'il montre une incompréhension du problème que Monsieur a, fort opportunément, soulevé.

Sergueï Kovaliov: Je me permettrai une remarque qui n'a pas trait à mes compétences directes. Elle concerne la manière dont sont apparus les oligarques. Il est assez naïf d'imaginer qu'un petit groupe de voleurs un peu entreprenants s'est jeté sur la propriété étatique et l'a dispersée. Cela ne s'est pas du tout passé ainsi. C'était un programme d'État, et je le sais de source sûre, je le sais de source directe, je le sais par l'équipe de Gaïdar<sup>[3]</sup>. Peu après le putsch, en novembre 1991, il avait été décidé de répartir la propriété collective entre des particuliers. Seulement, comment procéder? On pouvait mettre tous ces biens sur le marché, mais ils risquaient fort de se retrouver aux mains d'étrangers. La population n'avait pas d'argent pour acquérir, à un prix correct, toutes ces usines et autres. Et l'on a, naturellement, jugé dangereux de laisser des entrepreneurs étrangers pénétrer le marché intérieur. On a cherché divers subterfuges. Ce ne sont pas les oligarques qui les ont cherchés, mais l'État. On a envisagé différents moyens, on a lancé les fameuses ventes aux enchères à crédit. Au bout du compte, toutes les propriétés de l'État sont tombées dans l'escarcelle d'entreprises artificiellement créées. C'est ainsi que se sont faites les grandes fortunes, dont celle de Khodorkovski. Les oligarques ont joué selon des règles édictées par l'État, par le pouvoir. Puis, quand sont apparus des désaccords politiques, quand on a eu des griefs politiques vis-à-vis de certains d'entre eux, dont Khodorkovski, on les a accusés d'avoir dilapidé la propriété de l'État. D'où ma question: pourquoi ne trouve-t-on pas, sur le banc des accusés, à côté de Khodorkovski, les représentants du pouvoir qui ont, eux-mêmes, imposé cette règle du jeu?

J'aimerais encore dire quelques mots de la richesse intellectuelle et des scientifiques. Il est très difficile d'utiliser les ressources intellectuelles de la Russie en Russie. Pourquoi? Parce qu'elles ne sont plus là, elles sont toutes aux États-Unis. Cela, je vous le dis en tant qu'ancien scientifique. Et tous ces Skolkovo, tous ces projets de Silicon Valley

<sup>3.</sup> Iegor Gaïdar: économiste qui fut le Premier ministre de Boris Eltsine de juin à décembre 1992.

ne sont que des coquilles vides, comme on sait faire chez nous, sur le modèle des villages de Potemkine<sup>[4]</sup> sous Catherine II.

**Vincent Hervouët:** *Une autre question de la salle?* 

Un intervenant: J'ai une question qui rejoint partiellement tout ce qui vient d'être dit, concernant le projet de Vladimir Poutine. Ce dernier s'est toujours appuyé sur le sentiment national, il a toujours œuvré pour renforcer l'idée d'une grande Russie. D'après ce que j'ai compris, il a le projet de faire de son pays un pont entre l'Asie et l'Europe ou l'Occident. Connaissant assez bien les compétences technologiques et industrielles des Chinois, très tentés par les richesses naturelles et l'énergie russes, je me demande s'il n'y aura pas une intrusion massive, dans un proche avenir, de l'industrie chinoise en Russie. Cela créerait un mélange explosif entre le sentiment nationaliste et cette arrivée de gens qui ne seraient pas d'origine russe?

Vincent Hervouët: C'est Henri Plagnol, notre hôte, qui va vous répondre.

Henri Plagnol: Vincent Hervouët se demandait, depuis le début, comment il allait pouvoir me permettre de parler un instant devant mon cher public saint-maurien. Je n'ai pas, toutefois, Madame le Secrétaire Perpétuel, l'expertise qui est la vôtre. Je profiterai donc de cette occasion qui m'est donnée pour remercier tous les participants. Je voudrais, notamment, dire l'émotion qui a été la mienne lorsque j'ai entendu le témoignage de Sergueï Kovaliov, un homme qui a eu le courage de risquer sa vie pour son idée de la liberté et des Droits de l'Homme. Votre présence, Monsieur, comme grand témoin, est un honneur pour nous.

Je vais essayer, malgré tout, de répondre en deux minutes à la question posée. Tout d'abord, Hélène Carrère d'Encausse a eu raison de mettre, d'emblée, cette vision particulière au centre de notre débat: d'une part, l'hésitation entre Orient et Occident est une constante de l'histoire russe; d'autre part, Vladimir Poutine est logique dans son rêve – je dirais presque son fantasme – de restaurer la grandeur de la Russie, après le traumatisme terrible des années quatre-vingt-dix. Il se trouve que j'ai eu la chance de rencontrer Vladimir Poutine, quand j'étais un jeune Secrétaire d'État de Jacques Chirac. Il fallait quelqu'un pour accueillir le président russe à l'aéroport en pleine nuit, lors d'une visite d'État, et j'ai passé trois quarts d'heure, parce que le chemin est long, avec lui et les interprètes. J'ai été frappé, à la fois, par sa sincérité dans son désir de restaurer la grandeur de

210S NIUL

<sup>4.</sup> Au XVIII° siècle, le prince Potemkine avait monté de toutes pièces des «villages prospères» sur le trajet de l'impératrice Catherine II, afin de lui donner l'illusion que tout allait pour le mieux dans son empire.

la Russie et par l'extraordinaire archaïsme de son idée selon laquelle l'État pouvait, seul, redonner son rang à ce pays. D'où, aujourd'hui, le fantasme de l'Eurasie. Personnellement, j'y crois peu, pour deux raisons: celle qui vient d'être évoquée, la crainte de la domination chinoise, or, quand on se rend à Vladivostok, on prend conscience de la présence chinoise et du fait que la Chine domine déjà, économiquement, une partie de l'Asie centrale; la seconde raison est beaucoup plus importante et elle ressort de tout ce qui a été dit aujourd'hui: le projet de Poutine – projet, il est vrai, d'un colonel formé par le KGB – est passéiste, inapte à s'adapter aux leviers de la modernité. La Russie a gagné du temps grâce à ses extraordinaires richesses naturelles. Elle garde la capacité de troubler le jeu international, parce qu'elle est membre permanent du Conseil de sécurité aux Nations unies, qu'elle dispose, malgré tout, d'un stock d'armement important, qu'elle est une puissance nucléaire, qu'elle joue de son poids énorme sur son environnement proche – les fameux conflits gelés. Mais, je le répète, elle n'a aucun des leviers de la modernité, sans parler de la démocratie. Personnellement, je ne sais pas ce qu'est une démocratie administrée et, chaque fois que je vais en Russie, je constate l'indifférence très large des individus, notamment des jeunes, vis-à-vis de ces jeux auxquels ils ne croient pas, d'où l'absence d'opposition et l'extraordinaire passivité de la population.

En ce qui concerne l'économie, il est évident qu'on ne peut construire un centre de recherche moderne à partir d'un projet bureaucratique. En outre, la Russie ne parvient pas, aujourd'hui, à faire le pari de la liberté, de la modernité, ce qui signifierait, entre autres, un rapprochement avec l'Union européenne. C'est tout de même la grande question pour l'Europe et pour la Russie. Or, la Russie d'aujourd'hui n'y est pas prête, car cela mettrait en péril le régime qui n'a d'autre solution que de reconduire Poutine aussi longtemps que possible.

Les Russes ont pris conscience que Medvedev n'était qu'un leurre, malgré ses constats très justes. Je suis, personnellement, pessimiste, car la démographie russe est inquiétante, les élites fuient le pays dès qu'elles le peuvent, les sondages montrent que les jeunes rêvent d'aller en Europe ou aux États-Unis. Je ne crois pas à un sursaut possible à court terme, je crois que la Russie continuera d'avoir une capacité de nuisance, mais que, malheureusement, en dépit de leur immense culture, des ressources humaines fabuleuses, les Russes seront encore spectateurs plutôt qu'acteurs de leur destin. N'oublions pas que les gigantesques biens du pays ont été très peu redistribués. Le scandale de la Russie, c'est l'immense richesse d'une toute petite partie de la population. Moscou est devenue l'une des villes les plus chères du monde et, chaque fois que je vais à l'intérieur de la Russie, je suis frappé par des poches de misère et un retard spectaculaire par rapport à ce que nous connaissons en Europe. L'Eurasie, pour moi, est une vision intéressante, mais je n'y crois guère et je ne pense pas, hélas, qu'une renaissance russe sur des critères de démocratie moderne soit pour demain!

### Le Défi russe

Dialogue entre Michel de Rosen et Édouard Sagalaev, animé par Emmanuel Cugny.

Emmanuel Cugny: Un peu d'histoire, pour commencer, puisque celle-ci permet, diton, de tirer bénéfice du passé et d'éclairer l'avenir. Ma question s'adresse autant à Michel de Rosen qu'à Édouard Sagalaev: comment percevez-vous l'évolution de la Russie en matière de technologie au cours des dernières décennies?

Michel de Rosen: Ma conviction est que la Russie, comme la France ou d'autres pays, est victime de préjugés, aisément perceptibles, au demeurant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Beaucoup y voient une terre immense, dotée d'une histoire très riche, d'une puissante agriculture, mais sous-estiment souvent son histoire industrielle, technologique et scientifique. Il suffit de consulter les statistiques pour constater qu'à l'aube de la révolution industrielle, en 1750, elle est la troisième puissance industrielle du monde, derrière la Chine et l'ensemble Inde/Pakistan, juste devant la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne, l'Italie (dans cet ordre) et, *a fortiori*, devant les États-Unis, microscopiques à l'époque.

Les années passent. En 1800, la Russie est toujours au troisième rang. Vient, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'explosion de la révolution industrielle. En 1860, la Grande-Bretagne prend la tête des puissances industrielles, délogée, en 1900, par les États-Unis. Or, durant toute cette période, la Russie reste un des leaders. Pourquoi est-il bon de le rappeler? Parce que si l'on avance un tout petit peu plus loin dans le temps, au début du XX<sup>e</sup> siècle, on s'aperçoit que la Russie dispose d'une agriculture prospère, mais aussi d'une industrie en plein essor et, globalement, d'une économie dynamique, tournée vers le monde.

Puis, survient la révolution, un nouveau régime – soviétique – s'instaure et, sans aller trop loin dans les rappels historiques, il apparaît bientôt que celui-ci met l'accent sur les industries collectives, la production de biens de base ou de biens d'équipement, négligeant les biens de consommation.

Aujourd'hui, en 2012, quand on regarde l'économie russe, on voit à la fois d'immenses atouts et d'importantes faiblesses. Parmi les premiers, une fantastique richesse

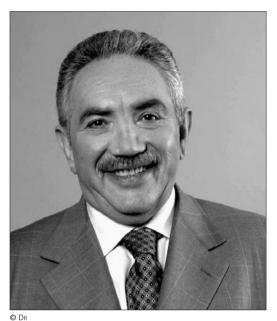


© Lionel Tuchband

Michel de Rosen

dans les domaines de l'énergie et des matières premières; des finances publiques en bien meilleur état que celles de tous les grands pays développés, États-Unis, Allemagne, France, Angleterre, Japon; toute une partie de la population au meilleur niveau mondial sur les plans scientifique, culturel, technologique; un peuple capable – il l'a montré au cours de son histoire – de faire preuve d'un courage exceptionnel face aux difficultés, aux crises, à la nécessité de l'effort. Parmi les secondes, j'en évoquerai trois: une démographie en baisse, ces dernières années, alors qu'elle était, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle notamment, l'une des plus dynamiques d'Europe; un environnement des affaires qui n'est guère favorable au développement des entreprises, ne fût-ce que pour deux raisons: respect insuffisant du droit et corruption trop répandue; une pesanteur de l'État et de l'administration qui ont quelque peine à trouver une place susceptible de favoriser le développement et la modernisation de l'économie et de la société, plutôt que de leur faire obstacle.

Mon propos vise, vous l'aurez compris, à me démarquer des clichés selon lesquels la Russie n'a jamais été qu'un très grand pays agricole; en réalité, il y a, dans ce pays, une tradition industrielle ancienne, une tradition d'accueil des capitaux étrangers également ancienne, une capacité technologique, scientifique, innovatrice très grande. Par conséquent, l'une des questions majeures pour la Russie, actuellement, au moment où Vladimir Poutine entame un nouveau mandat, est de savoir quelle direction elle va



Édouard Sagalaev

prendre, quel sera son modèle économique et ce que pèseront la technologie et le marché dans ce modèle économique. Je souhaite que notre conversation aide à poser cette question à ceux qui sont les plus à mêmes d'y répondre.

Emmanuel Cugny: Édouard Sagalaev, cet hommage rendu à votre pays est une belle introduction à notre échange. Partagez-vous, sur le plan historique, le point de vue de Michel de Rosen?

**Édouard Sagalaev:** Je voudrais ajouter, à propos de l'histoire de la Russie, que le servage n'y est aboli qu'en 1861. Jusqu'à cette époque, en effet, le pays est essentiellement agricole. Il en ressort qu'entre 1861 et 1913, la Russie effectue un bond remarquable dans le développement de son économie et de son industrie, malheureusement stoppé par la Première Guerre mondiale. À la fin du conflit, la Russie, à la différence des autres belligérants, se retrouve dans le chaos de la révolution et de la guerre civile. Dès lors, elle est confrontée à des épreuves que j'inclinerais à qualifier de quasi surnaturelles. Elle ne fait donc pas le choix de la démocratie. Je tiens néanmoins à rappeler que c'est Nicolas II qui a créé le parlement russe, la Douma.

Emmanuel Cugny: Qu'entendez-vous par épreuves quasi surnaturelles?

**Édouard Sagalaev:** La guerre mondiale, la révolution de Février 1917, le coup d'état en octobre de la même année, la guerre civile, marquée, entre autres, par l'assassinat du tsar et de la famille impériale, sont suivis de plusieurs catastrophes démographiques. N'oublions pas la période stalinienne qui a duré jusqu'en 1953 et, sous une forme plus modérée, jusqu'en 1991, avec, dans ce laps de temps, la Seconde Guerre mondiale...

Emmanuel Cugny: Michel de Rosen rendait toutefois hommage à ce qu'il appelait une tradition industrielle, technologique, scientifique ancienne, une capacité d'innovation. Là, nous entrons dans le vif du sujet, la technologie. Comment voyez-vous la Russie s'inscrire, aujourd'hui, dans ce que l'on pourrait appeler la révolution numérique?

Édouard Sagalaev: Je voudrais terminer sur la question démographique. Il importe de prendre en compte la mort, sous Staline, d'environ vingt millions de personnes dans les camps; de plus, au cours du conflit mondial, la Russie a perdu, au total, entre le front et l'arrière, près de quarante millions de personnes. Ensuite, dans les années quatrevingt-dix, après l'effondrement de l'Union soviétique, le nombre des naissances a connu une chute dramatique, avec pour résultat un « trou démographique » sans précédent.

Néanmoins, au niveau industriel et scientifique, la période soviétique se caractérise par un nombre important de succès et d'inventions: il y a, entre autres, la bombe nucléaire grâce à l'académicien Andreï Sakharov; la conquête spatiale, avec le premier cosmonaute, Iouri Gagarine. Mais il faut rappeler que toutes les réussites, les inventions s'effectuent dans un univers absolument clos. Sergueï Koroliov, le fondateur du programme spatial soviétique, a œuvré dans une ville fermée et passé, lui-même, plusieurs années derrière les barreaux, malgré toute la qualité et l'importance de son travail.

Nous allons, bien sûr, évoquer la Russie actuelle. Cependant, il importe de ne pas oublier qu'au cours des fameuses années quatre-vingt-dix, nous avons connu une période transitoire durant laquelle il était nécessaire de sauvegarder l'économie. Auparavant, l'économie était intégrée dans l'ensemble des républiques de l'Union soviétique. Et voici que ces liens sont brusquement rompus. En conséquence, si l'on parle du renouveau de la Russie, il ne s'agit vraiment que de la toute fin des années quatre-vingt-dix et plutôt des années deux mille.

Emmanuel Cugny: Comment, justement, analysez-vous l'impact de la chute du régime, notamment sur l'évolution des télécommunications, des technologies?

**Édouard Sagalaev:** Je ne pense pas que dans le domaine des télécommunications et de la télévision, il y ait eu un impact: ces technologies n'ont pas cessé de se développer en dépit des difficultés. Par exemple, le programme du passage au tout numérique

terrestre, qui doit être réalisé au plus tard en 2015, est sans doute l'un des rares domaines où la Russie a atteint le même niveau de développement que les pays occidentaux. C'est peut-être même, chez nous, l'industrie n° 1.

Emmanuel Cugny: Michel de Rosen, une réaction à ce point de la discussion?

Michel de Rosen: D'abord, Édouard Sagalaev, dans ses commentaires, vient de rappeler l'extraordinaire aventure de Gagarine, le premier homme à avoir été dans l'espace. On prétend qu'à son retour, il aurait déclaré n'avoir pas rencontré Dieu, avec une longue barbe, sur un petit nuage. Néanmoins, il y aurait eu à l'origine de la cosmonautique soviétique une idée qui illustre bien la rencontre unique, en Russie, de la science et de la spiritualité. En effet, le père de la cosmonautique soviétique, le brillant savant Constantin Tsiolkovski, qui a vécu de 1857 à 1935, aurait été influencé par le philosophe chrétien Nikolaï Fiodorov. Ce dernier, dans son volumineux ouvrage *La Philosophie de l'Œuvre commune*, prenait au pied de la lettre l'idée de la résurrection des morts. Pour lui, l'humanité ne connaîtrait pas le bonheur tant qu'elle ne serait pas réunie, toutes générations confondues. La grande «cause commune» des savants du monde entier était ainsi de s'attaquer, dare-dare, à ressusciter les ancêtres. Avec la foi sans faille dans la science qui caractérise le XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>, Fiodorov ne doutait pas un instant que la chose fût possible, ce n'était pour lui qu'une question de temps.

**Édouard Sagalaev:** J'ai une affection et une admiration immenses pour Nikolaï Fiodorov et Constantin Tsiolkovski! Je pourrais passer la journée à parler d'eux!

Michel de Rosen: Pardonnez-moi, je les ai découverts récemment et les connais encore très peu; néanmoins, j'ai trouvé cette histoire remarquable. J'ignore si c'est vrai, mais on m'a dit que Fiodorov était préoccupé par un problème majeur: qu'allait-on faire de toutes ces populations, une fois ressuscitées? C'est alors qu'il aurait envisagé la conquête d'autres planètes, montrant ainsi que la capacité des Russes à penser l'utopie est infinie.

Édouard Sagalaev: Ce qu'on vous a dit est parfaitement exact.

Michel de Rosen: Sur la question des technologies, je voudrais faire deux remarques. La première est que, dans les années soixante, soixante-dix, quatre-vingt, l'Union soviétique a été embarquée dans la course aux armements, face aux États-Unis. Les technologies des télécommunications y ont été englobées et il en est résulté du bon et du moins bon pour l'URSS. Point positif: les Soviétiques ont su développer des technologies au

meilleur niveau mondial. Point négatif: le budget de la Défense a mangé une grande partie des ressources de la nation, ce qui a empêché le reste de l'économie et la société de progresser. On s'est retrouvé devant le paradoxe suivant: celui d'un pays technologiquement avancé, mais socialement pauvre.

Mon second commentaire est très personnel et se fonde sur une comparaison entre la Russie et la France. Je considère qu'il y a des points communs entre nos deux pays; il y en a même beaucoup et je voudrais en citer quelques-uns, liés au sujet qui nous occupe aujourd'hui. La Russie, comme la France, a une relation compliquée à l'argent. Dans les pays protestants, les choses sont plus simples. Dans des pays orthodoxes tels que la Russie, ou catholiques comme la France, elles sont problématiques.

Deuxième point commun: la relation à l'État. Aux États-Unis, par exemple, on se méfie de lui. En Russie et en France, quand il y a un problème, on se tourne naturellement vers lui. On le critique peut-être, mais on considère qu'il est responsable d'à peu près tout et son contraire.

Troisième point commun: une attitude de méfiance à l'égard du marché. Dans d'autres pays, le marché est perçu comme une façon normale de fonctionner, alors que, impliquant une concurrence, il est appréhendé comme un phénomène bizarre, voire dangereux, tant en Russie qu'en France.

Quatrième point commun: les deux pays sont d'un haut niveau scientifique et comptent de grands savants, de grands mathématiciens, physiciens, chimistes, mais montrent une moins bonne capacité à transformer la science en innovations susceptibles d'être utilisées dans la vie de tous les jours. En d'autres termes, on a, en Russie comme en France, des chercheurs qui trouvent, mais on manque de développeurs qui développent.

Pour revenir à la question d'Emmanuel Cugny sur les technologies d'information et les technologies de communication, il faut rappeler une évidence: la Russie est le plus grand pays du monde, elle a donc encore plus besoin que n'importe quel autre d'un système de communication et d'information à la fois très performant et accessible aux dizaines de millions de personnes qui vivent loin des grandes villes. De ce point de vue, il me semble que la Russie est aujourd'hui confrontée à un grand défi: comment utiliser ces extraordinaires technologies de communication et d'information qui se répandent dans le monde? Comment accélérer leur développement pour moderniser l'économie et la société russes?

Emmanuel Cugny: Dans le même ordre d'idée, quelle est la place des technologies de l'information et de la communication dans la stratégie de l'État, Édouard Sagalaev? Peut-on parler d'une véritable volonté politique, ainsi que d'une véritable volonté économique? Parce qu'il faut des moyens pour développer ce domaine...

2102 NIUL

Édouard Sagalaev: J'aimerais ajouter quelques mots sur Tsiolkovski. La façon dont il a inventé la technologie des lanceurs m'a proprement stupéfié. Il enseignait, à l'époque, dans une école de Kalouga (où un musée lui est aujourd'hui consacré). Un jour qu'il se trouvait dans son jardin, il en a vu la formule s'esquisser dans les nuages. On peut dire que cela lui est vraiment venu du Ciel, parce qu'il avait une immense foi dans les idées de Fiodorov. N'est-ce pas la preuve que la Russie n'est pas seulement capable de faire des découvertes scientifiques, mais qu'elle en tire aussi des réalisations concrètes? L'idéologie de l'Union soviétique était peut-être contestable, il n'empêche qu'elle avait le mérite d'exister. Le problème de la Russie actuelle tient, sans doute, à l'absence de toute idéologie, de quelque nature que ce soit. Les gens ne songent donc qu'à gagner de l'argent, à s'enrichir. Et c'est très triste.

Emmanuel Cugny: Revenons-en, justement, à la question de la stratégie: quel est votre sentiment sur celle de l'État en matière de nouvelles technologies?

Édouard Sagalaev: La volonté politique existe bien, c'est pour cela que l'on parle d'innovation et de modernisation. À l'heure actuelle, malheureusement, elle se limite plutôt au projet Skolkovo. Et en observant comment, aujourd'hui, les nouvelles technologies se développent en Russie, je me dis que ce type de projet ne sera pas réalisé à court terme. N'oublions pas que la Russie dépense, par exemple, cinq cent soixante-quinze milliards d'euros pour les militaires. Cela reste le budget n° 1 en Russie. Je partage entièrement le point de vue de l'ancien ministre des Finances, Alexeï Koudrine: il estimait que c'était excessif et c'est pour cela, entre autres, qu'il a dû quitter ses fonctions.

Emmanuel Cugny: Vous ne prévoyez donc pas, dans un avenir proche, d'inflexion de cette politique au profit d'autres développements économiques, en l'occurrence, des technologies?

**Édouard Sagalaev:** Aujourd'hui, compte tenu du prix du pétrole, cette volonté politique ne se transforme pas en action concrète en faveur de la modernisation et de la réalisation des projets. Je tiens néanmoins à préciser que j'aime beaucoup mon pays et que mes propos ne sont certainement pas dirigés contre lui. J'ai été à la tête de la télévision russe pendant la perestroïka et je me souviens très bien des attentes des gens...

Emmanuel Cugny: Vous parliez du plan tout numérique terrestre à l'horizon 2015. Là, il y a une véritable volonté politique et économique. En France, on vise à réduire la fracture numérique, c'est-à-dire à apporter les hautes technologies, l'Internet très haut débit dans les zones les plus reculées, les villages les plus éloignés. La question se pose, en

France et en Europe, des moyens technologiques nécessaires pour parvenir à la transmission de ces nouvelles technologies par la fibre optique, par le cuivre, par le satellite... Le territoire russe est évidemment beaucoup plus vaste. Comment voyez-vous ce défi technologique? Nous en revenons directement à la question du coût pour ce plan tout numérique terrestre. Mais pouvez-vous, déjà, nous en dire quelques mots d'un point de vue technique?

**Édouard Sagalaev:** Plusieurs technologies sont, bien sûr, mises en œuvre, mais l'accent portera particulièrement sur les satellites. À cet égard, je suis très heureux d'œuvrer avec des partenaires tels qu'Eutelsat.

Il faut, toutefois, avoir présent à l'esprit un certain nombre de paramètres. Ainsi, prenons la région de Krasnoïarsk: elle équivaut à cinq fois la France. Cela vous donne une idée de la taille du pays. Dès à présent, nous mettons en place un système de centres de réémission à travers l'ensemble du territoire pour la distribution du signal. Sept mille centres de ce type sont installés, mais il en faut sept mille de plus. La réalisation d'un programme de cette envergure est unique, non seulement pour la Russie, mais au niveau mondial. Ajoutons qu'il est financé par l'État à 80 %, les 20 % restants venant du privé. Il va de soi qu'un soutien et une volonté politiques étaient indispensables.

Emmanuel Cugny: L'échéance 2015 sera-t-elle tenue?

Édouard Sagalaev: À 95 %. Les gens vont acheter des dizaines de millions de boîtiers pour la télévision numérique terrestre. Nous aurons trois multiplex dans le pays. Le premier est un bouquet fédéral, il concerne toute la Russie. C'est ainsi que, tout récemment, un décret du président Medvedev créait la première chaîne publique qui fera partie de ce premier multiplex. Cela montre une volonté de mettre en place des institutions démocratiques en Russie, d'en revenir aux acquis démocratiques qui avaient été un peu oubliés ou perdus depuis 1991. C'est également une façon de reconnaître que le système de pouvoir vertical mis en place n'était pas très efficace. J'en veux pour exemple – en dehors des sujets qui nous occupent – la question des gouverneurs: avant 2004, ils étaient élus, puis tout a changé et ils ont été nommés. Une loi vient d'être adoptée, applicable au 1er juin, qui marque un retour au scrutin.

Emmanuel Cugny: Dans cette volonté de développer les nouvelles technologies, dans les mesures que vous évoquiez à l'instant, des passerelles sont-elles envisagées? Ou peut-être en existe-t-il dès à présent? Souhaitez-vous aller plus loin avec des partenaires ou des opérateurs étrangers en termes d'échanges de technologies?



Futelsat W2A

**Édouard Sagalaev:** Bien sûr, et même aujourd'hui, quand on parle de télécommunications, le succès est en grande partie assuré, de mon point de vue, par ce développement et cette coopération étroite avec des partenaires occidentaux. Il y a, entre autres, des missions franco-russes de coopération dans ce domaine qui ont permis à nombre de projets de voir le jour.

Michel de Rosen: Je voudrais faire plusieurs commentaires. Le premier est que, lorsqu'on parle des technologies de communication, il y a complémentarité entre les technologies terrestres et satellitaires; elles ne sont pas concurrentes, mais bien complémentaires. Les technologies terrestres – la fibre optique, l'ADSL – sont, notamment, les plus adaptées pour les villes. Les technologies satellitaires le sont plus, elles, pour les gens qui vivent dans les campagnes, les villages, les montagnes, loin des centres urbains. En outre, l'immense avantage de la technologie satellitaire réside dans le fait que le satellite, une fois lancé, couvre un vaste territoire et peut permettre de connecter des gens tout de suite; il n'est nul besoin d'attendre, de creuser, pendant des années, des tranchées sur des centaines ou des milliers de kilomètres.

Deuxième commentaire: les technologies modernes de télécommunications dont nous parlons, servent à la fois les consommateurs et les producteurs. Concernant les consommateurs, elles permettent l'accès à la télévision, au téléphone, mais pour les producteurs, elles offrent la possibilité de connecter des écoles, des universités, des entre-

prises, des lieux de stockage, des artisans... Au bout du compte, c'est le pêcheur ou le paysan qui peut ainsi connaître les cours du poisson ou du blé et savoir s'il doit vendre ou ne pas vendre, acheter ou ne pas acheter. Ces technologies sont pour beaucoup de gens une condition vitale de leur vie professionnelle.

Mon troisième commentaire est particulier à Eutelsat qui a le privilège de travailler avec la Russie et en Russie, depuis de nombreuses années. La Russie est l'un des membres fondateurs d'Eutelsat, RSCC en est encore un des principaux actionnaires, et Eutelsat est très heureux de travailler, tant avec RSCC qu'avec Intersputnik. Nous avons l'ambition, dans les années qui viennent, de développer notre collaboration avec nos partenaires russes, parce que nous sommes convaincus que le dynamisme de l'économie russe, les besoins de la population russe, les priorités du gouvernement russe offrent de grandes possibilités dans le domaine des services vidéo, c'est-à-dire de la télévision, et dans celui des services de données, afin de diffuser l'accès haut débit à un nombre croissant de citoyens russes.

Je voudrais également revenir sur un point évoqué par Édouard Sagalaev: la question de la liberté. La notion de liberté, le rapport de la Russie à la liberté sont des sujets traditionnellement complexes. Déjà, sous les tsars, quand des individus dérangeaient, on n'hésitait pas à les envoyer dans des asiles. Le régime soviétique n'a fait que poursuivre et amplifier une tradition qui avait été créée avant lui. J'observe, toutefois, qu'après une période extrêmement dure, en 1941, dans son fameux discours du 4 juillet, Staline a accordé plus de liberté et montré plus de tolérance, comparé aux excès de la dictature qui avaient prévalu jusque-là. Il est vrai que cela n'a guère duré, juste le temps de gagner la guerre. Dès 1946, la parenthèse se refermait. En revanche, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée et que la Russie a pris son indépendance, il y a eu, dans les années quatrevingt-dix, une explosion de la liberté d'expression, de la liberté d'opinion et de la liberté en général. Aujourd'hui, en 2012, avec le nouveau mandat de Vladimir Poutine, la question se pose de savoir jusqu'où le président voudra développer les libertés en Russie. Ce sujet, j'en suis convaincu, est directement lié à celui dont nous discutons aujourd'hui, car les technologies sont neutres, elles peuvent servir tout aussi bien un régime autoritaire que démocratique. Et si elles sont utilisées dans un contexte plus démocratique, elles peuvent, là encore c'est ma conviction, multiplier l'effet positif et contribuer à accélérer le développement économique et la modernisation de la société.

Édouard Sagalaev: Il va de soi qu'Internet est un instrument très important pour le développement de la liberté en Russie. Aujourd'hui, la Russie fait partie des trois pays, au niveau mondial, où la pénétration d'Internet est la plus développée. Internet est devenu un moteur pour le développement, non seulement technique, mais aussi au niveau des relations dans la société. Par exemple, les réseaux sociaux, aujourd'hui, tien-

**46** JUIN 2012

nent vraiment le rôle principal dans le développement démocratique du pays. Les manifestations qui ont eu lieu récemment en Russie sont le résultat des échanges dans les réseaux sociaux.

Emmanuel Cugny: Sur lesquels vous ne souhaitez exercer aucun contrôle?

Édouard Sagalaev: On affirme qu'il vaudrait peut-être mieux les contrôler, afin d'éviter les conflits, mais en réalité, rien n'est fait dans ce sens, Internet est complètement libre en Russie. C'est la différence avec la Chine; nous n'aurons jamais le type de contrôle chinois, parce qu'aujourd'hui ce n'est plus possible, ce ne serait plus accepté par la population.

En ce qui concerne le développement des technologies par satellite, récemment le bouquet TricolorTV, qui utilise d'ailleurs les satellites d'Eutelsat, a fêté son dix millionième abonné. Il faut comprendre que dix millions d'abonnés, c'est trente millions de personnes qui sont desservies par le satellite, par ce bouquet-là. Et il n'est pas inintéressant de regarder le marché publicitaire dans les médias en Russie. Aujourd'hui, le média qui s'offre et qui consomme de la publicité, c'est Internet. La publicité sur Internet connaît, cette année, une croissance de 80 %. L'année dernière, elle était de 56 %. Et la télévision qui était toujours première a eu un développement de 18 %. La télévision par satellite et par câble connaît une croissance publicitaire de 36 %. Puisqu'on parle argent, nous avons ici la démonstration que les publicitaires investissent dans tel ou tel moyen de distribution.

Emmanuel Cugny: Je reviens sur les partenariats industriels que vous évoquiez tout à l'heure avec Michel de Rosen. Aujourd'hui, qu'attend la Russie de partenaires internationaux? Il y a des partenariats déjà existants avec Eutelsat, dans quel sens les voyez-vous évoluer? Qu'attendez-vous de vos partenaires dans votre volonté de développer ces technologies de l'information et de la communication? On a vu récemment, dans l'automobile, l'accord AVTOVAZ et l'alliance Renault-Nissan qui vise, à terme, peut-être 45 % du marché russe avec Lada. Peut-on faire un parallèle avec cette initiative industrielle?

Édouard Sagalaev: Avant tout, je pense qu'il s'agira de développer de nouvelles technologies, parce que cela nous permettra d'oublier les monstres de l'industrie soviétique. Nous avons énormément de grandes usines qui sont toujours équipées de technologies d'un autre siècle et on ne parle pas de les moderniser; or, il ne faut pas oublier que certaines villes ont été entièrement bâties autour d'usines de ce type. Quand on en ferme une, il n'est pas toujours facile de créer quelque chose de neuf dans ces endroits-là; alors, la majorité de la population se retrouve sans emploi et n'est pas capable de

travailler en employant les nouvelles technologies. Mais je pense que nous surmonterons ce problème. Michel a raison, aussi, de dire qu'il faut que le marché soit plus accueillant, avec des règles plus fermes, plus à l'occidentale. Par ailleurs, notre système judiciaire et juridique est faible et corrompu. Tout est lié, si nous ne changeons pas, nous n'aurons pas de développement, de partenariats efficaces.

Emmanuel Cugny: Peut-on dire que la Russie est, aujourd'hui, à la croisée des chemins et prend résolument le chemin de la modernité, des nouvelles technologies?

Édouard Sagalaev: D'une part, il s'agit d'un choix véritablement réfléchi des dirigeants du pays; d'autre part, il est indispensable de prendre ces décisions parce qu'autrement, le pouvoir n'arrivera pas à tenir les promesses faites au cours de la campagne présidentielle. Nous ne pouvons, éternellement, dépendre de la vente des produits énergétiques; le prix du pétrole ne sera pas toujours aussi haut, or une chute brutale des cours serait absolument catastrophique en Russie. Dans ces conditions, le choix de la modernisation de l'économie s'impose, et les autorités le comprennent, mais en même temps, les choses bougent très lentement. Tout dépend aussi, dans une certaine mesure, de l'atmosphère qui règne dans la société, de l'attitude vis-à-vis de la science, qui est en train de changer... L'année dernière, le prix Nobel de Physique a été décerné à deux Russes vivant à l'étranger. Quand on leur a demandé pourquoi ils avaient quitté leur pays, ils ont répondu qu'ils n'étaient pas libres de faire ce qu'ils voulaient en Russie et que le financement pour leurs recherches était insuffisant. Tout cela est très lié.

Michel de Rosen: Vous posiez la question de ce que la Russie attend des entreprises étrangères. Il me semble que cette interrogation s'inscrit dans une question plus vaste, celle du modèle de développement économique que la Russie peut choisir pour les vingt, trente ou cinquante ans à venir. En simplifiant, le *statu quo* serait celui d'un modèle dans lequel la Russie produirait et exporterait son énergie et ses matières premières; dans lequel les choses seraient très centralisées, l'État apparaissant comme l'acteur économique majeur; dans lequel, quand on parlerait des entreprises, on penserait surtout aux grandes entreprises. Bref, un modèle dans lequel la russification serait aussi poussée que possible et le contrôle exercé par le centre extrêmement fort. Autrement dit encore, un modèle de capitalisme étatique et de pays non-développé.

**Édouard Sagalaev:** Je suis d'accord avec vous, mais je pense que la balle est, malgré tout, du côté de la Russie. Nous devons donc prouver, aujourd'hui, que nous sommes prêts et ouverts.

Michel de Rosen: Précisément, l'autre modèle qui s'offre à la Russie impliquerait la décision d'accélérer le développement des activités à valeur ajoutée, et pas seulement des matières premières et des énergies. Un modèle dans lequel la Russie ferait l'effort de développer le marché, et pas seulement l'économie d'État; dans lequel, quand on parlerait des entreprises, on viserait à développer toutes les entreprises, petites, moyennes et grandes; dans lequel on s'efforcerait, notamment, de multiplier par dizaines de milliers ou centaines de milliers les créations d'entreprises; dans lequel la Russie tenterait de s'insérer plus dans l'économie internationale, aussi bien à l'importation qu'à l'exportation et pour l'accueil de capitaux étrangers dans le capital de ses entreprises; dans lequel, enfin, serait substitué, à la notion de contrôle par le centre, le couple liberté et droit, sans oublier la protection des consommateurs, des citoyens et des entreprises face au pouvoir central. Au total, dans ce second modèle, plus moderne, le changement, au lieu d'être imposé par le centre, serait suscité à la fois par le centre, l'État, la société et le marché. Ce serait donc plus un modèle d'économie mixte.

J'aimerais, à nouveau, établir un parallèle entre la France et la Russie. Le général De Gaulle est venu deux fois au pouvoir, l'une en 1944-1945, l'autre en 1958-1959. En 1944-1945, la France sortait de la guerre et le général De Gaulle a mis, à fond, l'accent sur le rôle de l'État, il a nationalisé, à l'époque, une grande part de l'économie française. Quand il est revenu au pouvoir en 1958-1959, il a plus mis l'accent sur le rôle du marché, sur la concurrence, il a voulu déréguler, développer les libertés économiques, parce qu'il était convaincu que c'était la meilleure façon de moderniser et de développer l'économie française. C'est ainsi, par exemple, qu'il a accéléré l'application en France et dans le reste de l'Europe du traité de Rome qui créait le Marché commun, lequel entraînait plus de concurrence entre les pays d'Europe occidentale.

Ce que j'essaie de dire, c'est qu'aujourd'hui, en 2012, l'économie russe est déjà celle qui croît le plus rapidement en Europe, la Russie est championne d'Europe en croissance. Ma conviction est que si elle veut continuer à être médaille d'or tout au long de ce siècle, il lui faut accepter de changer de modèle économique. Ainsi le président Poutine a-t-il la possibilité d'être le grand homme de la Russie, celui qui aura conduit cette mutation d'un modèle de développement économique plus traditionnel dans le pays vers un modèle plus moderne. C'est ce que j'appellerai le «Défi russe». De même que, dans les années soixante, on parlait du «Défi américain», je pense que l'on peut parler du «Défi russe», défi de la Russie aux autres pays en tant que nouveau concurrent, nouvelle puissance montante, défi, aussi, de la Russie à elle-même, si elle décide de se transformer en profondeur.

Emmanuel Cugny: Que répondez-vous, Édouard Sagalaev, à ce challenge que vient d'évoquer Michel de Rosen?

**Édouard Sagalaev:** Je suis très content d'entendre cela venant de vous, Michel de Rosen, parce que je me rappelle parfaitement que, quand Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir en 2000, des gens disaient: «Il faut un Pinochet russe.» Aujourd'hui, vous n'êtes pas le seul à évoquer le général De Gaulle; dans les médias et la presse sur Internet, le parallèle apparaît souvent. Et j'espère que le nouveau président – dont la grande visée est, à présent, de laisser une trace positive dans l'histoire de la Russie – fera le nécessaire choix de la libéralisation et de la société postindustrielle. Comme vous, je l'espère beaucoup et tous attendent les premiers pas qui indiqueraient que la Russie s'est engagée dans cette voie. Tout ce que vous dites est très patriotique pour la Russie...

Emmanuel Cugny: C'est un beau mot de conclusion. Comme on le voit depuis le début de cette conversation, il n'y a pas de point de clivage. Que direz-vous pour conclure, Michel de Rosen?

Michel de Rosen: Je voudrais, tout d'abord, vous remercier, Emmanuel Cugny, de nous avoir guidés dans cette conversation qui nous a permis, en effet, de relever beaucoup plus de convergences que de divergences. J'ajoute qu'à titre personnel, ayant trois de mes grands-parents russes, étant donc fils d'émigrés russes, je ne parle pas seulement avec ma tête, mais aussi avec mon cœur.

J'ai trouvé dans mes lectures un très beau vers d'Ossip Mandelstam, un vers que Rudolf Noureev a cité lorsqu'il est revenu à Leningrad, à la fin de 1989, après de longues années d'exil: « Revenu dans ma ville connue jusqu'aux larmes... » Le vers peut tout autant s'appliquer au pays. La Russie est un pays merveilleux que l'on peut, en effet, aimer «jusqu'aux larmes». Donc, merci Emmanuel Cugny de nous avoir aidés à en parler aujourd'hui. Ce fut un grand plaisir pour moi aussi de prendre part à ce dialogue. Merci beaucoup, Édouard Sagalaev.

50 JUIN 2012

#### LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

## Le paysage médiatique russe

avec Bénédicte Berner, entretien animé par Alain Barluet

Alain Barluet: Bénédicte Berner, vous avez vécu six ans en Russie, entre 1989 et 1995 et, depuis, vous suivez régulièrement la presse et les médias russes. Pouvez-vous nous brosser un bref tableau de l'état de la liberté de la presse en Russie?

Bénédicte Berner: Je commencerai par un chiffre, celui du baromètre de la liberté d'expression publié, chaque année, par «Reporters sans Frontières»: en 2011, sur cent soixante-dix-huit pays, la Russie est classée cent quarantième, cent soixante-dix-huit étant le plus mauvais score. Pour tenter de comprendre la situation des médias, aujourd'hui, en Russie, il est nécessaire d'évoquer trois caractéristiques importantes du paysage politique russe.

La première est l'absence de pluralisme, reflet de la verticale du pouvoir mise en place graduellement par Poutine, depuis son arrivée en 2000. Cette verticale du pouvoir se manifeste par le contrôle des différents acteurs politiques et économiques; et les médias n'y échappent pas.

La deuxième caractéristique du système politique est l'inefficacité de l'État. La corruption généralisée en est une des manifestations majeures. À cet égard, les chiffres publiés en 2010 par l'Organisation non gouvernementale «Transparency International» sont frappants: la corruption en Russie représenterait environ trois cent milliards d'euros par an, près de 17 % du PIB. Au niveau de la liberté d'expression, elle a deux effets: d'une part, c'est un sujet tabou pour les journalistes – plusieurs ont été victimes d'agressions physiques, voire ont trouvé la mort pour avoir traité cette question; d'autre part, la corruption a également, au fil des années, pénétré les médias russes. Nombre de journalistes de la télévision fédérale acceptent, moyennant des salaires élevés, de faire partie de la machine de propagande de l'État. La presse fédérale et régionale est également touchée par ce phénomène, certains articles étant directement commandités par les autorités ou autres personnalités locales, moyennant rémunération.

Enfin, la troisième caractéristique de politique générale affectant la liberté d'expression concerne les violations des Droits de l'Homme. Informer sur ces violations n'est guère apprécié par les autorités et les journalistes qui, courageusement, bravent la censure et enquêtent à ce sujet, le font au péril de leur vie. On mentionnera, à cet égard, Anna Politkovskaïa, Mikhaïl Beketov, Oleg Kachine... La liste est longue.

Alain Barluet: Le tableau semble se présenter sous des couleurs très sombres...

Bénédicte Berner: Les autorités sont, en effet, peu enclines à accepter la critique. Cette attitude est manifeste au niveau de la télévision fédérale qui reste la première source d'information pour la majorité des Russes. La prise de contrôle de la télévision fédérale s'est faite petit à petit depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir. Aujourd'hui, les cinq grandes chaînes de la télévision fédérale appartiennent à l'État, soit directement, soit indirectement, dépendant, par exemple, de Gazprom, une entreprise gérée par l'État. Ces chaînes sont de véritables machines de propagande: pas ou peu de débat politique, culte de la personnalité de Poutine, rhétorique nationaliste empruntant aux thèmes patriotiques...

Au niveau de la presse fédérale, le paysage est moins uniforme. La Russie compte dans les trente-cinq mille ou quarante mille titres. Les journaux à grand tirage (de sept cent mille à deux millions d'exemplaires) soutiennent, en général, la politique du Kremlin, mais cela ne s'exprime pas de la même façon qu'à la télévision: Poutine n'y est pas toujours directement mis en valeur, l'accent portant plutôt sur une critique sévère de «l'Autre». Ainsi, sur la question de l'adhésion tardive de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce: une lenteur (vingt ans) imputable, non à la Russie, mais aux tergiversations des différents pays membres. Autre sujet de prédilection, la crise économique occidentale: rien ne va plus en Europe ni aux États-Unis – sous entendu, tout va mieux chez nous.

Alain Barluet: Comment la pression des autorités s'exerce-t-elle sur les médias fédéraux?

Bénédicte Berner: Il y a plusieurs types de pressions: politiques, directes ou indirectes, économiques. Les pressions politiques s'exercent notamment par l'influence du Kremlin sur les nominations aux postes clefs de la télévision fédérale et sur le contenu de certains programmes. Des réunions hebdomadaires sont organisées par le ministère de l'Information, regroupant un certain nombre de directeurs de chaînes et de rédacteurs en chefs, afin de déterminer les sujets à traiter ou ne pas traiter, ainsi que le vocabulaire à utiliser ou bannir. Le Kremlin organise également des conférences de presse destinées à un groupe de journalistes sélectionnés en fonction de leur loyauté au régime.

52 AIUL 2105 AIUL

Les pressions économiques se manifestent par le biais de procès en diffamation pouvant ruiner un journal ou, plus souvent, par le jeu des annonceurs. Dans ce dernier scénario, les autorités pèsent sur les annonceurs pour les dissuader d'acheter des pages de publicité dans des périodiques qui se montrent critiques à l'égard de la politique du Kremlin. Manipuler les subventions accordées aux médias est également un moyen de contrôle efficace: un système de distribution discriminatoire se met ainsi en place, qui récompense les journaux «loyaux».

**Alain Barluet:** Comment réagit la presse? Les journaux chantent-ils uniformément les louanges du Kremlin?

**Bénédicte Berner:** Non, il existe des journaux critiques de la politique du Kremlin, comme celui d'Anna Politkovskaïa, *Novaïa Gazeta*, ou d'autres, tels que *Kommersant*, *Vedomosti*, plus centrés sur l'économie et la finance, mais qui portent aussi un regard critique sur la politique du gouvernement.

N'oublions pas, non plus, la radio Écho de Moscou qui, avec ses neuf cent mille auditeurs quotidiens, émet dans la capitale, ainsi que dans de grandes villes (Saint-Pétersbourg, Iekaterinbourg, Rostov, Perm...), et qui donne la parole aux voix de l'opposition.

Alain Barluet: Comment expliquer la présence de ces niches de liberté dans un système où Poutine a systématisé le contrôle des médias, notamment en institutionnalisant les relations entre ceux-ci et l'État?

**Bénédicte Berner:** L'explication est simple, ces journaux ont un faible tirage: *Novaïa Gazeta* – cent cinquante mille exemplaires; *Kommersant* – quatre-vingt-dix mille; *Vedomosti* – quarante mille. En outre, ils ne sont disponibles que dans quelques grandes villes. Leur influence politique est, de ce fait, assez limitée. Par ailleurs, ils servent de façade « démocratique » à Poutine.

Alain Barluet: Le paysage n'est guère réjouissant, en effet, au niveau fédéral. Faitesvous le même constat au niveau régional?

Bénédicte Berner: Là, le paysage médiatique est relativement varié. Certes, des pressions politiques et économiques sont également exercées par les potentats locaux: maires, gouverneurs (lorsque, en 2004, ils ont commencé à être nommés par le président) ou par des hommes d'affaires du cru. La presse peut ainsi servir des intérêts corporatifs tout en critiquant les autorités locales. Il est donc difficile de parler de presse indépendante.

Toutefois, la situation varie selon les régions. À l'est du pays, par exemple, certaines n'ont quasiment pas de presse indépendante; en revanche, des villes comme Perm ou lekaterinbourg ont une télévision indépendante et un journal indépendant. Cette liberté peut être le fait d'un gouverneur ou d'un maire un peu plus libéral, d'une situation économique stable permettant à certains médias de se créer une indépendance économique, de la présence d'une élite intellectuelle locale attachée à une presse libre.

Alain Barluet: Un paysage, donc, un peu contrasté, malgré tout. Quelle place le facteur Internet y occupe-t-il? Est-il susceptible de devenir, en Russie, dans les années qui viennent, une plate-forme d'expression publique, à même de faire trembler les murs du Kremlin?

Bénédicte Berner: Il est clair qu'Internet constitue une nouvelle donne dans le paysage médiatique russe. La Russie compte près de soixante millions d'internautes sur une population de cent quarante-deux millions. Il y a une géographie très intéressante d'Internet: les villes de plus d'un million d'habitants (une petite vingtaine) offrent, par l'intermédiaire de plusieurs sociétés, un accès rapide et bon marché, et c'est là que se trouvent les plus grandes communautés d'internautes. Les villes d'un million à trois cent mille habitants ont, en général, deux sociétés pourvoyeuses d'Internet et, par conséquent, des prix d'accès plus élevés et un niveau de pénétration plus faible. Enfin, dans les villes de moins de trois cent mille habitants, une seule société monopolise l'accès, pratiquant des tarifs encore plus élevés et offrant un débit très lent.

Alain Barluet: Que trouve-t-on sur Internet, en Russie?

Bénédicte Berner: De nombreux internautes utilisent Internet pour la musique, Youtube... On assiste aussi à une explosion des réseaux sociaux, comme le Facebook russe, «Vkontakte». Et puis il y a Internet comme plateforme politique, qui donne une voix à l'opposition privée d'accès aux grands médias. Internet donne également la parole aux journalistes qui abordent courageusement les thèmes interdits par le pouvoir, notamment la corruption au plus haut niveau, l'environnement et les violations des Droits de l'Homme, en particulier dans le Caucase du Nord. De nombreux journalistes ont ouvert des blogs pour passer outre la censure. Internet n'est, toutefois, pas sans danger: plusieurs bloggeurs ont été victimes d'agressions physiques à la suite de révélations faites dans leurs articles. Enfin, Internet offre une plateforme à la société civile.

On assiste, en effet, depuis quelque temps, au réveil de la société civile russe grâce à Internet: discussions, débats, critiques du régime – récemment encore l'apanage d'une minorité d'intellectuels de l'opposition – prennent de plus en plus de place dans la sphère

54 S10S MIUL



Bénédicte Berner

publique. Et ce phénomène va s'amplifiant. Ainsi, le cas de ce policier qui, en 2010, dénonçait ouvertement, sur Youtube, la corruption au sein de la police. Il racontait dans une vidéo, à visage découvert, comment s'organisait la corruption au sein de son unité et n'était pas avare de détails: revenus quotidiens rapportés par les pots-de-vin, pourcentage reversé en fin de journée aux supérieurs, variant entre quinze et cent dollars par jour! Démis de ses fonctions, le policier sillonne aujourd'hui le pays, menant une véritable croisade anticorruption.

Alain Barluet: Internet est-il le domaine réservé de l'opposition ou les autorités en place en ont-elles compris l'intérêt?

Bénédicte Berner: Le Kremlin et d'autres institutions officielles ont créé de nombreux sites de propagande dont l'origine est parfois difficile à dépister. Le pouvoir met aussi sur le web des «kompromat», c'est-à-dire des informations compromettantes fausses sur un représentant de l'opposition, rapidement répercutées, ensuite, par des organisations loyales envers le régime, telles que le mouvement de jeunes pro-poutinien «Nachi». Des gens sont également chargés de faire des commentaires négatifs sur les blogs des opposants. Enfin, les cyber-attaques DDOS (Distributed Denial of Service) sur des sites de l'opposition sont une autre arme très utilisée par les autorités russes. Livejournal, le site regroupant la plupart des bloggeurs russes, la station de radio Écho de Moscou ont fait les frais de ce genre d'attaques.

Alain Barluet: On a beaucoup parlé, ici, de la censure de l'information. Existe-t-il en Russie, ce qui semblerait logique au vu du paysage médiatique, une politique de censure d'Internet?

**Bénédicte Berner:** Non, pas pour le moment. L'approche de la Russie, au niveau officiel, est, dans ce domaine, différente de celle d'autres pays autoritaires. Certes, le régime a, ces dernières années, évoqué à plusieurs reprises la possibilité de limiter la liberté d'Internet mais, jusqu'à présent, aucune mesure globale n'a été prise dans ce sens. Le président Medvedev a, en avril 2011, assuré que «l'État ne poserait pas sa lourde main sur Internet».

Alain Barluet: Comment expliquez-vous cette attitude?

Bénédicte Berner: Trois facteurs peuvent être à l'origine de cette position. D'une part, la Russie ne souhaite pas être mise dans le même sac que la Chine. D'autre part, pour des raisons de politique intérieure, Internet peut agir comme un rempart: il vaut mieux que la critique s'exprime sur le web que dans la rue. Enfin, pour des raisons purement techniques, il est plus difficile de contrôler le web en Russie qu'en Chine. En effet, contrairement à la Chine, la Russie n'a pas, au départ, prévu de pare-feu dans son réseau Internet.

On constate, néanmoins, des tentatives de s'immiscer dans l'activité du web, non seulement par les actions évoquées précédemment, qui restent en dehors de la loi, mais aussi par la loi, notamment celle sur les activités extrémistes. La législation russe donne une définition très vague et large de l'extrémisme, qui peut assez facilement être utilisée pour exiger la fermeture légale de certains blogs ou médias.

Durant la campagne pour les dernières élections législatives, Internet est devenu le centre d'une activité politique nouvelle, bouillonnante. Grâce aux portables ou aux enregistreurs digitaux, on a pu suivre, sur Youtube, des réunions organisées par des maires s'adressant à diverses associations, de vétérans ou autres, et menaçant de leur couper toutes subventions si leurs membres ne votaient pas massivement en faveur de «Russie unie», le parti de Poutine, ou, au contraire, de leur verser douze mille euros de plus si les consignes de vote étaient appliquées. Une vidéo montre un maire offrant cinquante dollars à toute personne qui voterait pour «Russie unie». Sur une autre, un écolier de quinze ans se fait sérieusement réprimander par la directrice de son établissement, pour avoir arraché des affiches de campagne de «Russie unie» (seul parti ayant obtenu le droit d'affichage). L'élève a filmé et enregistré sur son Smartphone les propos de la directrice: «Tu es un hooligan... Tu devrais lire la biographie de Lénine... Lorsqu'il a protesté dans son école, il a été renvoyé, et c'est ce que tu mérites. Si tu conti-

210S MIUL 2105

nues, je fais venir la police.» Tout est retransmis sur Youtube et la vidéo a récolté quelque dix millions de « hits ».

Internet change clairement les campagnes électorales. En témoigne cette vidéo sur Youtube, montrant – le fait a déjà été évoqué ici – Poutine hué au stade olympique de Moscou, lors d'un match de boxe. C'est la première fois que cela se produit publiquement et que des millions de Russes en sont témoins. Il est intéressant de noter la dissonance entre ce que révèle Internet et ce que montrent les médias traditionnels. Après avoir expliqué, au cours du direct, que la foule huait le boxeur américain pour avoir utilisé des méthodes peu orthodoxes dans son combat contre le russe, la télévision a, dans sa retransmission du match, coupé les images embarrassantes pour Poutine. Il existe bel et bien deux discours, deux réalités très différentes: le monde des autorités, d'une part, et sa vérité véhiculée par la majorité des médias traditionnels; le monde d'Internet, d'autre part, qui permet au citoyen russe de prendre conscience des abus du régime, avec, pour conséquence, l'émergence d'une action de la société civile. Les scandaleux excès du régime Poutine – absence de contrôle parlementaire sur l'exécutif, d'indépendance de la Justice, de liberté d'expression -, le swap Poutine-Medvedev annoncé le 24 septembre 2011 et les irrégularités lors des campagnes électorales, ont encore permis au pouvoir en place de se maintenir. Mais la lassitude et l'irritation de la population vont croissant. De ce point de vue, le rôle de plus en plus important d'Internet aura sans doute, dans l'avenir, de sérieuses répercussions.

### **ARMÉNIE**

# L'Arménie d'hier et d'aujourd'hui

avec Claire Mouradian et Pierre Rigoulot, débat animé par Christian Makarian.

Christian Makarian: J'ai avec moi, pour aborder le sujet de l'Arménie, deux personnes extrêmement compétentes.

À ma gauche, Claire Mouradian, directrice de recherche au CNRS, historienne, auteur de nombreux ouvrages, notamment un «Que sais-je?» fameux sur l'Arménie, ouvrage de vulgarisation au sens noble du terme, puisqu'il simplifie un propos très complexe et le présente de manière particulièrement synthétique, brillante et honnête. Claire Mouradian est également l'auteur d'un livre que je vous recommande, intitulé Les Arméniens en France et paru aux éditions de l'Attribut. Claire Mouradian dirige l'équipe Caucase au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen.

À ma droite, Pierre Rigoulot, directeur de l'Institut d'histoire sociale, fondation Boris Souvarine. Il est également directeur de la revue Histoire & Liberté, qui réfléchit globalement à la menace totalitaire. Il a publié, récemment, chez Larousse, un ouvrage consacré à Che Guevara, qui, même si le sujet paraît géographiquement éloigné, ne l'est pas tant que cela idéologiquement.

Nous allons donc essayer, ensemble, d'éclaircir une question assez complexe: quel avenir pour l'Arménie? Il y a peu de pays qui soient aussi anciens de par le monde et qui se posent encore, malgré tout, à ce jour, la question de leur avenir.

L'Arménie, il y a ceux qui la connaissent et ceux qui ne la connaissent pas. Toutefois, puisque cette journée est plus spécialement dévolue à la connaissance de la Russie et du monde de l'Est, interrogeons-nous d'abord sur la manière dont nous désignons les points cardinaux. Nous appelons «Est» quelque chose qui est très souvent au centre et ne fait figure d'Est que pour nous qui sommes à l'ouest de ce « quelque chose ». Relativisons donc d'emblée: l'Est que nous évoquons aujourd'hui n'est pas l'Est du monde, il est, vu sur une carte, beaucoup plus au centre qu'à l'est, car à l'est de cet ensemble, il y a encore tout le monde asiatique, notamment la Chine, il y a toute l'Asie centrale, il y a une zone de conflit

au sud qui concerne, évidemment, l'Afghanistan et le Pakistan. Nous sommes ainsi au cœur d'une région extrêmement centrale – centralité qui ne se définit pas que par des problèmes, mais aussi par la notion de passage, d'échange, de lieu de transition. C'est là, me semble-til, un point très important. Pour nous, Français, qui sommes à l'ouest, notre connaissance de l'Est vient pour beaucoup de communautés implantées en France depuis un certain temps. J'en vois deux: la communauté russe, qui s'est installée à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et surtout après la révolution de 1917; et, à compter du milieu des années vingt, la communauté arménienne qui nous intéresse plus particulièrement aujourd'hui. Ces deux communautés se sont intégrées, je crois, avec beaucoup de succès, s'il s'agit de raisonner en termes sociaux mais également en termes culturels. Elles ont attiré l'attention des sociétés occidentales, notamment française, sur des réalités parfois très éloignées. Un exemple: le vote, en 2001, par le parlement français de la reconnaissance du fait historique de génocide – une loi qui fait encore grandement débat chez les historiens – est un événement majeur au regard de l'histoire des Arméniens, à l'intérieur de la communauté arménienne et, tout autant, de mon point de vue, pour l'évolution des institutions, du rapport à l'histoire ou du rôle dévolu aux pouvoirs publics en ce qui concerne la fonction mémorielle. Bref, quand on dit «l'Arménie ou les Arméniens», on ne parle pas de quelque chose d'éloigné, on parle d'une réalité intérieure à la société française.

L'Arménie fête les vingt ans de son indépendance, et depuis 1991, cet État a dû affronter, à la fois, les problèmes globaux des ex-républiques dites socialistes soviétiques et des problèmes spécifiques, notamment, frontaliers ou transfrontaliers avec la Turquie, auxquels se sont ajoutés le conflit du Karabagh, des relations parfois difficiles avec la Géorgie et un environnement régional, sinon hostile, du moins globalement défavorable, sauf peut-être avec l'Iran, ce qui, à son tour, ouvre une perspective géopolitique compliquée, du fait de l'acuité du problème iranien aujourd'hui, avec la course au nucléaire. On est donc, là, dans une région qui semble oubliée de l'histoire, secondaire sur le plan géostratégique, et qui, de fait, n'est ni l'une ni l'autre. C'est un nœud essentiel et cela n'a pas échappé à certains pouvoirs: l'Union européenne a ainsi développé un partenariat oriental qui s'adresse plus particulièrement à la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, mais aussi à l'Ukraine et à la Moldavie, autant de régions dont on voit bien que, quel que soit le schéma de l'Union européenne, il faudra leur accorder un statut, une place, une définition, un rôle nouveaux. Pour résumer, nous ne sommes pas, en dépit des apparences, dans un vieux débat historique, nous sommes dans quelque chose d'éminemment vivant et c'est ce que nous allons essayer de décrypter.

Claire Mouradian: Je vais commencer par une boutade qui suffirait presque à résumer la situation. C'est une blague polonaise que je recycle et qui se présente comme une petite annonce dans la presse: «Échangerais histoire grandiose contre meilleur emplacement

géographique.» On a parlé de géopolitique et je pense que cela correspond bien à la situation de l'Arménie. Il y a une autre blague du même genre: «Quelle est la différence entre l'optimiste et le pessimiste en Arménie?» Réponse: «L'optimiste apprend l'anglais, le pessimiste apprend le turc, le réaliste, la kalachnikov.» Voilà qui met dans l'ambiance. Un texte me paraît une bonne synthèse de la situation:

«Certaines contrées semblent prédestinées, dès l'origine, à n'être que des champs de bataille, disputées sans cesse entre les nations. C'est chez elles et à leurs dépens que leurs voisins viennent vider, de siècle en siècle, les querelles et les questions de primauté qui agitent leur coin du monde. On s'en jalouse la possession, on se les arrache lambeau à lambeau, la guerre les foule et les démembre: tout au plus leurs peuples peuvent-ils prendre parti, se joindre à l'un des ennemis qui les écrasent, et l'aidant à triompher des autres, rendre du même coup leur servitude assurée pour longtemps. Un hasard inespéré oblige-t-il enfin leur seigneur étranger à les délivrer de sa présence, ils se montrent incapables de mettre à profit le répit que la Fortune leur accorde, et de s'organiser efficacement en vue des attaques futures. Ils se divisent en cent communautés rivales dont la moindre prétend demeurer autonome et entretient une guerre perpétuelle sur ses frontières, pour conquérir ou pour conserver la souveraineté glorieuse de quelques arpents de blé dans la plaine ou de quelques ravins boisés dans la montagne. C'est, pendant des années, une mêlée sanglante où de petites armées se livrent de petits combats pour la défense de petits intérêts, mais si rudement et d'un acharnement si furieux que le pays en souffre autant et plus que d'une invasion. Ils ne font trêve à leurs luttes que sous un maître venu du dehors et ils ne vivent d'une vie personnelle que dans l'intervalle de deux conquêtes: leur histoire s'absorbe presque entièrement dans celle de plusieurs autres peuples.»

Ce texte, que je trouve très beau, est de Gaston Maspero, l'égyptologue français du siècle dernier, au début de son *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*<sup>[1]</sup>. L'en avais découvert un extrait dans le bel ouvrage de Ghassan Tueni sur la guerre du Liban, *Une guerre pour les autres*<sup>[2]</sup>, et la citation complète sera en exergue du livre que je prépare sur le Caucase. Il me semble qu'elle caractérise bien la situation de l'Arménie et, plus généralement, de cette région dont Christian Makarian disait à juste titre qu'elle est au nœud d'un grand parc de crise, ce qui apparaît si l'on regarde une carte centrée sur cette région et non sur l'Europe.

Après soixante-dix ans d'une période soviétique qui, ici comme dans le reste de l'URSS, a laissé un lourd héritage, l'Arménie a abordé une nouvelle période d'indépendance, dans un contexte qui, d'ailleurs, n'est pas sans évoquer celui du début du xx° siècle,

<sup>1.</sup> Paris, Hachette, 1897, t. 2, p. 3-4.

<sup>2.</sup> Paris, Lattès, 1985.

après la chute de l'empire tsariste. L'Arménie actuelle se réclame, au demeurant, de cette république dont elle a repris le drapeau, à la différence de la Géorgie qui a voulu se démarquer de cet héritage social-démocrate en choisissant finalement un autre étendard. Elle est confrontée, comme les autres, aux mêmes difficultés qu'en 1918 pour tracer des frontières dans un espace de populations imbriquées, perpétuellement découpé selon un principe colonial, d'où des conflits frontaliers que l'on retrouve aujourd'hui dans la question du Karabagh et diverses remises en cause territoriales. Elle a la même difficulté à assurer la sécurité de son territoire et à créer une armée nationale. Au temps de la première république, les Arméniens, qui servaient dans l'armée tsariste, n'avaient pas d'armée nationale propre et avaient dû la constituer à partir des soldats et des quelques officiers issus de ces troupes impériales, ainsi que de groupes de volontaires ou de francs-tireurs luttant pour l'auto-défense. Le processus s'est répété à la fin de la période soviétique.

Difficultés, encore, pour définir de nouvelles institutions, instaurer la démocratie en l'absence d'une tradition démocratique fondée sur le droit et le sens du compromis; pour battre monnaie sans ressources financières, pour réformer, gérer l'économie dans un contexte de pénuries, de dépendance, de désorganisation générale de tous les échanges de l'époque soviétique, de fracture sociale, d'emprise mafieuse; pour préserver le niveau de vie d'une population de plus en plus démoralisée et parfois nostalgique de l'État-providence, de la protection sociale et de l'ordre communiste, qui, certes, n'assuraient pas un grand développement mais donnaient l'illusion d'une plus grande égalité; difficulté, enfin, pour s'émanciper de l'empire sans tomber dans l'orbite d'une autre puissance. Le bilan des premières années postsoviétiques – deux décennies, déjà – est assez mitigé. L'indépendance a été un révélateur.

Il convient de souligner les nombreuses illusions, d'ailleurs partagées par le reste des républiques, voire, souvent, par les observateurs. Celle, d'abord, que du passé l'on pouvait faire table rase, qu'après la chute du mur, la fin de l'URSS, l'on pouvait recommencer à zéro, sans tenir compte des pesanteurs de l'héritage soviétique ou d'avant cette période; l'illusion que l'on pouvait sortir indemne de soixante-dix ans de totalitarisme qui se sont ajoutés à d'autres despotismes: tsariste, persan (on oublie souvent qu'avant la conquête russe, l'Iran avait été, vingt-cinq siècles durant, la puissance hégémonique de la région); illusion aussi, la liberté était synonyme de prospérité immédiate, l'ouverture au monde était sans risque, alors que ce monde était également en recomposition et que même les grandes puissances avaient du mal à s'y réorienter.

Ces problèmes ne sont pas propres à l'Arménie. Mais celle-ci a quelques spécificités, comparée aux républiques d'Asie centrale qui ont connu une organisation étatique nationale plus récente. L'Arménie n'a pas eu de problème d'identité. Les Arméniens ont une identité nationale vigoureuse, la conscience d'un passé ancien, parfois prestigieux, souvent turbulent, une Église et une langue nationales. Mais c'est aussi une identité de



De gauche à droite: Pierre Rigoulot, Christian Makarian et Claire Mouradian

survivants -survivants du génocide et de la période stalinienne qui n'a pas été moins meurtrière: les deux tiers des Arméniens de l'Empire ottoman ont disparu lors du génocide de 1915, tandis qu'entre 1926 et 1953, la différence entre les taux de croissance naturelle et le nombre de la population révèle trois cent mille absents, sans compter les morts de la guerre (environ deux cent mille), sur un total situé entre un million et un million et demi d'habitants. La dispersion - les deux tiers des Arméniens vivent hors de la république - accentue encore ce sentiment. L'ampleur du phénomène diasporique est une particularité de l'Arménie. On a évoqué la communauté arménienne de France, on connaît celle des États-Unis, on oublie celle de Russie, qui est la plus importante en nombre et ne cesse de s'accroître. L'augmentation de la dispersion par les migrations de travail est, en outre, l'un des effets de l'indépendance et de la crise qu'elle a provoquée. Il y a trois mois, le directeur de l'Agence des Migrations reconnaissait officiellement 1,2 million de départs depuis 1991, soit le tiers de la population. Cela traduit le mécontentement et le découragement, cela accentue le sentiment que l'on est sur le point de disparaître. En même temps, l'indépendance a posé la question des relations avec la diaspora dont on demande l'aide sans lui accorder les droits politiques; on l'a vu avec les débats sur la double nationalité, finalement accordée aux Arméniens d'origine - équivalent de la loi de Retour israélienne - mais avec des restrictions, notamment sur le plan politique, comme l'obligation de résidence pour voter.

S'agissant de l'Église nationale, qui a toujours joué un rôle central dans la préservation de la culture et du sentiment collectif, qui a servi d'interlocuteur aux empires se partageant l'Arménie en l'absence d'État et qui, dans la période soviétique, malgré les persécutions, est parvenue à sauver l'institution à défaut de la foi, elle est, depuis l'indépendance, dans une situation ambiguë. La liberté religieuse a été l'une des premières libertés proclamées; la constitution a veillé à séparer l'Église de l'État, mais reconnaît une place spécifique à l'Église nationale, favorisant finalement, sinon une position de subordination, du moins une instrumentalisation, pour capter au profit de l'État la ressource que représente cette institution symbolique.

La langue est aussi au croisement d'enjeux multiples. Il y a deux parlers: celui des Arméniens occidentaux, en usage dans l'Empire ottoman et, partant, chez les descendants des rescapés du génocide en diaspora, et celui des Arméniens orientaux du Caucase russe et d'Iran, devenu la langue d'État, mais avec une orthographe modifiée à l'époque soviétique. Avec l'indépendance s'est posée la question du retour à l'orthographe classique et du statut de l'arménien occidental, un peu dans la situation du yiddish, notamment en raison du laminage des communautés du Proche et du Moyen-Orient qui avaient mieux préservé l'arménophonie que celles du monde occidental où l'assimilation linguistique aux pays d'accueil domine. En arrière-plan, on retrouve la question des relations Arménie-diaspora et, au-delà des différences anciennes de culture et de priorités politiques, entre Arméniens occidentaux et Arméniens orientaux, autrefois partagés entre des empires rivaux.

Mais la question principale a été celle des frontières, au-delà du territoire réel – l'Arménie, répétons-le, était la plus petite des anciennes républiques soviétiques – et du territoire rêvé: l'État actuel ne correspond qu'à un dixième du territoire «historique» et au quart de la carte dessinée par le traité de Sèvres (10 août 1920), réunissant les provinces partagées entre l'empire ottoman et la Russie tsariste, au moment de l'indépendance de 1918-1920. Le traité de Sèvres qui devait apporter une solution équitable à la Question arménienne, élément de la Question d'Orient qui agita les chancelleries européennes tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, fut un des éléments de l'alliance entre kémalistes et bolcheviks, opposés aux conclusions d'une conférence de la Paix à laquelle ils ne participaient pas et unis dans leur volonté de ne pas laisser les vainqueurs de l'Entente déterminer les frontières régionales entre les États successeurs de l'empire ottoman et de l'empire russe. Le rejet du traité de Sèvres, supposé nuire à «l'amitié entre les peuples», fut, bien plus que la lutte des classes, le thème principal de la dénonciation du gouvernement de la première république indépendante et de l'appel du Comité révolutionnaire bolchevique arménien à sa soviétisation avec l'aide de l'Armée rouge. Jamais ratifié, mais appliqué partiellement (Syrie-Liban, Irak, Palestine), annulé par le traité de Lausanne (24 juillet 1923) qui scella la naissance de la république turque, le traité de Sèvres reste présent dans l'imaginaire politique turc comme une menace, et dans celui des Arméniens comme la définition d'un

territoire rêvé, entretenant l'amertume d'être confiné à un minuscule territoire résiduel et d'avoir beaucoup perdu. D'où l'acharnement à défendre cet espace de peuplement arménien continu et homogène qu'est le Haut-Karabagh, avec la conviction que son rattachement à l'Arménie constitue un combat de la dernière chance face à un environnement géopolitique hostile, d'autant que les circonstances qui ont présidé à l'indépendance ont été dramatiques.

Si, en 1918, la réémergence d'une entité étatique indépendante s'est produite dans le chaos de la Première Guerre mondiale, de l'incommensurable traumatisme du génocide et de la disparition du peuplement arménien des provinces occidentales du pays historique, soixante-dix ans plus tard, l'indépendance a été précédée d'une autre catastrophe – naturelle, cette fois –, le terrible séisme de décembre 1988 qui a ravagé le tiers du pays, causé la mort de quelque vingt-cinq mille personnes, laissé sans abri près d'un demi-million d'habitants, et dont les conséquences économiques et sociales se sont ajoutées à celles de la crise générale de la période dite de «transition» postsoviétique, de la «thérapie de choc» du passage à l'économie de marché, sans parler du conflit du Haut-Karabagh, avec son cortège de victimes, de réfugiés, et le blocus instauré par l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Le poids du passé, les pesanteurs de l'héritage soviétique dans le système politique et économique comme dans les mentalités, le contexte de l'accès à l'indépendance ont eu un impact sur les choix politiques et le dilemme «sécurité ou liberté». Fallait-il privilégier la construction d'un État fort, avec un pouvoir autoritaire, une armée puissante, ou, au contraire, prendre des risques, au nom de la liberté recouvrée, pour bien marquer la sortie du communisme, la sortie du totalitarisme? Certes, diverses réformes institutionnelles ont été menées, officiellement en suivant les préceptes des démocraties occidentales. Une nouvelle constitution a été adoptée et même amendée pour limiter le pouvoir présidentiel, le multipartisme a été instauré. Sergueï Kovaliov évoquait l'importance d'élections réellement démocratiques, d'une presse libre, de la liberté de parole. Malgré des améliorations, on est encore assez loin du compte, notamment tant que ce dilemme «sécurité ou liberté» dominera les orientations. Il pèse dans les choix politiques, mais aussi économiques et en matière de politique extérieure. De ce dernier point de vue, l'Arménie a également du mal à définir la menace principale: est-ce la Turquie qui refuse toujours de reconnaître le génocide de 1915, maintient son blocus et, par solidarité avec l'Azerbaïdjan sur la question du Karabagh, n'a pas établi de relations diplomatiques? La Russie, encore puissance hégémonique régionale, à la fois bouclier et couvercle? L'Iran qui représente la seule ouverture au Sud, mais qui est aussi un paria sur la scène internationale? Les républiques voisines de Géorgie et d'Azerbaïdjan, alliées dans leur opposition à la Russie et dans une politique plus atlantiste? De fait, ce qui différencie le plus l'Arménie de ses deux voisines, ce n'est pas tant l'histoire, la civilisation ou la religion. Elles sont issues d'une même aire culturelle et sont passées plus ou moins, surtout durant la période soviétique, par les mêmes péripéties. Hormis des phéno-

mènes importants, bien sûr, comme l'expérience d'un génocide et l'existence d'une diaspora, ce qui les différencie se situe peut-être plus dans la hiérarchie des menaces. Comme les autres «petites» nations qui cherchent à s'affirmer sur la scène internationale, elles ont les mêmes «ennemis», les puissances régionales et/ou internationales pour lesquelles elles continuent de n'être qu'un champ de bataille. Mais l'histoire détermine la perception de la menace, plus ou moins importante, que ces ennemis représentent pour chacune des nations. L'instauration de relations apaisées entre voisins passerait sans doute par une solution fédérale ou confédérale, or celle-ci semble assez lointaine et, malgré les discours sur la nécessité d'une intégration régionale, au moins économique, défendue notamment par l'Union européenne, sur le terrain tout semble être fait pour l'empêcher, car cela préviendrait les ingérences.

Christian Makarian: Pierre Rigoulot, deux mots pour rappeler vos travaux concernant l'Arménie. Indépendamment de vos compétences dans tout ce qui touche au monde excommuniste et ce qui s'est produit depuis, vous avez beaucoup travaillé sur un sujet que Claire Mouradian connaît très bien, puisqu'elle a débuté sa carrière de chercheur sur les mêmes questions: les Arméniens de nationalité française «retournés» au pays. Un thème qui rejoint très vite une problématique fondamentale: le lien entre la république et la diaspora. Que pouvez-vous nous en dire aujourd'hui, à la lumière de vos connaissances?

Pierre Rigoulot: J'avais travaillé sur ce thème à propos des Français au Goulag. Des Français s'étaient en effet retrouvés dans les camps soviétiques et, parmi eux, des Arméniens justement. Ma question, au fond, était: relève-t-on une certaine complaisance envers cet État totalitaire qu'était l'URSS dans la manière dont les différents gouvernements se sont occupés du sort de ces Français détenus ou retenus en URSS? Et, plus largement, a-t-on assez pris en compte la réalité concentrationnaire soviétique? Très rapidement après la révolution bolchevique, un certain nombre d'ouvrages ont paru, y compris en français. Mais il ne suffit pas qu'un livre soit publié: il faut le lire, le comprendre, il faut qu'il fasse l'objet de débats, qu'il soit reconnu, notamment par les universitaires. Néanmoins, il n'y a pas que les livres pour fortifier le savoir et alimenter la mémoire. Un certain nombre d'événements ont eu lieu, qui ont souligné la présence de Français retenus en URSS, notamment celui du 22 mai 1956, à Erevan.

Que s'est-il passé ce jour-là? Remontons quelques mois auparavant, à l'automne 1955: le Parti communiste d'Union soviétique invite le parti socialiste français, la SFIO, à faire une visite en URSS. Au début de 1956, Guy Mollet, le leader de la SFIO, est devenu Premier ministre et, en conséquence, on aura deux voyages: celui d'une délégation de la SFIO et celui du gouvernement. La délégation gouvernementale comprend, entre autres, Guy Mollet et Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères. Guy Mollet rentre assez rapidement en France, mais Christian Pineau poursuit son périple et se rend à Erevan, le 22 mai

1956. L'avion atterrit, le cortège officiel s'organise et la délégation française traverse la ville. Aux alentours de l'aéroport, le convoi est bloqué. Surprise: on entend la *Marseillaise*, on voit des drapeaux bleu-blanc-rouge qui s'agitent, des femmes qui brandissent leur enfant et, parfois, tentent même de le déposer dans la voiture découverte du ministre. « Nous sommes Français! Nous voulons rentrer! Aidez-nous! Au secours!», telles sont quelques-unes des phrases que l'on entend. Des manifestations dans l'Union soviétique des années cinquante, il n'y en avait pas beaucoup, et des manifestations au nom de la France, avec le drapeau français et la *Marseillaise*, encore moins, si c'est possible!

Comment comprendre cette affaire? Celle-ci est, naturellement, répercutée de diverses manières par la presse. Par exemple, *l'Humanité* réduit ces manifestations à quelques demandes de femmes françaises mariées à des Arméniens, qui se sont adaptées plus ou moins bien et ont envie de rentrer en France. Une autre façon d'en parler consiste à dire que ces Arméniens sont des « méridionaux expansifs » et qu'il est sans doute normal qu'ils aient manifesté avec une telle vigueur!

**Christian Makarian:** Beaucoup étaient de Marseille, de Valence...

Pierre Rigoulot: Effectivement. La question revient aussi dans un ouvrage publié en 1957 par Jacques Lanzmann, le parolier de Jacques Dutronc. Un éditeur lui avait proposé d'effectuer une croisière sur la mer Noire et d'en rendre compte. Lanzmann fait escale à Soukhoumi où il rencontre un certain nombre de ces Arméniens qui lui exposent leur situation avec beaucoup de tristesse, beaucoup de regrets de la France et lui demandent d'intervenir. Il est effaré, leurs propos ne correspondent pas du tout au schéma politique qu'il a en tête. Il est, à ce moment-là, membre du parti communiste et il a ce mot étonnant, dans son ouvrage, *Cuir de Russie*: ces gens-là m'ont paru avoir humainement raison, ils se trouvaient malheureux, ils protestaient, ils voulaient rentrer, mais ils avaient historiquement tort.

En d'autres termes, ces gens sont dans un pays qui, du point de vue du sens de l'histoire, a une avance considérable sur le système capitaliste, ils vivent en régime socialiste. On comprend donc mal pourquoi ils veulent revenir en arrière.

Que signifie ce livre? Que signifiaient les articles publiés auparavant? (le compte rendu de la manifestation du 22 mai 1956 était signé d'André Fontaine et d'Édouard Sablier.) Il faut remonter, pour le comprendre, à 1947. Un certain nombre de familles arméniennes se trouvent en France, où elles se sont réfugiées après le génocide; pas seulement en France, d'ailleurs, il y en a un peu partout, notamment sur le pourtour de la Méditerranée. On en compte quelque cent mille du côté de la Syrie et du Liban, à peu près autant en Iran, autant en Égypte. En France, on en dénombre environ quatre-vingt-mille.

Or, en 1947, un appel est lancé pour qu'ils rejoignent la «mère-patrie», qu'ils aident à reconstruire ou à construire la république soviétique d'Arménie. Un décret de 1945 du

Soviet suprême autorise leur venue. En France, huit mille, soit à peu près 10 % de la population arménienne française, se portent volontaires. En 1947, un peu plus de quatre mille et, en 1948, un peu plus de trois mille, s'embarquent sur un navire soviétique. Beaucoup sont des artisans qui laissent énormément de choses en France, mais emportent également leurs machines, une partie de leurs biens, leur savoir-faire, surtout, et leur famille.

La manifestation d'Erevan, que nous avons évoquée, date de 1966. Mais il fallut moins de dix ans aux Arméniens venus de France pour prendre conscience de la gravité de leur décision, du poids de leurs illusions sur le petit paradis soviétique qui les attendait et qu'ils devaient contribuer à rendre plus heureux encore. Certains, assez nombreux, tentèrent de protester ou essayèrent de rejoindre des ambassades étrangères, en particulier à Moscou. Ils furent arrêtés. Je pense, notamment, à Armand Maloumian qui, bien plus tard, dans les années soixante-dix, publiera sur son expérience un ouvrage intitulé *Les Fils du Goulag* <sup>[3]</sup>. Maloumian aura passé plusieurs années dans les camps, entre autres, à Vorkouta.

Certains de ces Arméniens tentent de fuir, parfois via la Turquie, ce qui, reconnaissonsle, est très significatif. Et voici que, par la radio, dont Radio Monte-Carlo que l'on parvient – discrètement – à capter, on apprend la venue à Erevan du ministre français des Affaires étrangères. Alors, dans la nuit qui précède, en grand secret, on prépare la manifestation, on coud des drapeaux, on discute de la façon dont on va s'y prendre. La suite, vous la connaissez...

L'événement attire l'attention, non seulement des autorités soviétiques, mais, au-delà des frontières, en France même, sur le sort de ces Arméniens en même temps que sur la nature de la vie que l'on mène en Union soviétique. Bien sûr, nous sommes en mai 1956, le xxe Congrès du parti communiste soviétique a eu lieu, dénonçant une partie des crimes de Staline. Néanmoins de l'Union soviétique, de son niveau économique, des libertés qui sont bafouées, on ne sait pas grand-chose et, tout bien considéré, cette manifestation d'Arméniens ouvre une des premières brèches dans la connaissance qu'on a, au moins après-guerre, de l'Union soviétique. On avait bien appris un certain nombre de choses sur ce qui se passait là-bas, mais même les grands procès, au fond, même les horreurs commises par Staline avaient été en quelque sorte gommés, blanchis, du fait de la lutte et de la victoire de l'Union soviétique sur le nazisme. Dans cette URSS victorieuse dont les démocraties occidentales avaient été les alliées, beaucoup voulaient voir quelque chose comme un genre de démocratie, certes un peu différente, mais à tout le moins une démocratie et un pays plein d'avenir. D'une certaine façon, cette manifestation de mille ou mille cinq cents Arméniens sur les huit mille qui, en 1947, étaient partis pleins d'illusions, exprimait quelque chose que l'on ne savait pas ou mal: l'URSS était un endroit qu'il valait mieux quitter à tout prix!

3. Presses de la Cité, 1976.

2102 NIUL

Christian Makarian: Et qu'en est-il advenu?

**Pierre Rigoulot:** Des négociations ont été menées avec la direction soviétique: nous n'étions plus sous Staline et il y a eu de véritables négociations! Petit à petit, la plupart de ces gens sont rentrés. Bien sûr, il y a eu encore assez longtemps des cas particuliers: un certain Jean Der Sarkissian, rentré en France en 1987 seulement, mais, dans l'ensemble, on peut dire que, sous l'influence de cette manifestation et sur l'insistance de Christian Pineau auprès, entre autres, de Vinogradov<sup>[4]</sup>, 90 % de ces Arméniens d'origine française sont rentrés.

Christian Makarian: Il faut rendre hommage au travail effectué par les diplomates français en URSS. Pendant, non pas des décennies mais presque, ils ont constamment œuvré et relancé les autorités soviétiques sur ce dossier, jusqu'à ce que, vous venez de le dire, 90 % de ces Arméniens rentrent en France.

Pierre Rigoulot: Le plus émouvant, dans cette histoire, c'est qu'au fond, on comprend assez bien la joie de ces gens au départ. Elle ne s'explique pas seulement par les illusions qu'ils se faisaient sur l'URSS, mais aussi par les difficultés rencontrées en France où l'on venait à peine d'en finir avec les tickets de rationnement. Sur les bateaux en partance, les Arméniens, persuadés qu'ils se rendaient dans un pays bien plus évolué que la France, jetaient leur pain blanc aux amis qui leur disaient adieu depuis le quai.

Christian Makarian: À bord, les premiers jours, on leur a servi du caviar, de la vodka et tout ce qu'il fallait. Puis, une fois dans la mer Noire, on les a dépossédés méthodiquement de tous leurs objets de valeur. On leur a pris jusqu'à leurs montres-bracelets. Au demeurant, ils ont donné volontiers tous leurs biens, parce qu'ils pensaient que c'était ce qu'il fallait faire.

Un grand merci, Pierre Rigoulot, pour ce témoignage, à la fois émouvant et très significatif, que vous avez su replacer dans une perspective historique globale. Vous avez souligné, à juste titre, le fait que c'est une sorte de premier témoignage en France de ce qu'ont été les crimes du stalinisme. Un film de cette manifestation existe, très bref, quelques dizaines de secondes: une foule surgit de nulle part; la voiture de Christian Pineau arrive, elle est effectivement décapotable, mais les vitres en sont remontées sur le côté, ce qui ne la rend pas tout à fait accessible. Soudain, à un carrefour, des gens se précipitent de toutes parts vers la voiture, avant d'être écartés par la milice. Néanmoins, pendant quelques secondes, ils sont là et l'on aperçoit, effectivement, le drapeau français. Ce film existe, il a été mis sous le boisseau pendant très longtemps, pour finir par être

<sup>4.</sup> Sergueï Vinogradov, ambassadeur d'URSS en France de 1953 à 1965.

diffusé à la télévision, dans le cadre d'une émission consacrée à ce sujet. Je crois qu'il dure trente ou quarante secondes.

**Pierre Rigoulot:** Puisque vous parlez de film, il y en a un qui s'intitule tout simplement *Des Français au Goulag*, de Thibaut d'Oiron, dans lequel, justement, l'épisode du départ des Arméniens est évoqué par l'un d'eux, Lazare Injeyan, dont nous avons publié les souvenirs dans notre revue *Histoire & Liberté*, *Les Cahiers d'Histoire sociale*<sup>[5]</sup>.

Christian Makarian: Un détail historique, encore: quand cette décision de Staline est prise en 1945, la Russie est à l'apogée de son prestige; elle est victorieuse, elle a écrasé l'Allemagne et le nazisme, cela explique beaucoup de choses. En France, le parti communiste atteint des sommets, ce qui inquiète terriblement le général De Gaulle et bien d'autres, y compris à la SFIO: le danger de voir le pays devenir communiste est réel. C'est dire la puissance soviétique à ce moment-là. Enfin, dernière précision, Staline n'a pas fait cela qu'avec des Arméniens, il a essayé avec des Russes «blancs» et d'autres minorités, mais cela n'a pas fonctionné aussi bien, pour la raison que Claire Mouradian a exposée précédemment: le trauma national arménien est très spécifique et le «retour» au pays représentait quelque chose de bien plus fort.

Pierre Rigoulot: Ailleurs dans le monde, d'autres pays communistes l'ont fait, un peu plus tard. Je pense à la Corée du Nord qui a invité les Coréens émigrés au Japon à rejoindre leur paradis. Inutile de vous dire que la surprise a été encore plus grande que pour les Arméniens.

Un intervenant: Il a été question de la diaspora tout à l'heure, de sa partie la plus importante qui réside dans la Fédération de Russie. Est-elle bien intégrée? A-t-elle des problèmes avec les autorités?

Christian Makarian: Très bonne question. Je vais essayer de grouper les interrogations pour gagner du temps, afin que nous puissions répondre de façon plus satisfaisante.

Claire Mouradian, une question, donc, sur le sort des Arméniens dans la Fédération de Russie, et une autre sur la hiérarchie des menaces du point de vue arménien.

Claire Mouradian: La communauté arménienne de Russie est très ancienne: dès le Moyen Âge, il y avait des marchands arméniens à Moscou, par exemple. Aux colonies

<sup>5.</sup> N° 16 à 18, 2000-2001. Consultable sur le site www.souvarine.fr.

marchandes, s'est ajoutée la population arménienne des régions successivement annexées par l'empire russe: Crimée, Caucase, jusqu'aux provinces orientales de l'Arménie. Les grandes métropoles impériales ont également accueilli des migrants intellectuels ou économiques – un phénomène qui a commencé sous l'ancien régime et s'est accentué à l'époque soviétique. Les migrations de travail – parfois «volontaires-obligatoires», comme lors de la campagne des «terres vierges», ou saisonnières classiques des pays de montagne vers des zones d'emploi – se sont amplifiées depuis l'indépendance, la crise, la désindustrialisation du pays. En vingt ans, entre un million et un million et demi de personnes (sur une population d'un peu plus de trois millions) ont quitté le pays pour l'Occident (Europe, États-Unis), mais, plus encore, pour la Russie ou d'autres républiques de l'ancien espace soviétique (Ukraine, Asie centrale, pays baltes). Beaucoup se retrouvent, en fait, dans le Caucase du Nord (Krasnodar, Stavropol), à Rostov-sur-le-Don, aussi, où existaient d'anciennes communautés. La greffe ne prend pas toujours facilement dans un contexte de tensions, de montée du nationalisme russe, de guerre (Tchétchénie). Avec les Russes, les relations sont parfois comparables à celles des Algériens ou d'autres anciens colonisés venus travailler en France après l'indépendance. Les rapports ne sont pas non plus toujours simples entre nouveaux-venus et anciennes communautés arméniennes – le phénomène n'est pas propre à la Russie, on le retrouve en France, aux États-Unis... En France, par exemple, c'est une nouvelle strate qui s'ajoute à d'autres vagues migratoires (depuis l'arrivée massive des Arméniens au lendemain de la Première Guerre et du génocide, il y a eu aussi la vague de l'après-Seconde Guerre, au fil des crises du Proche et Moyen-Orient) et entraîne une confrontation entre des modes de vie, des mentalités, des adaptations forgées dans les premiers pays d'accueil, une remise en question de l'identité, de la respectabilité acquise.

Pour en revenir à la Russie, les hommes, en général, partent d'abord seuls; la famille les rejoint souvent, à moins qu'ils ne se dotent d'une nouvelle famille et n'abandonnent la première, avec tout ce que cela implique comme effets sociaux dans le pays d'origine. Les migrations saisonnières deviennent souvent définitives. Dans le pays d'accueil, ces gens sont, comme les autres «bronzés» du Midi – Caucasiens, Centrasiatiques..., élégamment surnommés «culs noirs» –, en butte à des discriminations, voire des attaques racistes, même s'ils ne sont pas visés spécifiquement comme arméniens et malgré l'alliance stratégique officielle conclue entre la Russie et l'Arménie. De ce fait, d'ailleurs, l'Arménie hésite à protester contre les crimes racistes. Sa politique publique à l'égard des migrations est, en outre, très ambiguë. Certes, les départs sont déplorés, car ils dépeuplent et affaiblissent le pays, sans compter qu'on assiste, là aussi, à une «fuite des cerveaux». C'est un leitmotiv du discours national depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. En conséquence, les chiffres du recensement sont sujets à caution, car on comptabilise aussi les migrants temporaires, même si leur séjour est sans limite. L'Agence des Migrations et le ministère de la Diaspora multiplient officiellement les efforts pour le retour. En même temps, l'émigration présente des avantages: ce

sont autant de mécontents potentiels – donc, d'opposants – qui partent, tandis que les transferts financiers de ces migrants pour aider leurs familles restées au pays représentent un apport non négligeable (plus de 2,5 milliards, soit l'équivalent du budget de l'État) et un facteur amortissant les tensions sociales.

On peut voir, par exemple, sur le site web «Back to Armenia»<sup>[6]</sup> de l'Agence des Migrations, des documents et films de propagande encourageant le retour (comme lors du «rapatriement» de 1947), mais on édite aussi de petites brochures de conseils aux migrants, on conclut des accords avec l'Agence des Migrations de Russie, ce dernier pays ayant besoin de main-d'œuvre.

Pour répondre à la question sur la hiérarchie des menaces, on peut dire qu'officiellement l'Arménie a de très bonnes relations avec la Russie; elle en est un partenaire stratégique, elle a signé, depuis le début, tous les traités collectifs de sécurité, tous les accords militaires, les accords de coopération. Les échanges, économiques et autres, sont nombreux. Il n'y a pas de russophobie en Arménie, ce qui ne signifie pas une absence de lucidité sur le rapport de dépendance et l'éventuelle fragilité du soutien russe. Toutefois, l'ennemi principal reste la Turquie: cela s'explique par l'histoire autant que par l'attitude actuelle de ce pays. Lors du mouvement d'émancipation nationale et démocratique qui suivit la fin de l'URSS, Levon Ter Petrossian, qui allait devenir le premier président de l'Arménie postsoviétique, affirmait que c'était la marque d'un pays indépendant que de n'avoir pas « d'amis ou d'ennemis éternels ». Implicitement, cela traduisait une volonté de se démarquer de l'idée qui avait présidé à la soviétisation et à l'acceptation de celle-ci pendant soixante-dix ans, à savoir: «Mieux vaut les Russes que les Turcs». De plus, le rétablissement de relations avec la Turquie n'était pas conditionné à la reconnaissance du génocide. Or, cette «main tendue» n'a pas été saisie. Si la Turquie a reconnu l'indépendance de l'Arménie, elle n'a toujours pas instauré de relations diplomatiques; elle maintient sa frontière fermée depuis 1993 (même si son franchissement est contourné via la Géorgie), a agité des menaces d'intervention armée lors de la phase active du conflit du Karabagh, et poursuit avec détermination sa politique négationniste. La tentative récente de rapprochement par la «diplomatie du football »<sup>[7]</sup> et la signature de protocoles<sup>[8]</sup> – d'aucuns y voient l'œuvre des Américains et des Européens; pour ma part, je crois qu'il s'agit d'une réactualisation de l'axe Ankara-

2102 NIUL

<sup>6.</sup> http://www.backtoarmenia.com/?page=ma&hcat=85&l=eng

<sup>7.</sup> Malgré l'absence de relations diplomatiques, le président turc Abdullah Gül s'était rendu à Erevan, à l'invitation de son homologue arménien, Serge Sarkissian, en septembre 2008, pour assister au match de football Arménie-Turquie dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du Monde 2010.

<sup>8.</sup> Appelés aussi «feuille de route» ou «double protocole», ces textes ont été signés dans la nuit du lundi 31 août au mardi 1<sup>er</sup> septembre 2010, à Berne, entre les ministres des Affaires étrangères arménien et turc, en présence de représentants diplomatiques de la Suisse, des États-Unis, de la France et de la Russie. Ils portent sur l'instauration de relations diplomatiques entre les deux pays et sur le développement de relations bilatérales.

Moscou – n'a pas abouti. Les protocoles ont suscité une forte opposition au sein de la diaspora, ainsi, d'ailleurs, qu'en Arménie: la partie turque les a utilisés, dans le conflit du Haut-Karabagh, pour faire pression en faveur de l'Azerbaïdjan, ainsi que pour défendre l'idée d'une commission d'historiens chargée de discuter de la réalité du génocide. Au bout du compte, ils n'ont pas été ratifiés.

La Turquie apparaît donc, pour l'Arménie, comme l'ennemi principal, suivi par l'Azerbaïdjan. Dans ce dernier pays, l'Arménie occupe la première place avec la Russie, suivie, sans doute, par l'Iran. Pour la Géorgie, la Russie arrive également en tête, précédant peut-être l'Iran et la Turquie. L'Azerbaïdjan, néanmoins, ne voit pas nécessairement la Turquie comme un ami absolu. Certains rechignent, en effet, à troquer un «grand frère» contre un autre, comme ce fut le cas lors des premières indépendances où l'occupation turque de Bakou ne laissa pas que de bons souvenirs. Finalement, les intérêts des forces kémalistes l'emportèrent sur le soutien aux «frères azéris», au profit du pouvoir bolchevique qui offrait armes et munitions pour le combat prioritaire contre l'Entente. Par ailleurs, l'adage: «les ennemis de mes ennemis sont mes amis» n'a pas forcément fait ses preuves. Ainsi, contre l'ennemi n° 1 russe, l'ami occidental américain n'a pas apporté à la Géorgie le soutien attendu lors de la guerre d'août 2008. Quant à l'Europe, considérée comme une issue à l'emprise des «empires» régionaux, elle n'est pas toujours sans ambiguïté non plus. Ainsi, dans les accords signés par l'Union européenne avec chacune des républiques du Caucase du Sud pour les aider à devenir des oasis de prospérité, des phares de la démocratie, des havres de tolérance et j'en passe, on trouve tout et son contraire. Par exemple, sur la question du soutien en vue de trouver une solution au conflit du Haut-Karabagh, l'accord passé avec l'Arménie stipule que cela se fera conformément au principe d'auto-détermination des peuples, tandis que celui signé avec l'Azerbaïdjan mentionne le respect des résolutions de l'ONU, c'est-à-dire, implicitement, le respect des frontières. L'ambiguïté contribue à entretenir le conflit plutôt qu'à le résoudre.

Christian Makarian: Je vais tenter de répondre à mon tour, en tant que journaliste, autrement dit en simplifiant. Chacun de ces trois pays a, premièrement, un contentieux historique avec son voisin direct. C'est une situation d'une rare absurdité, mais c'est ainsi. Deuxièmement, chacun a sa bête noire, à des degrés divers, bien sûr: ni les Géorgiens ni les Azéris n'ont eu à subir un génocide. Pour la Géorgie, c'est la Russie; pour l'Arménie, c'est la Turquie; et pour l'Azerbaïdjan, c'est l'Iran, parce qu'il y a, en Iran, une forte minorité azérie qui n'est pas toujours bien traitée et que, pour les Iraniens, les Azéris sont une obsession. Pierre Rigoulot, vous souhaitiez ajouter quelque chose?

**Pierre Rigoulot:** Je voulais simplement poser une question à Claire Mouradian: à côté de cette grosse émigration, y a-t-il une petite immigration en Arménie?

Claire Mouradian: Il y a eu quelques dizaines, voire quelques centaines de personnes de la «diaspora extérieure» (à l'ancien espace soviétique) qui sont allées se mettre au service de l'État, au début, ou qui ont acheté des commerces, lancé des entreprises de service ou industrielles, acquis des appartements pour y passer leurs vacances ou leur retraite. Il y a beaucoup de tourisme, mais peu d'installations définitives. Quant aux migrants de travail, en 2005, avec l'embellie temporaire de l'économie et la stabilisation politique, certains sont revenus. Le solde migratoire avec la Russie est même devenu positif en faveur de l'Arménie. Mais, dès 2008, les départs ont repris et se montent à environ cinquante mille par an.

Christian Makarian: Je crois qu'il est très important de revenir sur un point, en ce qui concerne les relations entre la Russie et l'Arménie. Il y a deux strates: l'ancienne, avec nombre de professeurs d'Université de l'époque soviétique qui sont des Arméniens intégrés. Le chef de l'administration du ministère des Affaires étrangères est arménien. Ce sont là des vestiges du système soviétique. L'intégration est très forte. Et je ne parle pas des artistes, des professeurs de piano, des musiciens... Dans ce cas de figure, les Arméniens jouissent, auprès des Russes, d'une image extrêmement positive; c'est peut-être même le peuple le plus proche parmi ceux de l'ancien empire tsariste et de l'URSS. Et puis, il y a la vague dont a parlé Claire, celle des travailleurs immigrés, comme on dit en français. Cette fois, le rejet est important, il va parfois jusqu'au racisme, parce que la Russie elle-même perd sept cent mille habitants par an, c'est un pays en voie de liquéfaction, d'après les démographes. Il faut, toutefois, se méfier des démographes, car ils sont régulièrement démentis. Mais, effectivement, si tout continue comme cela, en 2050, il y aura plus d'habitants en Allemagne qu'en Russie, or, vous avez vu la taille de la Russie: sa frontière s'arrête au Japon. Imaginez cet ensemble vide face à une Chine surpeuplée, imaginez les bouleversements géostratégiques que cela implique. C'est une obsession pour les Russes, une obsession pour Vladimir Poutine, on trouve constamment cette inquiétude dans son discours et ses raisonnements. Comment endiguer ce phénomène? Les Russes essaient, ils ont ralenti le processus, sans pourtant l'arrêter. Dans ce contexte, il est évident que les tensions avec les populations immigrées originaires du Caucase s'accroissent. Il y a aussi des rivalités économiques, la crise actuelle n'améliore pas les choses...

**Un intervenant :** Claire Mouradian n'a pas du tout fait allusion au quartier arménien de Jérusalem...

Christian Makarian: Ce n'était pas son sujet.

Un intervenant: C'est, malgré tout, un quartier arménien.

**74** JUIN 2012

Christian Makarian: En effet, c'est la convention des lieux saints qui a entériné le fait au XIX<sup>e</sup> siècle, mais c'est beaucoup plus ancien. La présence des Arméniens à Jérusalem est attestée par des documents et une mosaïque du v<sup>e</sup> siècle. En outre, un philologue a découvert, très récemment, une lettre d'un empereur byzantin traduite en arménien; elle remonte aux années 350, donc, juste après Constantin. Cela signifie qu'il y avait, dès cette époque, une présence arménienne très importante à Jérusalem.

L'une des explications possibles est que les Arméniens, au 1<sup>er</sup> siècle avant Jésus-Christ, ont eu un empire, sous le règne de Tigrane le grand. «Empire» entre guillemets, car il a été éphémère – une tache sur la carte, qui s'est aussitôt résorbée, disons un point d'avancée qui a atteint Jérusalem et Damas. Là, il y a eu vraisemblablement une implantation très importante de foyers arméniens, et cela a continué depuis.

Ce que je peux vous dire, c'est qu'à l'entrée du quartier arménien, il y a, sur une pierre, une inscription en arabe signée de Saladin lui-même, à l'époque où il expulsait les Croisés, les Francs, reprenant définitivement Jérusalem. Saladin, qui était kurde, d'une région que l'on pourrait appeler l'Arménie «historique», la grande Arménie en tout cas, a édicté un décret de protection des Arméniens de Jérusalem et il a confirmé, lui le conquérant musulman, qu'il était interdit de toucher à ce quartier. Vous connaissez la situation actuelle, cela représente un tiers des lieux saints, ce qui n'est pas sans poser d'énormes problèmes.

Un intervenant: Mais il n'y a pas de relations avec l'Arménie?

Claire Mouradian: L'Arménie a toujours des relations via les individus, les familles, mais aussi les organisations. Très tôt, l'Arménie a tenté d'annexer la diaspora, de la mettre à son service, de lutter contre les oppositions dans l'émigration; cela remonte aux années vingt, en tout cas pour l'opposition indépendantiste au pouvoir bolchevique. Depuis l'indépendance, elle essaie d'y trouver des relais d'influence ou un soutien financier, diplomatique, un porte-parole, etc. Il y a des relations dans ce sens avec l'ensemble des communautés, plus particulièrement avec celles situées dans une zone stratégiquement importante pour le pays. À l'époque soviétique, c'était encore plus vrai dans le cas des pays situés sur les terrains d'affrontement de la «guerre froide»: Jérusalem, le Liban, la France, les États-Unis. Depuis la fin de l'URSS, la visée est plus nationale qu'inscrite dans la confrontation Est/Ouest.

La communauté de Jérusalem, effectivement très ancienne, s'est agrandie après le génocide, mais a subi, depuis la Seconde Guerre mondiale, tout l'impact des conflits locaux. Et les dernières années n'ont pas été très fastes. Symboliquement, la juridiction arménienne sur une partie des lieux saints lui confère une place importante. Et la position d'Israël sur l'échiquier géopolitique n'est pas à démontrer ici. Les relations sont, cependant, moins intenses qu'avec la communauté de France, des États-Unis ou de Russie.

Toutefois, à travers le patriarcat arménien, c'est un des pôles de la vie religieuse et de la relation entre les différents sièges de l'Église dont l'éclatement reflète celui du monde arménien et l'état des liens, celui des tensions régionales.

On compte deux patriarcats aujourd'hui: celui de Constantinople, autrefois central mais n'ayant plus de juridiction que sur les cinquante mille à soixante mille Arméniens d'Istanbul et du reste de la Turquie; celui de Jérusalem dont on vient d'évoquer la situation, à laquelle il faut ajouter que sa richesse mobilière et immobilière, comme la localisation du quartier arménien de la vieille ville, est au centre de convoitises. Il y a, également, deux catholicosats, le plus ancien, à Etchmiadzine, près d'Erevan, qui jouit d'une primauté d'honneur, et celui établi dans la capitale du dernier État arménien, le royaume de Cilicie, à Sis, réfugié, après le génocide, en Syrie, puis au Liban, à Antélias. S'il a un territoire juridictionnel plus limité, il a représenté, pendant toute la période soviétique, un siège indépendant de l'État arménien qui alla jusqu'à provoquer un schisme dans l'Église (1956) pour tenter en vain de le contrôler en imposant son candidat aux élections catholicossales. Ces sièges peuvent donc constituer des enjeux en fonction du contexte géopolitique.

Christian Makarian: La question pourrait redevenir d'une grande actualité si, comme on l'entend dire – du moins par le ministre israélien des Affaires étrangères, l'inénarrable Avigdor Lieberman – Israël envisageait un jour la reconnaissance du génocide arménien, compte tenu de la dégradation très préoccupante de ses relations avec la Turquie. Il pourrait y avoir une alliance de revers et, là, peut-être que le patriarcat arménien retrouverait une place centrale. À l'heure actuelle, il souffre de la politique des autorités israéliennes qui se traduit en termes, non pas religieux, mais territoriaux, d'implantation d'hectares au sol. De nombreux Israéliens veulent récupérer les lieux saints chrétiens et rachètent les bâtiments.

Claire Mouradian: Au XVII<sup>e</sup> siècle, pour pallier son manque de ressources du fait de l'arrêt d'une partie des pèlerinages arméniens – ceux en provenance des provinces orientales, rattachées à la Perse lors des guerres ottomano-persanes –, le patriarche avait entrepris d'acquérir des terres hors les murs, mises en fermage, ainsi que des immeubles mis en location, qui, aujourd'hui, représentent un patrimoine important et convoité.

Un intervenant: J'ai deux questions. La première concerne les atouts économiques, mais aussi humains: quelles sont, actuellement, les perspectives de cette Arménie sur laquelle pèse une succession de drames et d'échecs? La seconde a trait à l'hétérogénéité, la diversité et l'instabilité de la Géorgie et de sa population: en quoi peuvent-elles représenter un danger pour l'Arménie et les Arméniens?

210S MIUL

Claire Mouradian: Les ressources en matières premières sont très limitées. Celles en matière grise sont en train de disparaître avec l'émigration. On peut citer quand même l'eau, le nucléaire avec la réouverture de la centrale, le tourisme, quelques industries de transformation. On table beaucoup sur les technologies de pointe. L'enclavement du pays constitue néanmoins un handicap important: les voies de transit passent par l'Iran ou la Géorgie. Avec ce dernier pays, les relations sont compliquées du fait de la présence d'une importante minorité arménienne à Tbilissi et, plus encore, à la frontière avec l'Arménie; après les conflits avec l'Abkhazie et l'Ossétie, les autorités géorgiennes sont méfiantes. Jusqu'à présent, Erevan s'est abstenue d'encourager les revendications d'une plus grande autonomie de la région d'Akhalkalaki (Djavakhétie), à près de 90 % arménienne, et a refusé de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, comme l'y poussait Moscou. Néanmoins les relations sont aigres-douces, malgré une vieille histoire commune, des dynasties régnantes - les Bagratides - issues d'une même famille, la présence des Arméniens à Tiflis/Tbilissi dès la fondation de la ville et leur rôle éminent jusqu'à l'indépendance de 1918-1920 où ils ont fait les frais de la politique de nationalisation de la capitale. Un des facteurs de tension réside, nous l'avons dit, dans un positionnement différent vis-à-vis de la Russie.

## **DÉMOCRATIE**

## Droits de l'Homme et œuvre de mémoire

avec Sergueï Kovaliov, André Glucksmann et Grigori Chvedov, débat animé par Galia Ackerman.

Galia Ackerman: Nous avons pour ce débat des intervenants de très grande qualité. On ne présente plus le philosophe français André Glucksmann. Grigori Chvedov est rédacteur en chef du Nœud Caucasien, un site consacré au Caucase, en particulier au Caucase du Nord, site qui existe depuis plusieurs années et fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. C'est la source d'information la plus importante pour tout ce qui se passe dans la région. Sergueï Kovaliov, lui, est un très célèbre dissident qui a passé, au total, treize ans en prison et en relégation à l'époque soviétique. Il a été président de la Commission des Droits de l'Homme, près le président de la Fédération de Russie Boris Eltsine, fonction qu'il a quittée en signe de protestation contre la première guerre de Tchétchénie. J'ai travaillé, pour ma part, pendant un quart de siècle comme journaliste, mais je suis également essayiste et traductrice. J'ai traduit une soixantaine d'ouvrages, dont ceux d'Anna Politkovskaïa.

J'entrerai dans le vif de notre sujet en déplorant le petit nombre d'écrits qui tentent d'analyser l'action des dissidents à l'époque soviétique: ont-ils joué un rôle dans l'éclatement de l'Union soviétique et la chute du régime communiste, et, si oui, lequel? Je pense que l'analyse la plus profonde a été donnée dans un livre de dialogue entre André Glucksmann et Elena Bonner qui, malheureusement, nous a quittés. Ce dialogue s'est déroulé sur une semaine à Boston, par mon truchement. Le titre de l'ouvrage, Le Roman du Juif universel, est peut-être un peu trompeur. Il a été choisi pour la simple raison que les deux auteurs ont des origines juives et que tous deux ont œuvré universellement en faveur des Droits de l'Homme. La moitié de ce livre est consacrée à leur propre expérience et à une analyse de ce qu'était la dissidence.

Après Elena Bonner, Sergueï Kovaliov est probablement le doyen, avec Lioudmila Alexeïeva, de la communauté dissidente de l'époque soviétique. Ils sont encore très actifs aujourd'hui. Je demanderai d'abord à Sergueï Kovaliov quel a été, pour lui, le rôle de la

dissidence à l'époque soviétique. Celui-ci a-t-il été considérable dans l'effondrement du système communiste?

Sergueï Kovaliov: Je pense que notre rôle, non seulement en Russie mais dans le monde entier, a été vraiment remarquable, important, mais jamais direct. On affirme souvent que les hommes qui ont fait la perestroïka – Gorbatchev, Iakovlev, Chevardnadze – connaissaient, entre autres, le samizdat<sup>[1]</sup>, qu'ils auraient été influencés par leurs condisciples tchèques à l'Université. Pour moi, il s'agit d'un mythe. Nous-mêmes espérions, bien évidemment, que nos prises de positions auraient, un jour ou l'autre, des conséquences positives sur ce qui se passait dans le pays. Mais quand? Quelqu'un a demandé, une fois, à Andreï Sakharov s'il s'attendait à des changements en URSS; il a répondu: «Non, pas dans un laps de temps prévisible!» Le journaliste occidental qui l'interviewait a poursuivi: «Dans ce cas, pourquoi faites-vous ce que vous faites?» L'Occident, très pragmatique, veut toujours voir les résultats de ses efforts. Sakharov a réfléchi quelques instants et répondu: «Que sait faire l'intelligentsia? Une seule chose: construire des idéaux. Il est important qu'il y ait des gens pour cela.» Dans notre groupe d'activistes, nous étions tous prêts à payer d'emprisonnement notre droit à la dignité. Nous n'acceptions pas de nous mettre à genoux devant ce système.

Je voudrais aussi souligner que la dissidence s'est développée en URSS de manière totalement apolitique; nous ne songions pas à la politique, nous songions aux droits, à des questions morales et au fait qu'il fallait dire la vérité, tout simplement. C'était la honte qui nous obligeait à avancer. Nos contemporains, et bientôt amis, d'Europe de l'Est pensaient, eux, à la politique et leurs efforts visaient un but précis. Tout bien considéré, ces deux destins, en parallèle, avaient leurs avantages.

Notre position était donc: pas de politique! Même quand j'ai été président d'une commission parlementaire, après toutes mes années de prison et de relégation, je continuais à dire: je ne fais pas de politique. Les dissidents polonais ou tchèques avaient un tout autre discours. Cette attitude a été une de nos erreurs: nous étions un peu comme Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir. Nous avions des revendications d'ordre politique, tout en continuant à dire, avec un entêtement extrême, que ce n'était pas de la politique.

En quoi notre rôle a-t-il été essentiel, bien qu'indirect? L'impact que nous souhaitions avoir est devenu réalité, il a pris corps grâce à la société civile occidentale que nous autres, dissidents, sommes parvenus à réveiller, après plusieurs décennies d'hibernation durant lesquelles, ici, on ne voulait pas voir ce qui se passait en Union soviétique.

1. Autoédition de textes circulant sous le manteau.

2012 AIUL



Grigori Chvedov (avec son interprète) et André Glucksmann

Galia Ackerman: André Glucksmann a été l'un des premiers, à la lecture de L'Archipel du Goulag d'Alexandre Soljénitsyne, à comprendre que tous les Goulags du monde se valaient et que les idéaux communistes ne les justifiaient pas. Il a été, probablement, le premier à entendre les dissidents.

**André Glucksmann:** À la question «Qu'a été la dissidence et qu'est-elle aujourd'hui?», je donnerai trois réponses.

Premièrement, c'est un immense événement spirituel. Pour donner un exemple, je me souviens d'une séance du Soviet suprême à l'époque de Gorbatchev, retransmise y compris par la télévision française. Gorbatchev parlait à la tribune quand, soudain, a jailli comme un beau diable du fond de la salle, Sakharov qui a contredit le Secrétaire général. Voilà l'événement-type qui montre ce que signifie la dissidence: quelque chose que l'on peut traduire comme la séparation du politique et du spirituel ou la séparation, dans la tradition, de César et du pouvoir spirituel, Dieu... Un événement fantastique en Russie puisque Lénine, Staline, Trotski, les opposants et la suite, tous identifiaient le politique et le débat intellectuel, or, tout à coup, on a eu une séparation. Les simples citoyens n'étaient plus privés du pouvoir intellectuel de remettre tout en question, même le pouvoir politique. Il faut rappeler que, quand Khrouchtchev révélait une partie des crimes de Staline, il était celui qui critiquait mais il était aussi le Secrétaire général, en d'autres termes celui qui

donnait le pouvoir de critiquer et qui jugeait les critiques. Cette identité de Dieu et de César qui a marqué, d'abord le tsarisme, ensuite le communisme, et qui, sous une forme comique, marque encore Poutine, cette identité-là a été brisée par la dissidence qui a déclaré: le pouvoir de penser et de discuter concerne toute la société et dépend de chaque individu. C'est donc un événement spirituel fondamental.

Deuxièmement, c'est un événement géopolitique. On oublie ou on ne remarque pas que la transformation de l'Europe en moins d'un demi-siècle a été énorme: disparition de l'emprise du soviétisme à l'Est et, à la même époque, disparition des vestiges du fascisme en Espagne, au Portugal et en Grèce. Une révolution! En quoi est-ce une révolution? La révolution, c'est le passage d'un ancien régime à un nouveau, radicalement différent. Cela vaut, évidemment, pour toute l'Europe de l'Est, jusqu'aux frontières de la Russie. Une révolution fantastique, que personne n'aurait prévue en 1945, en 1950, en 1960... C'est une révolution tout à fait nouvelle, aussi, sans grand bain de sang, sans petit parti prenant le pouvoir, sans preuve par les massacres. Une révolution de la majorité en faveur de la majorité. Une vraie nouveauté par rapport, notamment, au schéma léniniste. Voilà le deuxième point: une transformation de l'Europe que l'on ne pouvait prévoir, grâce à la dissidence.

Troisièmement, il s'agit d'un mouvement mondial. Aujourd'hui, les attaques contre le despotisme au Sud de la Méditerranée se réclament encore de la dissidence. Rappelons que la révolte en Iran, il y a deux ans, n'a pas brûlé des drapeaux américains ou israéliens comme au temps de Khomeiny, mais les drapeaux de la Russie et de la Chine, parce que la Russie et la Chine soutiennent les despotismes. On a là l'extension au niveau du globe d'un mouvement de dissidence né en Russie, né en Europe. Je note, ici, que la dissidence n'est pas la victoire immédiate ou l'échec absolu; la dissidence en Europe, c'est d'avancer d'échec en échec. Elle a commencé par la révolution des maçons de la Stalinallee à Berlin, en 1953: échec, répression, détente; Budapest, en 1956: de nouveau, échec, répression sanglante; le printemps de Prague, en 1968: encore une fois, intervention de l'armée soviétique et autres; la révolution de Solidarnosc, un syndicat qui, comme les dissidents, ne dépendait pas du pouvoir: de nouveau, la prison... Et, à la fin, d'échecs en échecs, le mur est tombé et ce mouvement continue en Ukraine, en Géorgie où, pour l'instant, il est vainqueur. Nous avons donc là quelque chose qui gagne le Sud de la Méditerranée, qui gagne aussi la Chine... N'oublions pas que le prix Nobel de la Paix a été décerné à l'un des signataires de ce qui s'appelle la charte 08; or, c'est la reprise de la charte 77 de Vaclav Havel et des dissidents tchèques. Bref, un mouvement d'envergure mondiale se déploie, qui échappe visiblement à notre attention d'Occidentaux. C'est assez regrettable, parce que cela permettrait de penser le monde autrement que dans l'adoration d'un despotisme éclairé qui serait chinois ou russe. En Russie, en tout cas, il n'a rien d'éclairé; en Chine, il est plus malin mais, dans les deux cas, nous avons une situation où la dissidence suscite la contre-dissidence, c'est-à-dire une sorte de contre-révolution. Rappelons que toute inter-

210S NIUL 28

vention en Syrie est interdite par le véto chinois et russe; rappelons que l'Iran, qui fabrique lentement sa bombe atomique, avec les conséquences que l'on peut imaginer, est soutenu par la Russie et la Chine.

La dissidence est un phénomène décisif pour l'avenir du monde. Cela nous échappe, nous vivons dans la crise, dans la préparation des élections... Mais nous devons nous dire que le plus grave, en ces années 2011-2012, ce n'est pas la crise, ce n'est pas l'euro, c'est que Poutine a repris le pouvoir, une fois encore. Espérons que cela ne marchera pas... jusqu'en 2024! Le même Poutine a, d'autre part, récemment assuré sa mainmise sur l'énergie en Europe occidentale, grâce au gazoduc de la Baltique. Il a reçu le prix Confucius qui est, pour les Chinois du pouvoir, l'inverse ou le concurrent du prix Nobel de la Paix. Et les Chinois ont précisé que ce prix lui était décerné en raison de son opposition aux interventions en Lybie et en Syrie, autrement dit, en raison de son soutien au despotisme et de sa lutte exemplaire contre le terrorisme dans le Caucase, c'est-à-dire contre un petit peuple, les Tchéchènes, qui compte un million de personnes. Poutine a tout de même réussi à faire entre cent cinquante mille et deux cent cinquante mille morts. Appeler cela un combat contre le terrorisme est un peu abusif, quand on voit les enfants, les femmes et les civils qui ont été tués. L'état-major russe n'a jamais reconnu que l'existence de sept cents à trois mille terroristes. Alors, tuer deux cent mille personnes pour atteindre entre sept cents et trois mille terroristes... Néanmoins, cela a valu le prix Confucius à Poutine. Il en résulte que la question de la dissidence et de la contre-dissidence est d'une brûlante actualité.

Galia Ackerman: Nous avons évoqué, jusqu'à présent, la dissidence passée, son influence sur l'éclatement de l'URSS et sur l'ensemble du monde. Je suis tout à fait solidaire des propos tenus ici. Je voudrais, toutefois, revenir concrètement à la Russie, car Sergueï Kovaliov représente à la fois un dissident de naguère et un dissident d'aujourd'hui.

Il y a également toute une jeune génération, dont fait partie Grigori Chvedov, ici présent. Je ne sais si l'on peut vraiment la qualifier de dissidente; elle se compose, en tout cas, de journalistes, d'avocats, d'activistes des Droits de l'Homme ou de différentes Organisations non gouvernementales, qui poursuivent les traditions de la dissidence. Le régime essaie d'embrigader les gens dans des structures qui lui sont inféodées: on crée des partis, des forums, des mouvements de jeunesse, des syndicats, tout comme à l'époque soviétique. Mais des milliers de personnes élèvent la voix contre les abus du pouvoir. Aujourd'hui, ces gens ne risquent peut-être pas la prison, ils risquent simplement, parfois, d'être assassinés, à l'instar d'Anna Politkovskaïa, de Natalia Estemirova, de Stanislas Markelov et tant d'autres, ou d'être tabassés et de devenir tétraplégiques, tel le journaliste Mikhaïl Beketov... C'est une occupation toujours très dangereuse et j'aimerais que Sergueï Kovaliov analyse cette nouvelle résistance au régime de Poutine.

**Sergueï Kovaliov:** Je disais à l'instant que nous autres, dissidents, considérions sincèrement que nous ne faisions pas de politique. Ce malentendu sur la nature apolitique de la défense des Droits de l'Homme, a été une erreur fatale dont les répercussions se font sentir sur la crise actuelle de la société civile russe.

En réalité, les défenseurs des Droits de l'Homme font de la politique. Et les revendications qu'ils présentent sont d'ordre politique.

Quels sont les critères d'une société démocratique? Des élections ouvertes, organisées de manière transparente, avec une vraie concurrence des candidats; une séparation du législatif, de l'exécutif et du judiciaire; une Justice indépendante et la liberté d'expression, la liberté de la presse. Ce n'est pas tout, mais cela suffit pour que le peuple soit véritablement maître du système, que la société civile fonctionne et que les représentants élus disposent, certes, d'un pouvoir et soient correctement rémunérés, mais ne soient que des serviteurs temporaires. Si les élections sont transparentes et libres, s'il existe une Justice indépendante, ces représentants politiques ne sont, effectivement, que des serviteurs dont on réexamine et réévalue régulièrement le travail. Il va de soi qu'il s'agit là d'une revendication politique.

Lorsque je parle de crise du mouvement des Droits de l'Homme en Russie, voici ce j'ai en tête: le militantisme social des plus jeunes a augmenté, ces dernières années, de manière notable. Il s'exprime dans des protestations contre la destruction d'ensembles architecturaux à caractère historique; des mouvements contre les inégalités sociales; en faveur des retraités; en faveur des investisseurs trompés; contre les gyrophares pour les hauts fonctionnaires; pour la préservation de la forêt de Khimki menacée d'anéantissement, et pour de nombreuses autres causes. Ces actions sont très énergiques et téméraires, elles se heurtent souvent à une répression policière qui, néanmoins, ne rebute pas les militants. Pourtant – et c'est là un point caractéristique –, on ne voit pas de mouvements contre les violations de la constitution, contre l'absence d'élections libres dans le pays, exactement comme sous Staline, contre l'absence d'un parlement indépendant et d'une Justice indépendante. Ces dernières années, il y a eu un nombre incroyable de procès que l'on pourrait classer dans la catégorie des procès politiques, le plus célèbre étant celui fait à Mikhaïl Khodorkovski.

La plus grande partie des protestations se réduit actuellement, en Russie, à ce que l'on pourrait appeler la «théorie des petites choses», à savoir qu'il suffirait de régler les problèmes de son immeuble, de balayer devant sa porte pour que tout le pays aille mieux. Cette tendance, il faut le dire, est encouragée par l'État qui ne tient pas à avoir une véritable société civile. Lorsque je parle de crise du mouvement en faveur des Droits de l'Homme, ce que j'ai à l'esprit, c'est une tendance des jeunes à limiter leurs protestations à des situations particulières.

Même les revendications d'une Justice indépendante sont timides. Or, quand un pays n'a pas de Justice indépendante, la société n'y dispose pas d'un outil susceptible de marquer les limites du pouvoir. Alors, c'est le règne de l'arbitraire, ce que nous observons en Russie.

2102 AIUL 2012



Site Internet Le Nœud caucasien, version en russe (http://www.kavkaz-uzel.ru/)

Certes, les défenseurs des Droits de l'Homme répertorient les différents procès à caractère politique, mais leurs protestations ne vont jamais jusqu'à l'exigence d'une refonte complète du système judiciaire ni, par conséquent, du système politique.

C'est un vrai dilemme. Les tenants de la «petite action» se justifient très raisonnablement en disant qu'au moins, ils contribuent à améliorer le sort de certaines personnes. Mais une action forte contre le pouvoir éliminerait des problèmes bien plus sérieux et importants. Un exemple: supposons, effectivement, que l'on puisse sauver la forêt de Khimki... Si l'on ne change pas le système de pouvoir, la portée en sera limitée, car mille autres forêts seront sauvagement abattues. Ce que nous devons obtenir – en nous battant pour cela – c'est un véritable contrôle de la société sur les décisions du pouvoir. Malheureusement, les revendications de ce genre sont rares et trop discrètes.

Galia Ackerman: Je pense que l'une des raisons de cette passivité de la société est le manque d'information. Le pouvoir, aujourd'hui, contrôle toutes les chaînes de télévision, sauf une petite chaîne câblée, «Dojd»; il contrôle toutes les radios sauf une, Écho de Moscou; toute la presse écrite, sauf un journal, Novaïa Gazeta, et un hebdomadaire, Novoïé Vremia / The New Times. L'opposition politique a donc des difficultés à se faire entendre. Elle s'exprime essentiellement sur la Toile, mais Internet à haut débit est encore loin d'être accessible partout en Russie, et les abonnements coûtent cher.



Site Internet Le Nœud caucasien (Caucasian knot), version en anglais (http://www.eng.kavkaz-uzel.ru/)

Je m'adresse maintenant à Grigori Chvedov qui, je l'ai dit, dirige depuis plusieurs années un média électronique indépendant. Quelles sont, aujourd'hui, les possibilités de diffuser les informations? À quels problèmes êtes-vous confronté? Quels sont vos espoirs?

**Grigori Chvedov:** J'aimerais montrer quelques images et vidéos de notre site, *Kavkazski Ouzel* (Le Nœud caucasien), qui existe depuis onze ans et sur lequel nous abordons les sujets relatifs au Caucase du Nord et au Caucase du Sud, ainsi que tout ce qui concerne les Droits de l'Homme dans cette région. Lorsque je dis «nous», je parle avant tout de ces reporters intrépides, quelque cinquante personnes qui vivent là-bas, dans le Caucase, et nous font parvenir les informations.

Voici un entretien qu'Anna Politkovskaïa nous a accordé, littéralement la veille de son assassinat. Anna Politkovskaïa était quelqu'un d'unique: une voix qui faisait porter loin les informations sur ce qui se passait dans le Caucase du Nord, une femme qui venait en aide à ceux qui en avaient besoin, qui recherchait la justice pour les victimes de l'arbitraire. Elle a été beaucoup critiquée pour avoir exprimé ses opinions politiques dans son travail de journaliste et vous savez qu'elle a été assassinée à Moscou, chez elle.

Vient ensuite une page consacrée à Natalia Estemirova, militante des Droits de l'Homme en Tchétchénie et journaliste, qui a repris le flambeau après la mort d'Anna Politkovskaïa. Comme Anna, elle cherchait à aider ceux qui en avaient besoin, à faire entendre leurs voix en

2012 JULY 2012

Tchétchénie et partout en Russie. Membre de l'antenne tchétchène de l'Organisation non gouvernementale «Mémorial», elle parlait ouvertement des exactions et autres crimes du régime tchétchène actuel. Natalia a été enlevée et tuée. Son collègue Oleg Orlov, président de «Mémorial», qui a accusé publiquement le président de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, d'être directement responsable de cet enlèvement et de ce meurtre, a été poursuivi en justice.

Je ne voudrais pas, toutefois, me cantonner aux aspects sombres de la réalité dans le Caucase du Nord, je souhaiterais aussi évoquer ce qui est possible. La page suivante de ma présentation recèle des témoignages de personnalités qui se sont rendues récemment en Tchétchénie. Il s'agit, par exemple, de Lord Judd qui est retourné sur place, ces derniers temps, et a déclaré que les Droits de l'Homme étaient bafoués<sup>[2]</sup>. Ces voix d'experts sont essentielles, elles concernent l'ensemble du Caucase, pas uniquement la Tchétchénie, et montrent aux Occidentaux l'importance de leur action dans ce domaine.

L'image suivante présente le père de la jeune fille qui a commis un attentat-suicide dans le métro de Moscou. Pourquoi avons-nous souhaité parler de lui? Parce que, dans le Caucase, certaines pratiques staliniennes sont toujours en vigueur. Ainsi, comme sous Staline, les proches, les parents sont tenus pour responsables des actes perpétrés par les membres de leur famille. Ce père n'a pas cherché à se cacher, à fuir, il n'a pas émigré, mais, pour finir, il a été enlevé. Cela s'est produit récemment et uniquement à cause de sa fille. Peu importe qu'il ait un alibi: il n'était pas à Moscou au moment de l'explosion. Or, un enlèvement est généralement suivi de tortures et d'assassinat. J'évoque ce cas pour montrer à quel point il est important de faire entendre la vérité. Nous amplifions, d'ailleurs, notre voix grâce à la collaboration de la BBC qui parle régulièrement de la situation dans le Caucase du Nord et coréalise, entre autres choses, des reportages avec nous.

La dernière image est un exemple de ces «petites actions» dont parlait à l'instant Sergueï Kovaliov. Il s'agit d'un projet conjoint du Nœud du Caucase et d'un fonds de bienfaisance qui aide des enfants malades. Nous n'en sommes qu'au début, mais nous avons déjà recueilli des sommes importantes qui ont permis de faire opérer beaucoup d'enfants du Caucase du Nord, afin qu'ils puissent mener une vie normale. Cela montre qu'il y a encore en Russie des gens qui ne sont pas indifférents et qui sont prêts à donner de l'argent pour aider des enfants d'une région aussi difficile et défavorisée. En même temps, il y a encore très peu de personnes prêtes à parler haut et fort des enlèvements, des tortures et des assassinats. Je pense – je l'espère, du moins – que nous sommes sur la bonne voie, parce qu'il y a un an, l'idée d'un tel partenariat aurait été inconcevable: aux yeux de l'opinion publique, les enfants du Caucase du Nord étaient des enfants de terroristes, leurs proches

<sup>2.</sup> Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe entre 1997 et 2005, Lord Judd a été le rapporteur sur la Tchétchénie. À l'époque, ses rapports étaient «pesés», «équilibrés», c'est-à-dire qu'ils passaient sous silence de graves violations des Droits de l'Homme.

étaient des proches de terroristes, ils appartenaient tous à un mouvement clandestin de terroristes. Or, nous savons qu'il n'en est rien.

Il y a donc des choses que nous pouvons, d'ores et déjà, mettre sur pied, comme cette organisation caritative qui rassemble des individus prêts à aider les enfants, et il y en a que nous ne sommes pas encore en mesure de faire. Ce dont nous ne sommes pas capables, pour le moment, c'est d'attirer vraiment l'attention sur ceux qu'on enlève, qu'on torture, qu'on assassine. C'est pourquoi je tiens à remercier tous ceux qui sont venus ici, aujourd'hui, pour nous entendre. Je tiens à les remercier de n'être pas indifférents.

Une intervenante: Merci à vous de nous rappeler à la fois des problèmes anciens et nouveaux. Je ne sais s'il y a tellement une contradiction entre les petites et les grandes actions... Ce que je me demande, en revanche, c'est si l'Occident n'est pas souvent complice de ce qui se passe, parce qu'il est plus commode et plus confortable d'avoir affaire à des régimes durs qu'à des pouvoirs très démocratiques. Je ne suis pas sûre que l'Occident n'ait pas une part de responsabilité dans la situation actuelle. Poutine a tout de même eu la Légion d'Honneur en France, il a également été décoré dans un certain nombre d'autres pays de type démocratique. Cette apparente contradiction ne peut-elle s'expliquer par le fait qu'autrefois, on avait à lutter contre l'idéologie communiste, alors qu'aujourd'hui, cette idéologie à vocation universelle n'existant plus, l'opposition ne sait trop à quoi se raccrocher? Il en résulte partout – pas seulement en Russie ou dans le monde ex-soviétique – un repli sur des choses de la vie quotidienne, plutôt que des grands projets.

Galia Ackerman: C'est une question de fond qui nécessite une réponse tant de Sergueï Kovaliov que d'André Glucksmann.

Sergueï Kovaliov: Pour être bref, oui, je pense que l'Occident est un peu complice, qu'il aide souvent les éléments néfastes en Russie, et pas seulement en Russie. Il fut un temps, dans la première moitié du XX° siècle, où il y eut un flux d'intellectuels venus de l'Ouest pour rencontrer les «rêveurs du Kremlin» qui construisaient le «vrai» socialisme. L'illustration la plus mémorable en est, sans doute, l'opuscule du grand écrivain Lion Feuchtwanger, intitulé *Moscou 1937*, qui décrit un brave petit bonhomme moustachu, Staline, particulièrement dépité de voir apparaître le culte de sa propre personnalité; il l'explique par l'inculture du prolétariat russe et par sa perpétuelle volonté de n'avoir qu'une représentation, une autorité forte, un pouvoir fort. En même temps, dans cette brochure, l'antifasciste éminent qu'était Lion Feuchtwanger justifiait les procès staliniens qui se terminaient par des exécutions.

On peut considérer que cette époque est révolue, même si cette tendance a été persistante. Peu à peu, l'Occident commence à comprendre qu'il n'y a pas de rêveurs au Kremlin et

2102 AIUL



De g. à d.: Alain Barluet, Bénédicte Berner, Galia Ackerman, Édouard Sagalaev (et son interprète), Grigori Chvedov (et son interprète) et André Glucksmann.

que, vraisemblablement, il n'y en a jamais eu. On a mis du temps à en prendre conscience, mais j'ai aussi parlé du rôle important, voire déterminant, que la société occidentale a joué dans l'effondrement des régimes communistes en URSS et en Europe de l'Est.

Il faut dire que les architectes de la perestroïka, ce groupe d'hommes politiques et d'experts qui entouraient Gorbatchev, ne songeaient pas particulièrement à la démocratie. Ils faisaient face à une crise, au krach économique imminent du régime soviétique, ils se rendaient compte qu'ils avaient perdu la course aux armements et la «guerre froide». Gorbatchev et son équipe ne cherchaient nullement à réformer le pays, ils voulaient surtout réformer le parti communiste, censé rester au pouvoir. C'est véritablement la pression de la société, de l'opinion publique en Occident, qui a amené les hommes politiques occidentaux à adopter une attitude ferme vis-à-vis de la Russie, ce qui, à son tour, a entraîné des changements considérables.

André Glucksmann: À partir du moment où le mur est tombé, on a dit: «la guerre froide est finie», ce qui était exact. Du coup, l'histoire est devenue, en quelque sorte, calme, gentille, tolérante, rationnelle... Or, ce qui s'est passé, c'est que l'Occident qui avait été un peu éveillé – un peu seulement, il ne faut rien exagérer – est retombé dans son grand sommeil.

Premièrement, par indifférence, on a laissé se développer pendant quinze ans une guerre en Tchétchénie, menée par une armée européenne, c'est-à-dire russe. Si cela s'était passé en Irlande au temps de l'insurrection, si cela s'était passé aux Pays-Bas..., jamais on n'aurait admis qu'il y ait deux cent mille morts, soit un habitant sur cinq, tués au nom de la guerre contre le terrorisme. On aurait eu des manifestations partout. Dans le cas des Tchétchènes, il n'y en a eu nulle part.

Donc, premièrement, l'indifférence, deuxièmement, la complicité. On vient d'inaugurer le gazoduc par la Baltique qui permet à Poutine d'être autonome vis-à-vis de la Pologne, de l'Ukraine, de tous les endroits où passait l'ancien gazoduc et, par conséquent, de faire chanter qui il veut, comme il veut. Là, il y a complicité. Un professeur de Yale disait: «Il y a un axe Moscou-Berlin-Paris.»

Troisièmement, il n'y a pas seulement complicité, mais aussi incohérence. Il s'est trouvé des hommes politiques pour juger, malgré tout, extrêmement grave ce qui se passait sur toutes les frontières de la Russie, en particulier les politiques de répression dans le Caucase du Nord et, finalement, la guerre contre la Géorgie dans le Caucase du Sud. Il s'en est trouvé un, nommé Sarkozy, qui a dit: « Mais ce n'est pas un détail, les Tchétchènes! » Il l'a dit pendant sa campagne de 2007, or, depuis, il a vendu aux Russes des navires de guerre qui permettent de gagner du temps dans l'invasion d'un pays voisin, par exemple, la Géorgie, de compter en heures au lieu de compter en jours. Nous sommes donc face à une incohérence radicale.

Dernier point, il y a un pourrissement général. Khodorkovski, aujourd'hui prisonnier politique après avoir été l'homme le plus riche de Russie, souligne l'existence d'un phénomène beaucoup plus dangereux que le nucléaire: la corruption. On l'a mentionné ici, la corruption, en Russie, bat tous les records. Attention, elle n'est pas limitée à la Russie! Puisque les Russes n'investissent pas dans leur propre industrialisation ou ré-industrialisation, une part des capitaux qu'ils tirent du pétrole et du gaz nourrit la moyenne bourgeoisie de Moscou, de Saint-Pétersbourg et des grandes villes, mais la plus grande partie revient en Occident. Par conséquent, la corruption russe déborde sur l'Occident. Le plus visible est le plus ridicule, c'est l'hôtel sur la Côte d'Azur... Mais, fondamentalement, les Russes – le Kremlin, bien sûr, pas le Russe moyen – sont en mesure d'acheter tout ce qu'ils veulent, y compris des hommes politiques occidentaux, ce qui est extrêmement grave pour notre démocratie. Un exemple «comique»: Poutine a offert un lit à Berlusconi. Et on a eu des enregistrements de coups de téléphone où Berlusconi dit à une fille, mineure, au demeurant: «Attends-moi sur le lit de Poutine, je te rejoins!» C'est peut être croquignolet, mais il ne faut pas oublier, je le répète, que les fortunes russes qui ne sont pas investies en Russie, débordent sur nous, sous la forme d'une corruption généralisée. Je crois que, du fond de sa prison, Khodorkovski a raison lorsqu'il dit: «Plus dangereux que les armes, plus dangereux que le nucléaire est, aujourd'hui, le pouvoir mondial de la corruption. »

210S NIUL 90

### **CULTURE**

## La recomposition de l'espace culturel russe

Dialogue entre Luba Jurgenson et Anne Coldefy-Faucard.

Anne Coldefy-Faucard: L'espace, en Russie, est un élément qu'il importe de prendre en compte, sauf à risquer de ne pas comprendre ce qui se passe, aux différentes époques, dans ce pays. Au cours des différents débats qui ont précédé, l'un des intervenants déclarait que le rôle de l'intelligentsia était, au fond, de « construire des idéaux ». On pourra revenir sur la chronologie depuis 1989 et cette perestroïka dont on a déjà beaucoup parlé ici. Mon sentiment, toutefois, est que, plutôt que de construire des idéaux, les intellectuels, et surtout les écrivains – car, dès qu'on parle de la Russie, de la pensée en Russie, on parle des écrivains et de la littérature –, ont, tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, recherché une « idée russe ». C'est là une constante, y compris pendant la période soviétique où l'on aurait pu croire que cette quête n'était plus nécessaire puisqu'on avait une idéologie, en quelque sorte, « prête à porter ».

Or, depuis 1991, il semble que ceux qui seraient censés « construire des idéaux », trouver une idée nationale ou autre, passent leur temps – et cela fait maintenant une vingtaine d'années – à déconstruire, au contraire, tout ce qui est mythe, tout ce qui est idéologie. C'est un peu de cela que nous voudrions parler aujourd'hui.

**Luba Jurgenson:** Ce que nous aimerions rappeler, en effet, c'est que l'heure est à la déconstruction des mythes: mythes nationaux, mythes du héros, mythes culturels aussi... On assiste au démantèlement de toutes les grandes figures, y compris celles qui ont formé la culture russe et lui ont donné sa dimension universelle. Cette déconstruction va, effectivement, de pair avec la perte de l'idée nationale. Il convient, toutefois, de ne pas oublier que cette perte s'inscrit dans un espace culturel qui est un espace post-impérial. Sur le plan culturel, c'est là un point très important. Il y a, bien sûr, le traumatisme de la mort de l'Union soviétique qui oblige à reconsidérer ce qu'est la grandeur russe, et cette fin de régime correspond également à la fin d'un empire qui s'est voulu, à partir des années trente du xxe siècle, dans la postérité de l'empire russe. Il serait bon, aussi, d'envisager la

façon dont cette continuité est rejouée aujourd'hui, soit à travers des nostalgies, soit à travers des tentatives de projet politique ou de mise en place d'une idéologie qui, toutefois, ne prend pas. En réalité, il n'y a pas, aujourd'hui, en Russie, de véritable idéologie.

Nous avons donc un espace post-impérial, avec ce que cela induit dans les représentations culturelles. Si l'on parle littérature – or, comme l'a dit Anne Coldefy-Faucard, c'est dans la littérature que se construisent, en Russie, les idées et les représentations – il faut considérer que cette littérature a émergé, en tant que littérature nationale, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, précisément dans une tentative de «penser l'espace de l'empire».

Chacun connaît les textes de Nikolaï Gogol ou de Saltykov-Chtchedrine, dans lesquels on trouve une certaine vision de l'absurde, dans lesquels est parodiée la bureaucratie. Tout comme en Allemagne ou dans l'empire austro-hongrois, la bureaucratie a inspiré la littérature russe de façon extraordinaire. On a, par exemple, ce personnage de fonctionnaire qui est une sorte de fantôme; la dimension du vide, de la non-existence a été explorée dans la culture russe à travers la figure du fonctionnaire. Chez Gogol, dans *Le Manteau*, par exemple, c'est particulièrement net, mais il a aussi l'*Histoire d'une ville* de Saltykov-Chtchedrine, avec ses aventures absolument burlesques.

Au xx° siècle, le relais est pris par le lieutenant Kijé de Iouri Tynianov, pure création bureaucratique: le personnage naît d'une erreur commise par un fonctionnaire qui, au lieu d'écrire *podporoutchiki-jé*, c'est-à-dire « quant aux lieutenants », isole deux syllabes, ce qui donne *podporoutchik Kijé*, soit: « le lieutenant Kijé ». Et ce lieutenant Kijé va finalement être doté d'une biographie, il va faire carrière, il aura même droit à un enterrement de première classe. Bref, il acquiert une sorte d'existence.

Anne Coldefy-Faucard: Cette existence lui vient d'une conspiration des fonctionnaires qui, par crainte de la colère impériale, ne veulent pas reconnaître qu'il y a eu erreur. Puisque le hasard a voulu que ce malheureux lieutenant existe sur le papier, il faut qu'il existe réellement, à tout le moins qu'il ait les attributs d'un homme réel, y compris une femme, y compris un enfant.

**Luba Jurgenson:** Tous contribuent donc à nourrir cette vie imaginaire de divers événements. Les fonctionnaires de Gogol naissent également de cet espace impérial, car toute cette bureaucratie a été créée par Pierre le Grand, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, et produit un absurde très particulier que l'on retrouve, d'une façon un peu différente, chez Kafka.

Un autre élément joue un rôle important: le fait que l'empire soit un immense espace et que, lorsqu'on porte une dépêche d'un lieu à un autre, il se passe des semaines, des mois, parfois des années. Ainsi, au XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque le tsar envoie finalement à l'archiprêtre Avvakoum, schismatique relégué en Sibérie, une lettre qui le gracie, celle-ci met sept ans à lui parvenir. Ainsi, quand on parle de temps et d'espace, il apparaît que, dans le

2102 NIUL



Anne Coldefy-Faucard et Luba Jurgenson

cas de la Russie, le temps est conditionné par l'espace et que l'on en arrive à des situations absurdes dans la relation avec le pouvoir. Le pouvoir central et la périphérie comptent parmi les grandes caractéristiques de cette culture.

Anne Coldefy-Faucard: Pour en revenir à la recherche d'une idée, notamment nationale, il devient clair, à partir de 1991, que l'idéologie précédente, l'idéologie soviétique, ne peut plus fonctionner; elle est rejetée par tout le monde, même au niveau officiel, même par le pouvoir, mais on s'aperçoit qu'on n'en a pas d'autre à mettre à la place. Alors, on en arrive à des choses presque aussi absurdes que l'affaire du lieutenant Kijé. On voit, dans la presse russe des années 1992-1993, des concours ouverts aux lecteurs, sur le thème: «Trouvez-nous une idée nationale! Celui qui trouvera la meilleure idée nationale aura le prix! » Et l'on donne le montant du prix. Là, on atteint à l'absurdité totale, tellement on est à court d'idées pour fédérer cet immense espace en décomposition qu'est la Russie.

Déjà, on a perdu les ex-républiques (il en est certaines, d'ailleurs, que les Russes, y compris les hommes au pouvoir, n'ont pas regretté: les pays baltes, par exemple, on les a plutôt poussés à prendre leur indépendance; le Caucase aussi, à condition que le Caucase du Nord ne soit pas touché; la situation était plus délicate – et l'est toujours – pour l'Ukraine et la Biélorussie).

Même en faisant abstraction de ces ex-républiques, avec tous les problèmes relationnels qui existent encore aujourd'hui, la question qui se pose est: «Comment fédère-t-on ce qui reste de l'ancien empire – ancien empire tsariste et ancien empire soviétique?» Et l'on s'aperçoit que la tâche est ardue.

L'un des textes les plus importants de la littérature du début du XIX<sup>e</sup> siècle, justement sur le plan de l'espace, de l'empire et de l'idée nationale, *Les Âmes mortes*, est écrit par quelqu'un qui n'est pas «grand-russien», comme on disait à l'époque, mais «petitrussien», c'est-à-dire ukrainien, mais qui écrit en russe. On a, dans cette œuvre qualifiée de «poème» par son auteur, une interrogation sur l'espace, sur le devenir de la Russie et sa «mission». C'est tout à fait net à la fin de la première partie, la seule qui nous reste, puisque le manuscrit de la seconde partie a été brûlé par l'écrivain.

On sait que le projet de Gogol était de faire une *Divine comédie* à la russe. En d'autres termes, la première partie des *Âmes mortes* correspondait à l'enfer, et c'est le paradis que l'auteur a brûlé, ce qui n'est pas inintéressant. La fin de la première partie, c'est la troïka dans laquelle se trouve le héros, un arnaqueur, un truand à la petite semaine, et qui part à fond de train on ne sait trop où, vers l'est manifestement. Et l'interrogation finale – la troïka devenant la Russie – est: où cours-tu, Russie? Pas de réponse! Ce qui en dit long, là aussi. On va vers l'est, on court, on se précipite mais, finalement, pour quel résultat? On ne sait pas.

Pour en revenir à la déconstruction de ce genre de mythes, la troïka de Gogol reste extrêmement importante aujourd'hui; elle l'a été tout au long des XIXe et XXe siècles, elle fait partie des grands mythes de la littérature, de la pensée russes et, au bout du compte, de la Russie. Le XXIe siècle, de ce point de vue, est différent: à preuve, l'écrivain Vladimir Sorokine qui, lorsque nous lui avons demandé, l'année dernière, pour la *Revue des Deux Mondes*, un texte sur l'espace russe, a écrit une nouvelle où la troïka gogolienne est devenue un bulldozer poussif, rouillé. Ce qui montre qu'on est en pleine déconstruction des mythes, même celui de la troïka-Russie lancée à toute allure et devant laquelle s'inclinent les États occidentaux, lui cédant le passage avec respect et presque vénération. Chez Vladimir Sorokine, écrivain de la fin du XXe siècle et début du XXIe, la magnifique troïka devient un bulldozer qui fonctionne à peine, qui tousse, qui crache et avance péniblement.

Dans un autre texte du même Sorokine, un roman qui vient de paraître en français et s'intitule *La Tourmente*, la troïka devient un étrange attelage, un peu fantastique, à la fois futuriste et très XIX<sup>e</sup> siècle. Là encore, l'équipage s'enlise lamentablement dans l'espace russe, sans aucun espoir d'en sortir, sans aucun espoir que cela donne quelque chose.

**Luba Jurgenson:** Durant la période soviétique, ce passage des Âmes mortes sur la troïka était appris par cœur par tous les écoliers, parce qu'il était interprété comme un symbole de la puissance russe. N'oublions pas qu'après les années trente, surtout après la guerre, il y a eu, dans le projet soviétique de reconstruction de l'empire, une sorte d'amal-

210S NIUL

game – notamment dans les régions centrales du pays – entre l'URSS et la Russie prérévolutionnaire. Et c'est finalement le projet national russe qui l'a emporté comme idéologie nationale pour l'ensemble de l'Union soviétique.

Anne Coldefy-Faucard: On s'est contenté d'un changement lexical: tout ce qui était russe s'est vu rebaptiser en «soviétique». Mais, à bien y regarder, c'était la même chose, on ne parlait simplement plus du peuple russe, on parlait du peuple soviétique.

**Luba Jurgenson:** Il serait intéressant d'examiner en détail ce qu'était ce peuple soviétique. Quoi qu'il en soit, c'est finalement à partir de la Seconde Guerre mondiale que l'empire a été clairement revendiqué comme la référence majeure pour l'ensemble de l'URSS. À cet égard, l'image de la troïka fonctionnait parfaitement, symbolisant la puissance passée de la Russie et, par la même occasion, celle, à venir, de l'Union soviétique.

Pour enchaîner sur les déconstructions que cette image a engendrées, après la période de glorification de la troïka devant laquelle les autres peuples s'inclinent, certains critiques littéraires se sont posé la question: où court-elle donc, cette Russie? Et ils ont répondu en s'appuyant sur un autre grand connaisseur et mythologiste de l'espace, l'écrivain Andreï Platonov, auteur, en 1930, d'un texte intitulé en français, selon les traductions: *La Fouille* ou *Le Chantier*. On construit, sur ce chantier, la grande maison commune du socialisme. Mais cela n'ira jamais au-delà de l'immense trou creusé pour poser les fondations de l'édifice. En fin de compte, à quoi ce trou correspond-il, sinon à une fosse commune pour les bâtisseurs du socialisme? On est en 1930, la dimension meurtrière de l'utopie est déjà présente. Des critiques ont ainsi fait le lien entre la troïka gogolienne et la fouille platonovienne, répondant ce qui suit à la question fatidique: la troïka-Russie court vers la tombe, elle court vers ce trou, ce vide, cette fosse commune. La boucle est bouclée.

Si la déconstruction est patente dans la culture à partir des années quatre-vingt-dix du xxe siècle, si elle émerge dans l'espace public après l'effondrement du système, l'idée même en circule depuis les années quatre-vingt où l'on voit l'idéologie officielle céder du terrain. La fin des années quatre-vingt, notamment, exhume nombre de documents d'archives, des Mémoires sont publiés dans la presse, en revues, et l'on s'accorde, peu à peu, à reconnaître que le régime soviétique était, tout de même, criminel.

On cède d'abord sur différents aspects du stalinisme qui n'ont pas été réellement condamnés jusqu'alors, y compris pendant le Dégel khrouchtchevien; et, de fil en aiguille, tout lâche. Paradoxalement, les résistances les plus fortes portent sur la révolution. Elle est le mythe fondateur de la culture soviétique, cela nécessite donc plus de temps.

Aujourd'hui, néanmoins, il apparaît que tout a été démantelé, la révolution, la guerre civile, tous les fondements. Mais ce qui revient en force, depuis quelque temps, c'est le mythe de la Grande Guerre patriotique.

Anne Coldefy-Faucard: C'est-à-dire, la Seconde Guerre mondiale. C'était, par excellence, la chose sacrée à laquelle on ne s'attaquait jamais. Même les dissidents, à bien y regarder, étaient peu nombreux à se risquer sur le sujet. Ils s'en prenaient à la révolution, notamment à la révolution d'Octobre. On pouvait écrire des romans satiriques qui, naturellement, étaient interdits et circulaient sous le manteau ou étaient publiés en Occident dans les années soixante-dix. On se sentait en droit de s'attaquer à de nombreux sujets. Le dissident Vladimir Voïnovitch est allé jusqu'à créer un « soldat Tchonkine », version soviétique du brave soldat Chveïk. Mais cela faisait déjà figure de sacrilège par rapport à la Seconde Guerre mondiale, parce que cette guerre a été une épouvante en Union soviétique, qu'il y a eu un nombre de morts effroyable, que Leningrad a connu un terrible blocus pendant près de trois ans, que la bataille de Stalingrad a été apocalyptique. En même temps, les autorités soviétiques ont multiplié les erreurs dans la gestion de cette guerre, il y a eu des négligences impardonnables, un cynisme du genre: on a tellement de monde en URSS qu'on n'en est pas à des milliers de morts près.

D'un autre côté, ce conflit a aussi permis à Staline d'asseoir encore plus sa mythologie, tous les symboles de son pouvoir, les symboles de l'Union soviétique version stalinienne. C'est pour cela que l'on appelle cette guerre la Grande Guerre patriotique. Si, aujourd'hui, les études qui en sont faites en Russie parlent de plus en plus de Seconde Guerre mondiale, au niveau des commémorations, cela ne passe toujours pas. Pourquoi? Parce que la guerre a fait de Staline le grand vainqueur de Hitler. Pour le coup, les nations occidentales se sont inclinées devant lui. À partir de Stalingrad, Staline n'est plus l'ennemi, il n'est plus le tenant d'une idéologie contraire à celle de l'Occident; il est le grand allié qui a aidé à jeter bas le nazisme – ce qui n'est pas faux –, au prix d'un énorme sacrifice en vies humaines. Il est certain qu'à l'intérieur du pays et au niveau de la symbolique, au niveau de l'idée nationale, Staline en a beaucoup joué.

Très vite, à compter de 1993, les écrivains commencent à s'en prendre aux symboles de la Seconde Guerre mondiale. Un roman, notamment, est paru en français, il y a quelques années, intitulé *La Camarade nue*, qui ne laisse pas pierre sur pierre de la représentation officielle de cette Grande Guerre patriotique.

**Luba Jurgenson:** Or, nous le disions à l'instant, on revient actuellement à ce mythe. Et si l'on y revient, c'est qu'il y a quelque chose qui se joue là pour les idées et les représentations d'aujourd'hui.

Pourquoi la Grande Guerre patriotique? Il y a à cela de multiples raisons, dont deux essentielles. La «guerre patriotique» (sans l'adjectif «grande»), c'est ainsi que l'on désignait la guerre de 1812, contre Napoléon. Un mythe, là encore, en partie construit par la littérature, notamment par Tolstoï et son *Guerre et Paix*. Faire référence à cette guerre, qui a soulevé toute la population contre l'ennemi, instaure une sorte de continuité entre

210S MIUL 2105

les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, entre la Russie et l'Union soviétique. On abolit ainsi les grandes ruptures historiques, causes de ces profonds traumatismes collectifs qui façonnent l'imaginaire...

**Anne Coldefy-Faucard:** ... et que l'on rencontre à chaque pas dans l'histoire de la Russie.

Luba Jurgenson: L'histoire de la Russie, en effet, est entièrement faite de grandes ruptures. À travers cette désignation, on lit déjà, en filigrane, une sorte d'utopie de la continuité.

Il y a autre chose. La Seconde Guerre mondiale commence, on le sait, sur le territoire soviétique en 1941, alors que partout ailleurs, elle a éclaté presque deux ans plus tôt. La situer à part, lui donner une autre appellation permet de ne pas parler du pacte germanosoviétique, du partage de la Pologne, des défilés de Soviétiques dans les rues des villes polonaises, aux côtés d'autorités nazies... Bref, cela permet d'évacuer un ensemble d'épisodes très gênants.

Pour les cinquante ans du pacte, en 1989 – on était en pleine perestroïka –, «Mémorial» a organisé une grande exposition sur le sujet. Jusqu'alors, on n'en avait jamais parlé, les protocoles secrets étaient restés inaccessibles aux citoyens soviétiques. Et voilà que toute l'histoire était révélée! L'impact a été énorme.

Dix ans plus tard, pour les soixante ans du pacte et alors que, quelques années après, on s'apprête à fêter en grande pompe le soixantième anniversaire de la victoire, il n'est soudain plus question du honteux traité! Aujourd'hui, lors des commémorations du 1<sup>er</sup> septembre, la télévision russe ne montre pas une image, ne fait pas un commentaire de ce qui s'est passé le 17 septembre, où l'armée soviétique est entrée en Pologne.

On a cru, un moment, que tout allait ressurgir avec le «dossier Katyn». Rappelons qu'il y a deux ans, l'avion qui transportait l'élite gouvernementale et militaire polonaise vers le site de Katyn s'est écrasé. Les Polonais venaient commémorer, avec leurs homologues russes, le massacre perpétré en 1940 par les autorités soviétiques dans ces territoires qui sont aujourd'hui biélorusses. Longtemps, on a entretenu un mystère: qui étaient les auteurs de cet anéantissement de la fine fleur de l'armée polonaise? On avait, en fait, tous les éléments pour savoir que c'étaient les Soviétiques, mais eux, l'imputaient aux Allemands. Au total, vingt mille personnes ont disparu à Katyn, pas seulement des officiers, d'ailleurs, mais l'ensemble de l'élite polonaise, prisonnière des Soviétiques.

Le réalisateur polonais Andrzej Wajda a tourné un film sur cette tragédie. Ce film a été diffusé en Russie, après la catastrophe aérienne, sur une chaîne publique, à une heure de grande écoute. Il fallait voir les réactions sur Internet! Malgré la reconnaissance officielle, institutionnelle des circonstances et des responsabilités dans l'affaire de Katyn, très

nombreux ont été les citoyens de Russie à protester vigoureusement: « Non, ce n'est pas vrai, ce sont les Allemands qui ont commis ce massacre! » En d'autres termes, si l'on a pu penser, à ce moment-là, que la vérité historique allait refaire surface, on a vite compris que c'était une erreur; le dossier n'a pas tardé à être enterré. Un très grand nombre de documents n'ont jamais été rendus publics.

La question qui se pose est: quelle sorte de consensus essaie-t-on de créer autour de la Seconde Guerre mondiale? Il y a, nous l'avons dit, la continuité entre les différentes phases historiques de la Russie, de l'Union soviétique...

Anne Coldefy-Faucard: ... Il y a la lutte contre l'ennemi extérieur, contre l'agresseur. C'est une constante dans l'histoire de la Russie, en tout cas telle qu'elle est présentée officiellement. L'idée générale est: la Russie n'a jamais agressé quiconque, elle s'est contentée de se défendre quand on l'agressait. Une affirmation très contestable, certes, mais qui domine depuis toujours ou presque, exemples à la clef: Napoléon, ce ne sont pas les Russes qui sont allés le chercher, il est venu tout seul; et pour la Seconde Guerre mondiale, les nazis, effectivement, ont envahi le pays en juin 1941, sans déclaration de guerre. Il y avait, toutefois, ce pacte germano-soviétique dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est peu glorieux.

Avant que Luba Jurgenson ne poursuive sur ce mythe de la guerre et ce que l'on en fait aujourd'hui, il me semble important de souligner un point: il n'y a effectivement plus de mythe, il n'y a plus d'unité nationale, il n'y a plus d'idée nationale. J'avais été frappée, dans les années qui ont suivi 1991 et l'effondrement du système, au moment où, précisément, la presse organisait ces concours de lecteurs sur le thème: «Trouvez-nous une idée nationale, s'il vous plaît, parce que sans cela, on ne sait plus où on va, on ne sait plus qui on est», j'avais été frappée, donc, par les photos – dont tout le monde se souvient – de la place de la Loubianka, à Moscou, devant l'immeuble du KGB, où la statue de Dzerjinski, le fondateur de la Tchéka, ancêtre du KGB, avait été déboulonnée. Une période, alors, a commencé, au cours de laquelle on a abattu toutes les statues de tous les grands symboles, toutes les statues de toutes les grandes figures de la période soviétique. On les a, ensuite, réunies dans un parc, ce qui, d'ailleurs, a produit quelque chose d'assez étonnant: un parc de fantômes de toute une époque. Mais ce qui m'avait le plus impressionnée, c'est qu'on avait laissé partout les piédestaux - des piédestaux vides. Là, je parle de Moscou, parce qu'en province, les piédestaux étaient toujours occupés. Aujourd'hui encore, vous allez, par exemple, à Voronej, sur la place principale de la ville, et vous pouvez admirer une gigantesque statue de Lénine, comme au bon vieux temps. Dans les capitales, en revanche, c'està-dire Moscou et Saint-Pétersbourg, il y avait tous ces piédestaux désertés et je ne pouvais m'empêcher de penser: «On a gardé les piédestaux, on va mettre quoi, maintenant, dessus?» Je crois que la question n'est toujours pas résolue. Mais on y travaille.

210S NIUL 88

Luba Jurgenson: C'est vrai, regarder la statuaire est toujours extrêmement intéressant. Cela montre aussi dans quelle confusion on est. Par exemple, à Iekaterinbourg qui, à l'époque soviétique s'appelait Sverdlovsk (en l'honneur de Sverdlov, l'un des organisateurs, en 1918, du massacre de la famille impériale dans cette ville) et qui est toujours située administrativement dans la région de Sverdlovsk, on voit côte à côte les représentations de la famille impériale assassinée, dans le genre martyre, et les statues de Sverdlov qui n'ont pas bougé. Au demeurant, c'est à peu près la même esthétique, on a l'impression que toutes les statues ont été réalisées par le même sculpteur. C'est assez extraordinaire.

Pour rebondir sur les piédestaux vides, les deux grandes fêtes nationales qui, à l'époque soviétique, unissaient l'ensemble de l'empire dans des festivités en général bien arrosées, étaient fixées le 7 novembre, jour de la révolution d'Octobre selon l'ancien calendrier, et le 1<sup>er</sup> mai. Le 1<sup>er</sup> mai est plus ou moins resté, mais le 7 novembre, à un moment, est devenu gênant; on n'allait pas continuer à commémorer cette révolution dont on ne voulait plus rien savoir et à propos de laquelle on s'accordait à dire qu'elle avait été une immense catastrophe.

Restait à savoir par quoi la remplacer. Là, le vide est, effectivement, devenu intense. Désormais, le 4 novembre, on commémore la victoire de 1612 sur les Polonais. C'est énorme! En découvrant la chose, je me suis demandé: veut-on vraiment remettre sur le tapis le contentieux avec la Pologne? Puis, en travaillant sur la statuaire de la Grande Guerre patriotique, j'ai compris: 1612, c'est le moment où, après le Temps des Troubles caractérisé par le passage sur la terre russe de plusieurs usurpateurs – les Faux-Dimitri I, II et III –, advient la dynastie des Romanov. 1612 marque donc un retour à l'unité, une sorte de « nouvelle continuité ».

Je crois, finalement, que cette fête traduit une immense nostalgie, celle de l'unité impériale, qui s'accorde parfaitement avec le mythe de la Grande Guerre patriotique. Il y a, à Moscou, un parc dit « de la Victoire », dont l'idée a germé depuis la guerre; en 1942 – on était encore très loin de la victoire –, il était déjà en projet. Or, il n'a été réalisé qu'en 1991! Il regroupe un ensemble de monuments, plus insensés les uns que les autres, je n'entrerai pas dans les détails. Il a, en tout cas, le mérite de montrer les différentes strates de la construction d'une idéologie parfaitement confuse. Par exemple, il y a une église dédiée à saint Georges – elle a suscité quantité de polémiques – qui remet à l'honneur ce saint très important en Russie, en tant que symbole de la puissance qui terrasse l'ennemi. Pour donner une idée, en 1918 et 1919, pendant la guerre civile, des affiches de l'Armée Rouge représentaient Trotski en saint Georges terrassant la contre-révolution; au même moment, des affiches des armées blanches représentaient le même saint Georges terrassant la révolution – un symbole universel, en quelque sorte...

Pour en revenir à l'église du Parc de la Victoire, elle voisine avec une synagogue marquée d'une étoile jaune, ce qui est assez extraordinaire et révèle une volonté de s'ins-

crire dans un nouvel espace politiquement et «œcuméniquement» correct. L'impression est renforcée par la présence, juste à côté, d'une mosquée où l'on explique que, pendant la Seconde Guerre mondiale, il y avait en URSS des bataillons musulmans. Cela m'a beaucoup surprise parce qu'*a priori*, la religion était plutôt mise entre parenthèses.

En 2010, apparaît, dans cet espace dévolu à la Seconde Guerre mondiale, un monument qui, en réalité, est une réponse à la destruction, en Géorgie, d'un monument érigé en mémoire de la Grande Guerre patriotique. En clair, les Géorgiens ont démoli un monument soviétique et cela a tellement scandalisé qu'on en a refait un pour commémorer cette destruction, mais sur un site dévolu à la Seconde Guerre mondiale. Ce nouveau monument est absolument pathétique; on peut y lire: «Pendant la Grande Guerre patriotique, nous étions ensemble.» On y voit des combattants russes et géorgiens, luttant de conserve. Là, j'ai compris qu'en fait, ce qui s'exprimait à travers cette folie, c'étaient la nostalgie de l'empire et la commémoration d'une perte – celle de ces espaces qui étaient soviétiques –, certainement pas la célébration d'une victoire. Transparaissait aussi la crainte d'une décomposition qui irait plus loin encore, avec la perte d'autres régions; voilà ce qu'il y a, notamment, derrière le mythe de la Grande Guerre patriotique. Dans cette perspective, 1612 est une date idéale: c'est le début de la recomposition, le moment où se recrée l'unité.

Anne Coldefy-Faucard: Effectivement, c'est le moment où apparaît le premier représentant d'une longue dynastie, un tsar élu, en grande partie, grâce à l'action d'un boucher, Minine, et d'un prince, Pojarski. Il y a donc, en plus, unité malgré les différences de classes. Cette date a vraiment tout pour plaire! Et puis c'est le moment où l'on met les Polonais dehors pour se retrouver chez soi, entre soi, avec un tsar légitime au Kremlin. Le pouvoir – Poutine, en tout cas – en joue beaucoup.

Pour en revenir aux écrivains, puisque c'est par eux que nous avons commencé et que la littérature s'inscrit directement dans notre sujet, on entend assez couramment que les écrivains soviétiques avaient à peu près les mêmes problèmes que ceux de la période tsariste. Cela ne me paraît pas tout à fait juste. Certes, il y a eu, sous les tsars, l'énorme obstacle de la censure (politique et religieuse); certes, de nombreux écrivains ont été envoyés en relégation en Sibérie ou emprisonnés. Ces faits sont incontestables. Mais si l'on compare avec la période soviétique, il y a, malgré tout, une nuance de taille: très clairement, à partir de 1917 (et même avant parce que le leader bolchevique avait écrit sur le sujet des textes sans ambiguïté), les écrivains deviennent, pour Lénine et le parti, des courroies de transmissions; ils sont censés porter au peuple la «bonne parole» dispensée par le pouvoir. Certains, il est vrai, résistent. Il n'empêche que les écrivains officiels – c'est-à-dire la majorité – jouent vraiment le rôle qui leur est dévolu et en tirent des avantages matériels non négligeables.

En 1991, les choses changent. Les écrivains jouissent brusquement d'une liberté d'écriture, de pensée, comme la Russie n'en a guère connu au cours de son histoire. Aujourd'hui,

2102 NIUL 2101

si la censure est une réalité pour les médias et la presse, il n'en va pas de même pour la littérature. On peut écrire absolument tout ce que l'on veut. Les raisons de cette largesse du pouvoir ne sont pas toutes positives...

**Luba Jurgenson:** ... Cela signifie, entre autres, que la littérature et, plus globalement, la culture ne sont plus considérées comme dangereuses.

Anne Coldefy-Faucard: Pour la première fois, peut-être, depuis longtemps, les écrivains russes se sont détachés du pouvoir et ont pris une autonomie qui passe, nous l'avons vu, par la déconstruction de tous les mythes et symboles.

Au temps de Gorbatchev, puis, dans les premières années Eltsine, des écrivains ont voulu, non pas entrer dans l'action politique, mais jouer leur rôle d'intellectuels, de membres de l'intelligentsia, et favoriser l'émergence d'une opinion publique. Au début de la perestroïka, ils ont hésité à se lancer: ils n'y croyaient pas trop, on leur avait «déjà fait le coup» au moment du Dégel. Ils se sont dit: «Prudence, voyons d'abord où ça va!» Ensuite, pourtant, ils ont vraiment joué le jeu, il y a eu débat entre les écrivains et le pouvoir, à travers la fiction, parce qu'en Russie, c'est toujours par la fiction que cela passe.

Depuis le deuxième mandat Poutine, en revanche, on sent de plus en plus une volonté des écrivains de se démarquer du pouvoir, un refus de collaborer de quelque façon que ce soit. Le malaise est patent.

On en arrive, là encore, à une situation étrange, absurde. On voit, depuis quelque temps, des hommes du Kremlin se mettre à écrire des romans «postmodernes». Certains, d'ailleurs, ne sont pas si mauvais (sans doute sont-ils écrits par de vrais écrivains). Cela signifie en tout cas que si, du point de vue des écrivains et des lecteurs, la littérature a peut-être perdu de sa force, de sa puissance, dans l'imaginaire et dans la représentation russes, pour les gens du pouvoir, être écrivain, être poète reste prestigieux.

**Luba Jurgenson:** Cela fait partie de leur image. Il s'agit aussi, précisons-le, d'une littérature assez *glamour*. Mais cela révèle un brouillage des espaces, des frontières. Au moment où la perestroïka a commencé, il y avait un espace culturel multiple, comprenant l'espace officiel ou semi-officiel, le samizdat et un grand espace de clandestinité plus ou moins tolérée, mais quand même dangereuse pour les écrivains ou les peintres non-conformistes. Et cet espace culturel a joué un rôle très important.

Anne Coldefy-Faucard: Il s'étendait, à l'époque, jusqu'à l'étranger, grâce au tamizdat, littéralement: «l'édition là-bas», c'est-à-dire en Occident. Cela passait par des canaux clandestins et les auteurs risquaient de sérieux ennuis. Depuis 1991, cet espace-là a complètement changé.

**Luba Jurgenson:** À partir du moment où il n'y a plus de censure, la clandestinité n'a plus de raison d'être; on a donc assisté à la disparition de tout ce pan de la culture soviétique qu'a été l'art non conformiste, l'art conceptuel. De nombreux écrivains ont tout bonnement cessé d'écrire. Ces artistes, de plus, étaient souvent polyvalents: ils peignaient, aussi. La clandestinité favorise l'émergence de talents multiples.

Avec l'économie de marché est arrivée l'édition commerciale. Il a fallu s'adapter à de nouvelles logiques qui sont à peu près les mêmes qu'en Occident. L'ancienne créativité tous azimuts n'est plus tellement praticable. Certains artistes ou écrivains, néanmoins, exconceptualistes, ex-clandestins, comme Sorokine, se sont merveilleusement adaptés en transposant sur la nouvelle Russie leur procédé littéraire...

Anne Coldefy-Faucard: ... et en poursuivant par là même une quête commencée au temps de l'Union soviétique, qui intègre, à présent, les nouvelles réalités.

**Luba Jurgenson:** Des réalités matérielles, économiques, sont entrées dans la vie culturelle, qui ont changé les paramètres. Anne Coldefy-Faucard l'a dit, en Union soviétique les écrivains officiels jouissaient de nombreux privilèges: appartements octroyés par la ville, maisons de repos luxueuses où ils pouvaient se rendre pour les vacances, à-valoir astronomiques, livres publiés à des centaines de milliers d'exemplaires alors que, souvent, ils n'intéressaient personne. Le statut de l'écrivain soviétique officiel était exceptionnel. Pendant ce temps, les clandestins vivotaient, travaillaient comme concierges, liftiers, chauffeurs ou gardiens de nuit – cette dernière profession était très prisée par les dissidents, elle leur permettait d'être tranquilles et d'écrire.

Tout cela est chamboulé du jour au lendemain. À cette organisation simple et compréhensible, succède une complexité économique dans laquelle ce n'est plus l'idéologie qui dicte ses lois, mais le marché. Il y a donc, pour commencer, cette reconfiguration de l'espace culturel. S'y ajoute le fait qu'en URSS, les gens lisaient énormément. Il est vrai qu'ils n'avaient guère de choix: la télévision était rébarbative, il n'y avait pas de jeux vidéos, le cinéma officiel n'avait rien de très excitant... Aujourd'hui, ceux qui, auparavant, lisaient simplement pour se distraire, iront plutôt s'acheter un jeu vidéo ou regarderont une série.

**Anne Coldefy-Faucard:** On assiste, en fait, au même phénomène qu'en Occident où l'on constate une évidente baisse de la lecture.

**Luba Jurgenson:** Il y a, là encore, remise en question de certains contenus culturels. N'oublions pas, en outre, qu'à l'époque soviétique, il y avait aussi des écrivains de l'émigration, ceux qui écrivaient en vivant en Occident. Aujourd'hui, on trouve toujours des écrivains qui continuent d'écrire en russe alors qu'ils vivent en Occident, mais il ne s'agit

2102 NIUL 2105

plus d'une émigration en tant qu'espace culturel, cela n'a plus de sens de parler d'émigration. D'ailleurs, les grandes institutions qui fonctionnaient dans l'émigration – revues, maisons d'édition, journaux – battent, à présent, très sérieusement de l'aile, ont disparu ou été rapatriées en Russie.

Anne Coldefy-Faucard: Maintenant, écrire depuis l'étranger, c'est s'adresser à un lecteur russe ou à un lecteur plus universel, mais en écrivant en russe. Et cela correspond à un choix personnel.

**Luba Jurgenson:** Oui, c'est une question de choix. On ne peut plus dire qu'on écrit à l'étranger, parce qu'on a été chassé, parce qu'on est persécuté.

Il convient, peut-être, de prendre en compte un autre phénomène lié à l'espace: la revalorisation des régions et des provinces, c'est-à-dire la décentralisation de l'imaginaire. Les confins et la périphérie ont toujours intéressé les écrivains. La notion de «petite patrie» – notion éminemment impériale – a toujours été à considérer. Dans des espaces aussi immenses, on est souvent attaché, non pas à la Russie ou à l'Union soviétique, entité abstraite, mais à son «petit bout de terre». Pour Gogol, par exemple, l'Ukraine est la petite patrie. Il n'y a pas, à l'époque, d'entité «Ukraine». Sur le plan politique, cela ne représente rien; du point de vue de Gogol, en revanche, c'est son lieu qui s'oppose au centre. Quand on lit les textes de Gogol, il est clair que, vu d'Ukraine, Saint-Pétersbourg, où l'écrivain vit déjà, représente un décor de théâtre, un conte; bref, c'est un lieu mythique. Saint-Pétersbourg, en tant que centre, a produit une énorme part de mythe et a été, lui-même, un lieu mythique.

Aujourd'hui, il se passe autre chose: la province, la région, la petite patrie deviennent intéressantes en tant que telles, sans entretenir forcément de relations avec le centre. Prenons la Sibérie: c'est une région qui a toujours été passionnante, mais, là, on assiste dans les Lettres à l'émergence d'un imaginaire sibérien. Encore faut-il préciser qu'il y a plusieurs Sibérie: Sibérie orientale, occidentale, septentrionale, méridionale. C'est immense. Quand on y est, on a l'impression de se trouver sur une autre planète, dans un autre cosmos.

Anne Coldefy-Faucard: Cette réalité a d'autant plus surpris les Occidentaux que, des années durant, ils n'ont pas pu s'y rendre. Je me rappelle, en 1991, l'arrivée d'étudiants russes en provenance de Sibérie. On était frappé de voir à quel point ils étaient différents de ceux originaires de Moscou, Saint-Pétersbourg ou d'autres villes de la Russie centrale: il y avait chez eux une liberté de ton, de manières; ils étaient beaucoup moins rigides que les autres. Cela s'explique par le fait que la Sibérie est loin du centre; donc, même au temps de l'URSS on y vivait sa vie, on avait l'impression d'avoir bien moins de contraintes que dans les grandes villes centrales.

Luba Jurgenson: Pour en revenir à l'empire et à son démantèlement, depuis la Sibérie on peut tout imaginer; c'est si loin, si différent! De plus, sur le plan des représentations, les gens y sont plutôt tournés vers l'Est; l'étranger vers lequel ils regardent, c'est le Japon, la Chine, la Corée. La dernière fois que j'y suis allée, j'étais avec des Moscovites. Autant les Sibériens voulaient bien admettre qu'une Française soit assez folle pour s'aventurer jusque chez eux, autant ils refusaient de le croire pour des Moscovites: «Ça n'est pas possible, vous venez tous de France!» Que l'on arrive de Moscou spécialement pour passer ses vacances en Sibérie, voilà qui les dépassait! Et je ne suis pas près d'oublier la remarque de cette libraire sibérienne qui nous vendait une carte: «Repérez la frontière et tracez-la bien pendant que vous êtes dans le train, parce qu'elle peut changer le temps du voyage!»

Anne Coldefy-Faucard: Cela donne une idée des fluctuations de l'espace et, encore une fois, de l'importance de l'espace!

Un intervenant: Vous n'avez pas du tout parlé de Soljénitsyne...

**Anne Coldefy-Faucard:** C'est vrai, nous n'en avons pas parlé parce que nous voulions, d'abord, insister sur la déconstruction actuelle.

Alexandre Soljénitsyne a été pratiquement le dernier des émigrés à être autorisé à rentrer en Russie, le dernier à être imprimé, l'un des derniers sur lequel la censure est restée très pesante jusqu'après 1991. Il est revenu dans ces années 1993-1994 où les intellectuels, les écrivains, les créateurs voulaient participer à la construction d'une Russie post-impériale et postsoviétique. Sa rentrée était très symbolique, elle correspondait parfaitement à ses convictions, à tout ce qu'il était. Il a choisi de rentrer par l'Est, précisément par la Sibérie, avant de rejoindre Moscou.

Je pense qu'il y a eu un moment où il a eu beaucoup de possibilités de travailler à la construction de cet espace russe nouveau, réel, pas seulement mythique; mais il n'a peutêtre pas réussi à trouver une langue commune, un langage commun avec les autres intellectuels et avec l'opinion (la faute, au demeurant, ne lui en incombe pas forcément).

**Luba Jurgenson:** Il a fait le tour du pays en essayant de rencontrer le peuple et, effectivement, je crois que ce qui n'a pas fonctionné, c'est le contact avec le réel qu'il avait perdu parce qu'il ne savait plus dans quel pays il rentrait.

J'ai failli mentionner Soljénitsyne au moment où nous parlions du mythe de la Grande Guerre patriotique, parce qu'il est – et c'est sa position paradoxale – un de ceux qui ont donné un grand coup de pied dans ce mythe. Dans L'Archipel du Goulag, plusieurs chapitres sont précisément consacrés à tout ce qui s'est passé au début de la

104 slos niul

guerre sur le territoire soviétique, où certaines régions ont massivement collaboré avec l'occupant. Il a complètement démantelé la vision officielle de la lutte commune contre l'ennemi et de la grande entente entre le pouvoir et le peuple. À ce titre, *L'Archipel du Goulag* reste un livre totalement subversif. La vision que l'auteur donne de la guerre va complètement à l'encontre du nouveau mythe national.

Soljénitsyne est aujourd'hui étudié dans les écoles, en Russie, mais dans une version expurgée. Ses livres recèlent quantité d'éléments qui posent encore nombre de problèmes et résistent à toute tentative d'en faire un écrivain national.

Anne Coldefy-Faucard: Je crois qu'il faut aussi parler de *La Roue rouge*, immense réflexion, mi-fiction, mi-document historique, sur l'évolution et l'histoire de la Russie depuis 1861, c'est-à-dire depuis les réformes d'Alexandre II. Au départ, Soljénitsyne voulait aller jusqu'après la Grande Guerre patriotique; il a, d'ailleurs, prévu tous les chapitres jusqu'après 1946, dans les moindres détails, avec tous les personnages, leur itinéraire. Or, aux environs de 1991, il décide d'arrêter son œuvre en avril 17, disant en substance: « J'ai autre chose à faire maintenant, la situation a changé. J'ai voulu comprendre ce qui avait rendu possible la catastrophe de la période soviétique. À présent que le régime s'est effondré, il faut passer à l'action. Je m'arrête donc en avril 17, parce que c'est le retour de Lénine en Russie. Dès lors, il n'est même pas nécessaire de poursuivre jusqu'en octobre 17, car tout est joué, puisque le leader bolchevique rentre, en pleine guerre, avec la complicité des Allemands.

Pour moi, Alexandre Soljénitsyne a effectué un immense travail de mémoire, de retour sur l'histoire, brassant des périodes entières et d'énormes espaces. Ensuite, il a voulu agir, faire vraiment quelque chose, mais il s'est heurté au réel. Ajoutons que ce n'était pas un politique. On a voulu en faire un politique, mais il ne l'était pas.

**Luba Jurgenson:** C'était un écrivain, un combattant qui a très largement contribué à la destruction du régime.

Anne Coldefy-Faucard: Sergueï Kovaliov soulignait, dans un précédent débat, le fait que les défenseurs des Droits de l'Homme, les dissidents ne faisaient pas de politique. C'est absolument juste: ils entraient en conflit avec une idéologie, un pouvoir, mais ils refusaient catégoriquement de s'occuper de politique. À l'époque soviétique, les intellectuels, les écrivains considéraient que c'était là un domaine réservé à des sortes de fonctionnaires du parti. Ils n'avaient aucun respect pour eux, les jugeaient incultes – ce qui était, d'ailleurs, très souvent le cas –, ignares, inintéressants, ils ne se sentaient rien de commun avec eux et ne voulaient surtout pas se retrouver mêlés aux politiques et à la politique.

**Luba Jurgenson:** C'était amoral de faire de la politique. Mais c'était également un cercle vicieux, parce qu'on laissait forcément le champ libre à ceux qui, justement, étaient conformes à cette image.

**Anne Coldefy-Faucard:** Sergueï Kovaliov y voit aujourd'hui une erreur funeste de l'intelligentsia.

**Une intervenante:** On nous a dit qu'il y avait beaucoup à apprendre des archives, or, nous ne savons rien de ces archives que nous ne pouvons consulter...

Luba Jurgenson: Il y a des kilomètres d'archives. Là, nous faisons une incursion sur le terrain des historiens. Ils ont commencé à travailler sur les archives à la fin des années quatre-vingt et ils continuent, bien qu'il ne soit pas toujours facile d'accéder aux documents. Actuellement, la priorité des historiens russes, mais aussi français, anglais et américains, notamment spécialistes de la période stalinienne, est d'exhumer tous les fonds restés longtemps fermés. Cela entraîne énormément de publications, des centaines de volumes, rien que d'archives, dans la mesure où les chercheurs, ignorant comment la situation va évoluer, se donnent pour visée première de rendre ces documents accessibles aux spécialistes des générations à venir qui voudront y travailler.

Anne Coldefy-Faucard: Et il y a urgence! Nous connaissons toutes les deux le cas d'une jeune femme qui a travaillé sur la collectivisation de la fin des années vingt et du début des années trente, et sur les paysans « dékoulakisés », déportés dans le Grand Nord. Il y a trois ou quatre ans, elle a séjourné sur place et les archivistes locaux lui ont fourni de très nombreux documents. Or, l'archiviste avec lequel elle a le plus travaillé vient d'être arrêté sous prétexte qu'il a donné des informations, notamment à des chercheurs étrangers. C'est dire qu'en ce moment, il y a un resserrement, donc une urgence à sortir ces documents au kilomètre.

Luba Jurgenson: Il faut vraiment le plus de matière possible, quitte à ne travailler dessus qu'ensuite, dans un deuxième temps. Du coup, on dispose aujourd'hui d'une énorme quantité de documents dont certains sont mis en ligne. Le centre Sakharov en publie beaucoup; «Mémorial» permet de consulter des fonds très importants; les éditions Rosspen et d'autres maisons d'éditions se sont spécialisées dans ce type de publications et ont déjà, à leur catalogue, des centaines de volumes couvrant divers aspects de l'époque soviétique, depuis la révolution jusqu'aux années Brejnev. Un immense travail a, d'ores et déjà, été accompli.

210S NIUL 210S NIUL

Anne Coldefy-Faucard: Ces ouvrages, il est vrai, ne sont, pour l'essentiel, accessibles qu'en russe, mais il en existe, malgré tout, en français et en anglais, peut-être pas suffisamment pour les lecteurs que cela intéresse vraiment; d'un autre côté, il ne faut pas oublier que cela ne concerne qu'un tout petit cercle de lecteurs. Nous avons, par exemple, Luba Jurgenson et moi, publié, dans la collection de fiction et de documents russes que nous dirigeons aux éditions Verdier, un recueil de lettres de dékoulakisés adressées aux Soviets, un document unique. On en a vendu deux cent cinquante exemplaires en français. Certes, la presse a été très élogieuse, mais comment voulez-vous que des éditeurs français, qui ont déjà bien du mal à survivre aujourd'hui, se lancent dans des publications dont ils vont vendre deux cent cinquante exemplaires?

**Luba Jurgenson:** Sans compter que ces archives nécessitent d'être travaillées. Le plus souvent, il s'agit de documents bruts: des directives, des correspondances entre les autorités des camps locaux et leurs supérieurs hiérarchiques du NKVD. Tout cela doit être présenté, encadré, commenté. Mais cela viendra, il y a des jeunes qui se mettent à travailler sur ces corpus.

Anne Coldefy-Faucard: On s'aperçoit, en effet, que de nombreux jeunes souhaitent se lancer dans la recherche. Espérons qu'il leur sera matériellement possible de le faire. Il serait bien d'avoir, en France, une génération de chercheurs qui n'auraient pas travaillé en tant que tels au temps de l'Union soviétique... Une nouvelle génération, avec une approche nouvelle.

#### BIBLIOGRAPHIE

AVVAKOUM, La Vie de l'archiprêtre Avvakoum, écrite par lui-même, traduction de Pierre Pascal, Paris, Gallimard, 1939.

Collectif, *Nous autres, paysans. Lettres aux Soviets (1925-1931)*, traduit du russe par Hélène Mondon, Lagrasse, Verdier, coll. « Poustiaki », 2004.

Gogol, Nikolaï, *Le Manteau* suivi de *Le Nez*, traduit du russe par Anne Coldefy-Faucard, Paris, Librio, 2005.

GOGOL, Nikolaï, *Les Âmes mortes*, traduit du russe par Anne Coldefy-Faucard, Paris, Le Cherche Midi, 2005; repris par Verdier Poche, 2009.

KONONOV, Mikhaïl, *La Camarade nue*, traduit du russe par Luba Jurgenson et Anne Coldefy-Faucard, Paris, Stock, 2004.

PLATONOV, Andreï, *La Fouille*, traduit du russe par Jacqueline de Proyart, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1974; *Le Chantier*, traduit du russe par Louis Martinez, Paris, Robert Laffont, 1997.

SALTYKOV-CHTCHEDRINE, Mikhaïl, *Histoire d'une ville*, traduit du russe par Louis Martinez, Paris, Gallimard, 1967.

SOLJÉNITSYNE, Alexandre, «L'Archipel du Goulag», Œuvres complètes, traduit du russe par Geneviève Johannet, Paris, Fayard, 2010, 2011.

SOLJÉNITSYNE, Alexandre, *La Roue rouge*, traduit du russe par Geneviève et José Johannet, Jean-Paul Sémon, Anne Coldefy-Faucard, Paris, Fayard, 1983 («Août 14 »), 1985 (« Novembre 16 »), 1993 (« Mars 17 », I et II), 1998 («Mars 17 », III), 2001 («Mars 17 », IV), 2009 («Avril 17 », I).

SOROKINE, Vladimir, «Le Rêve de l'Ourse», traduit du russe par Anne Coldefy-Faucard, Paris, *La Revue des Deux Mondes*, automne 2010.

SOROKINE, Vladimir, La Tourmente, traduit du russe par Anne Coldefy-Faucard, Lagrasse, Verdier, 2011

Tolstoi, Léon, Guerre et Paix, traduit du russe par Henri Mongault, Folio, Paris, Gallimard, 2002.

TYNIANOV, Iouri, Le Lieutenant Kijé, traduit du russe par Lily Denis, Paris, Gallimard, 1983.

VOÏNOVITCH, Vladimir, *Les Aventures singulières du soldat Ivan Tchonkine*, traduit du russe par Alain Préchac et Stefan Radov, Paris, Seuil, coll. « Points romans », 1991.

### **FILMOGRAPHIE**

WAJDA, Andrzej, Katyn, 2007, réalisé d'après l'ouvrage d'Andrzej Mularczyk, Post Mortem, l'histoire de Katyn.

108 NIUL 2012

# **Biographies**

**GALIA ACKERMAN** est essayiste, historienne, journaliste et traductrice franco-russe, spécialiste du monde russe et ex-soviétique. Depuis trente ans, elle aide les dissidents soviétiques, puis anti-poutiniens, dans leurs combats.

Amie d'Anna Politkovskaïa dont elle a traduit presque tous les livres en français, elle vient de publier notamment *Le Roman du juif universel*, dialogue entre Elena Bonner et André Glucksmann (éd. du Rocher).

ALAIN BARLUET est journaliste diplomatique au Figaro.

**BÉNÉDICTE BERNER** travaille sur les problèmes de liberté d'expression, notamment en Russie où elle a vécu de 1989 à 1995. Elle a dirigé pour le compte de l'Institut européen des médias et de la Commission européenne de nombreuses missions d'observation des médias durant les campagnes électorales en Russie, dans les républiques de l'ancienne Union soviétique ainsi que dans les Balkans. Elle a également enseigné à l'École de Journalisme de l'Institut d'Études politiques de Paris. *Fellow* à l'université de Harvard, elle y donne, chaque automne, un cours sur le thème : « Médias, Démocratie et Économie. »

Bénédicte Berner est vice-présidente du Comité suédois des Droits de l'Homme (*Civil Rights Defenders*) et participe, pour le compte de l'Agence suédoise pour le Développement international, à des projets liés aux médias (médias, élections et éthique journalistique) en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

**HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE** est née à Paris dans une famille que l'esprit cosmopolite et la révolution russe ont de longue date dispersée à travers l'Europe. Elle compte parmi ses ancêtres de grands serviteurs de l'empire, des contestataires du même empire, le président de l'Académie des Sciences sous Catherine II et trois régicides. Cette hérédité la prédisposait naturellement à l'étude de l'histoire et de la science politique qu'elle a enseignées à la Sorbonne avant de transférer sa chaire professorale – l'esprit nomade de la famille aidant – à l'Institut d'Études politiques de Paris. Professeur invité

dans de nombreuses universités étrangères, en Amérique du Nord et au Japon surtout, elle est Docteur honoris causa de l'université de Montréal et de l'université de Louvain. Président de Radio Sorbonne-Radio France de 1984 à 1987, membre de la Commission des Sages pour la réforme du Code de la nationalité en 1986-1987. Durant l'année 1992, elle occupa le poste de conseiller auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, participant ainsi à l'élaboration d'une politique d'assistance à la démocratisation des anciens États communistes. Élue au Parlement européen en juin 1994, elle est vice-président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense; vice-président de la commission des Archives diplomatiques françaises; elle a présidé la Commission des Sciences de l'homme au Centre national du Livre de 1993 à 1996. Nommée en 1998 membre du Conseil national pour un nouveau développement des Sciences humaines et sociales. En 2004, présidente du conseil scientifique de l'Observatoire statistique de l'immigration et de l'intégration.

Elle a reçu le prix Aujourd'hui pour *L'Empire éclaté* en 1978, le prix Louise Weiss en 1987, le prix Comenius en 1992 pour l'ensemble de son œuvre et le prix des Ambassadeurs en 1997 pour *Nicolas II*. Elle est membre associé de l'Académie royale de Belgique, membre étranger de l'Académie des Sciences de Russie, membre d'honneur de l'Académie des Beaux-arts de Russie et de l'Académie de Géorgie.

Élue à l'Académie française, le 13 décembre 1990, au fauteuil de Jean Mistler (14<sup>e</sup> fauteuil). Élue secrétaire perpétuel le 21 octobre 1999.

**GRIGORI CHVEDOV** est rédacteur en chef de l'agence de presse indépendante 24/7 sur internet, *Kavkazski ouzel* (Le Nœud caucasien). Journaliste de formation, il est basé à Moscou.

Il siège au conseil d'administration de l'organisation de défense des Droits de l'Homme en Russie, «Memorial», dont il dirige également l'agence d'information: *Memo.ru*, fondée en 2002.

**ANNE COLDEFY-FAUCARD** est agrégée de russe, docteur ès Lettres. Elle est actuellement maître de conférences à la Sorbonne où elle a créé un Master de traduction littéraire, interprétariat, édition. Elle anime un séminaire de traduction littéraire à l'université de Lausanne.

Co-fondatrice des éditions L'Inventaire (Paris, 1993), elle codirige également la collection russe « Poustiaki » aux éditions Verdier.

Auteur d'une soixantaine de traductions (littérature russe et essais), dont *Les Âmes mortes* de Nikolaï Gogol (Paris, Le Cherche Midi, 2005; repris par Verdier Poche en

210S NIUL 2105 NIUL

2009), l'intégrale de la *Correspondance* de Fiodor Dostoïevski (Paris, Bartillat, 3 vol., 1999, 2001, 2003), *Roman de Vladimir Sorokine* (Paris, Verdier, 2010).

Ses domaines de recherche sont aujourd'hui le «rapport aux objets dans la littérature russe» et les «représentations de l'espace russe». Publications sur ce dernier thème : recueil *Exotismes dans la culture russe* (Leonid Heller et Anne Coldefy-Faucard éd., Lausanne, Études de Lettres, 2009) ; dossier «Les Espaces de la Russie», paru dans la *Revue des Deux Mondes* (codirection avec Stéphane Dudoignon, Paris, octobre-novembre 2010).

## **EMMANUEL CUGNY** est journaliste économique.

**ISABELLE FACON** est maître de recherche à la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS), où elle couvre la politique étrangère et de sécurité de la Russie, ainsi que sa politique de Défense. Elle est également maître de conférences à l'École polytechnique, où elle dirige un séminaire sur l'Eurasie, et enseigne à l'Institut catholique de Paris (sécurité internationale, organisations internationales de paix et de sécurité).

Auteur de plus d'une centaine de publications, Isabelle Facon a fait paraître, en 2010, *Russie, Les Chemins de la puissance* (éd. Artège). Différentes publications sont en ligne sur le site de la FRS.

**ANDRÉ GLUCKSMANN** est philosophe. Il a écrit une trentaine de livres, depuis *Le Discours de la guerre* (1967), *La Cuisinière et le mangeur d'hommes* (1975) en hommage à Soljénitsyne, *Les Maîtres penseurs* (1977), critique du marxisme et du totalitarisme, jusqu'à *Les deux chemins de la philosophie* (2009) où il oppose deux paradigmes de révolution, Socrate contre Heidegger, la pensée dissidente et les Droits de l'Homme contre l'esprit de système des religions nihilistes ou intégristes.

## VINCENT HERVOUËT est éditorialiste à LCI et à TF1.

**LUBA JURGENSON** est maître de conférences à Paris-Sorbonne et co-directrice du séminaire « Récit, Fiction, Histoire » (EHESS).

Elle codirige la collection «Poustiaki» (éd. Verdier) et la collection «Usages de la mémoire» (éd. Petra).

Elle est l'auteur, entre autres, de *Boutique de vie* (roman, Actes Sud, coll. « Générations », 2002), *L'Expérience concentrationnaire est-elle indicible?* (essai, Le Rocher, coll. « Littérature », 2003), *Le Goulag en héritage* (collectif dirigé en collaboration, éd. Petra, coll. « Sociétés et cultures post-soviétiques en mouvement », 2007), *Création et tyrannie* (essai, Sulliver, coll. « Archéologie de La Modernité », 2012), *Trois Contes allemands* (roman, éd. Pierre-Guillaume De Roux, 2012).

Elle a été le maître d'œuvre de l'édition complète des *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov (Verdier, coll. «Slovo», 2003) et de *Voyage au pays des Ze-Ka* de Julius Margolin (Le Bruit du temps, 2010).

**SERGUEI KOVALIOV** est un dissident soviétique qui a défendu les Droits de l'Homme en URSS et en Russie postsoviétique. En 1975, il fut condamné à sept ans de camp à régime sévère en Sibérie, qu'il a purgés intégralement, assortis de trois années d'exil intérieur à la Kolyma.

Proche d'Andreï Sakharov et d'Elena Bonner, il fut délégué général aux Droits de l'Homme auprès de Boris Eltsine en 1994-1995. Ayant démissionné en signe de protestation contre la guerre en Tchétchénie, il continue son combat.

En 2006, il a été décoré de la Légion d'Honneur en France. Il vient de publier un livre sur le procès Khodorkovski (en russe).

**CHRISTIAN MAKARIAN** est directeur de la rédaction délégué de *L'Express*.

**PASCAL MARCHAND** est agrégé de Géographie, docteur d'État en Géographie.

Professeur des Universités, il enseigne à l'université Lyon II et à l'Institut d'Études politiques de Lyon.

Ouvrages publiés: Les régions de la Russie à l'épreuve des théories et pratiques économiques (codirection, L'Harmattan, 2005); Géopolitique de la Russie: le pouvoir, l'homme et le territoire (Ellipses, 2007); Atlas géopolitique de la Russie (Autrement, 2007); Atlas de Moscou (Autrement, 2010).

**CLAIRE MOURADIAN** est historienne, directrice de recherche au CNRS et responsable de l'équipe Caucase-Asie centrale du Centre d'Études des mondes russe, caucasien et centre-européen (UMR CNRS-EHESS 8083). Ses thèmes de recherche portent sur l'histoire de l'Arménie et du Caucase aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, les politiques impériales

112 210S NIUL

(Russie-URSS, Empire ottoman), les relations internationales (Question d'Orient, Seconde Guerre mondiale), le génocide des Arméniens, les diasporas. Elle enseigne à l'Inalco et à l'EHESS où elle encadre des étudiants en master et doctorat.

Elle est également membre-fondateur et actuelle présidente de la Société des Études arméniennes (Paris), co-coordinatrice du Comité d'Histoire de l'OFPRA et collaborateur scientifique de la Commission de publication des Documents diplomatiques français (série Deuxième Guerre, sous la direction d'André Kaspi).

Elle a récemment publié: Arménie, une passion française. Les Arménophiles français, 1878-1923 (Paris, Magellan, 2007). Elle a aussi établi plusieurs éditions critiques: Gustave Meyrier, Les Massacres de Diarbékir. Correspondance diplomatique du vice-consul de France, 1894-1896 (Paris, L'Inventaire, 2000); Arnold Toynbee, Les Massacres des Arméniens. Le meurtre d'une nation (Paris, Payot, 2004); Alphonse Cillière, 1895, Massacres d'Arméniens. Souvenirs du vice-consul de France à Trébizonde (Toulouse, Privat, 2010, avec G. Dédeyan et Y. Ternon).

Enfin, elle a été conseiller historique de plusieurs documentaires et commissaire d'expositions, dont *Loin de l'Ararat, les petites Arménies d'Europe et de Méditerranée au Mucem* (www.armeniens.culture. fr). Elle est vice-présidente du conseil d'administration du Musée Arménien de France-Fondation N. Fringhian.

**PIERRE RIGOULOT** est directeur de l'Institut d'Histoire sociale fondé par Boris Souvarine. Il enseigne l'histoire et la littérature à l'Université pour Tous de Pusaye-Forterre (Yonne).

Historien et chercheur, il s'est spécialisé dans l'histoire du mouvement communiste. Il est directeur de la publication *Histoire & Liberté*, outil de compréhension et de critique des différentes formes de totalitarismes. Il est l'auteur, entre autres, de *Les Aquariums de Pyongyang* (Paris, Robert Laffont, 2000), *Le Siècle des camps* (Paris, Lattès, 2000), *Corée du Nord, État voyou* (Paris, Buchet-Chastel, 2003, rééd. 2007), *Coucher de soleil sur La Havane, les années Castro* (Flammarion, 2007) et a collaboré au *Livre noir du communisme* (dir. Stéphan Courtois, Paris, Robert Laffont, 1997).

**MICHEL DE ROSEN** est directeur général d'Eutelsat Communications, troisième opérateur de satellites du monde et partenaire historique de l'opérateur russe RSCC. Inspecteur général des Finances, il fut chargé de mission au cabinet du ministre de la Défense, directeur général de Pharmuka, directeur de cabinet du ministre de l'Industrie des Télécommunications et de la Poste, président-directeur général de Viropharma et président-directeur général de Saint-Gobain Desjonquères.

Il est l'auteur de divers articles et le co-auteur de plusieurs ouvrages, dont Armée-Nation, le rendez-vous manqué (PUF, 1975), Nationalisations (Flammarion, 1978), Le Retour du capital (Économica, 1990). Il est petit-fils d'émigrés russes.

**ÉDOUARD SAGALAEV** est né le 3 octobre 1946 à Samarkand. Il a fait toute sa carrière en tant que journaliste à la télévision soviétique, puis russe. Il est, aujourd'hui, président de l'Association nationale de télé- et radiodiffusion, membre fondateur de l'Académie de la télévision russe.

Il s'est vu décerner de nombreux prix et décorations : l'Ordre du Mérite pour la Patrie, l'Ordre de l'Amitié, le prix d'État de l'URSS (pour le scénario du cycle de films documentaires «Notre biographie», 1977), enfin, l'Ordre de Saint-Pieux Prince Daniel de Moscou.

**TALIN TER MINASSIAN** est agrégée d'histoire, diplômée de l'Institut d'Études politiques de Paris (thèse consacrée à la politique soviétique au Moyen-Orient et les minorités). Elle enseigne l'histoire de la Russie et du Caucase à l'Inalco.

Elle est l'auteur, notamment, de *De l'URSS à la Russie. La civilisation soviétique de 1917 à nos jours. Genèse, Évolution, Métamorphoses de 1917 à nos jours*, en collaboration avec Jean-Robert Raviot (éd. Ellipses, 2006), *Erevan, la construction d'une capitale à l'époque soviétique* (Presses universitaires de Rennes, 2007), *Colporteurs du Komintern, l'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient* (Presses de Sciences Po, 1997).

**JULIEN VERCUEIL** est ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan et de l'Institut d'Études politiques de Paris, agrégé d'Économie et Gestion, docteur en Sciences économiques. En 2008, il crée la licence professionnelle « Développement International de l'Entreprise vers les Marchés émergents » de l'université Jean Moulin de Lyon, formation dont il est responsable jusqu'en 2011. Il est actuellement maître de conférences de sciences économiques à l'Inalco (Paris).

Ouvrages publiés: Transition et ouverture de l'économie russe (1992-2002). Pour une économie institutionnelle du changement (Paris, L'Harmattan, 2002); avec Jean-Pierre Pagé, De la chute du Mur à la Nouvelle Europe. Économie politique d'une métamorphose (Paris, L'Harmattan, 2004); avec Nathalie Rodet et Pétia Koleva, Nouvelles Europes. Trajectoires et enjeux économiques (Belfort, Presses de l'UTBM, 2006); Les Pays émergents. Mutations économiques et nouveaux défis (Paris, Bréal, première édition 2010, deuxième éd., 2011).

210S NIUL 212